



Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Hautbellain-Fooschtbaach » sise sur le territoire de la commune de Troisvierges

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et notamment ses articles 2, 15, 17, 34, 37 et 38 à 45 ;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature 2017-2021 et ayant trait à sa première partie intitulée « Stratégie nationale Biodiversité » ;

Vu l'avis émis par le conseil communal de Troisvierges après enquête publique ;

Vu la fiche financière ;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu les avis [de la Chambre d'agriculture, de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers] ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. Est déclarée zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone humide « Hautbellain-Fooschtbaach » sise sur le territoire de la commune de Troisvierges, partie intégrante de la zone protégée d'intérêt communautaire « Vallée de la Woltz et affluents de la source à Troisvierges » référencée sous le code LU0002001.

Art. 2. La réserve naturelle, d'une étendue totale de 33,51 hectares est formée de fonds inscrits au cadastre de la commune de Troisvierges, sous les numéros:

Section A de Hautbellain, de la commune de Troisvierges :

107, 108, 109, 110/1551, 110/1552, 120/2711, 120/2712, 120/2714, 120/2778, 120/2789, 121/2285, 122/565, 123/568, 130/2845, 131/2846 partie, 131/71, 132/2877, 141/330, 142/2, 142/331, 145/2779, 147 partie, 149/332, 150/2536, 151/582, 170/1422, 175/1423, 176, 177, 179, 184, 185, 186/2763, 187/1424, 189/607, 191/2764, 224/1067, 225/1425, 226/2613, 258/1716, 260/8, 264/1717, 264/1735 partie, 387/2304, 391, 398/886 partie, 399, 41/2535, 64 partie, 65/2224 partie, 65/2225 partie, 67/800 partie, 95/1311, 95/1312, 95/2776.

Sont également inclus tous les fonds et toutes les parcelles cadastrales ne portant pas de numéros, tels que chemins et cours d'eau se trouvant à l'intérieur du périmètre de la zone protégée d'intérêt national.

La délimitation de la zone protégée et de ses parties est indiquée sur le plan annexé.

Art. 3. Dans la réserve naturelle sont interdits:

- 1° les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, notamment l'enlèvement de terre végétale, le déblai, le remblai, l'extraction de matériaux ;
- 2° le dépôt de déchets et de matériaux ;
- 3° les travaux susceptibles de modifier le régime des eaux superficielles ou souterraines, tels que le drainage, l'entretien de drainages existants, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées ;
- 4° toute construction incorporée au sol ou non, à l'exception des installations d'affût de chasse qui restent soumises à autorisation du ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, ci-après désigné « le ministre » ;
- 5° la mise en place d'installations de transport et de communication, de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés ; cette interdiction ne s'appliquant pas aux interventions nécessaires à l'entretien et au

- remplacement des installations existantes qui restent soumises à autorisation préalable du ministre ;
- 6° le changement d'affectation des sols, y compris la conversion de forêts feuillues en forêts résineuses, ainsi que la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
 - 7° le retournement, le réensemencement ou le sursemis des pâtures ou prairies permanentes ; les réparations des dégâts de gibier pouvant se faire selon les instructions de l'Administration de la nature et des forêts ;
 - 8° l'enlèvement, l'endommagement et la destruction de plantes sauvages ; la lutte mécanique ou thermique contre les adventices de l'agriculture est autorisée dans le contexte de la conditionnalité de l'exploitation agricole ;
 - 9° la perturbation, la capture ou la destruction d'animaux sauvages indigènes non classés comme gibier ;
 - 10° l'appâtage du gibier ;
 - 11° la chasse aux oiseaux ;
 - 12° l'emploi de munition de plomb ;
 - 13° la circulation à l'aide de véhicules motorisés en dehors des voies munies d'un revêtement à base de macadam ; cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit ;
 - 14° l'usage d'avions ou de drones télécommandés ;
 - 15° la circulation à vélo et à cheval en dehors des sentiers existants ; cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit ;
 - 16° la circulation avec chien non-tenu en laisse, à l'exception dans l'exercice de la chasse ;
 - 17° l'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage ;
 - 18° la plantation de résineux ou d'essences allochtones.

Art. 4. Les dispositions de l'article 3 ne s'appliquent pas aux mesures prises dans l'intérêt de la conservation et de la gestion de la zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle. Ces mesures sont toutefois soumises à autorisation du ministre.

Art. 5. Notre Ministre de l'Environnement et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Exposé des motifs

Le présent projet de règlement grand-ducal vise de classer la zone humide « Hautbellain-Fooschtbaach » sise sur le territoire de la commune de Troisvierges, située entre les localités de Hautbellain (L) et Wathermal (B) à l'extrémité nord-ouest du Grand-Duché, en tant que zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, conformément aux articles 2 et 38 à 45 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature. A cet effet, un dossier de classement a été établi qui sera la base de la procédure de classement prévue par la loi.

Le classement de la zone protégée « Hautbellain-Fooschtbaach » s'inscrit pleinement dans la politique nationale en matière de protection de la nature telle que fixée par le « Plan National pour la Protection de la Nature », approuvé en date du 13 janvier 2017 par le Conseil de Gouvernement.

La future réserve naturelle fait intégralement partie de la zone de protection spéciale Natura2000 « LU0002001 – Vallée de la Woltz et affluents de la source à Troisvierges » qui a été désignée dans le cadre de la mise en œuvre de la « Directive Oiseaux » (2009/147/CE). Ce site est une véritable zone noyau de ladite zone Natura2000 et par ce, le classement de ce site est à considérer comme mesure réglementaire pour la mise en œuvre de ladite zone Natura 2000 en vertu des articles 34, 37 et 38 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et comme telle sera grevée de servitudes et de charges prévues par l'article 42 de la même loi.

Un intérêt principal de ce site réside dans la présence de nombreuses espèces d'oiseaux inféodées aux zones humides du plateau de l'Oesling, et de leurs habitats de prédilection, dont notamment les prairies maigres à humides, friches humides, eaux stagnantes et courantes, et boisements humides et forêts alluviales: les Pies-grièches grise et écorcheur, la Cigogne noire, le Milan royal, la Caille des blés...

Cependant, depuis l'arrivée du Castor d'Europe, il y a quelques années, par la construction de plusieurs barrages de nouveaux habitats ont été créés et la situation hydrologique et écologique a été améliorée davantage. Un cortège impressionnant d'espèces inféodées aux zones humides s'est installé, dont plusieurs espèces de libellules et de plantes rares, ainsi que des grenouilles vertes.

De plus amples informations quant à la valeur écologique de la zone humide « Hautbellain-Fooschtbaach » figurent dans le dossier de classement ci-joint.

Commentaires des articles

Ad article 1^{er} : Cet article formule l'objectif du présent règlement grand-ducal qui est la désignation d'une zone appelée « Hautbellain-Fooschtbaach » en tant que zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle en vertu de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Il précise la situation géographique de la zone en mentionnant la commune concernée. En plus, cet article indique que la zone sous question fait partie d'une zone protégée d'intérêt communautaire et en conséquence le présent règlement grand-ducal est à interpréter en tant que mesure réglementaire de ladite zone d'intérêt communautaire.

Ad article 2 : Cet article indique la surface en hectares de la réserve naturelle proposée et liste les numéros des parcelles cadastrales visées par la désignation de la zone protégée d'intérêt national. Il précise que certaines surfaces incluses dans la réserve naturelle ne portent pas de numéro cadastral, cependant sont également visées par la désignation de la zone protégée d'intérêt national. Finalement, cet article indique que la délimitation de la réserve naturelle est précisée sur base d'un plan topographique annexé au règlement grand-ducal.

Ad article 3 : L'article 3 liste les différentes servitudes grevées aux fonds et interdictions imposées aux propriétaires et exploitants dans la partie A de la zone.

Ad 1^{er} à 3^e points : ces trois points interdisent les différents types d'activités de mouvement de sol et de sous-sol, de dépôt ou d'enlèvement de matériaux ou encore d'utilisation des eaux ou de changement du régime hydrique impactant ou risquant d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage.

Ad 4^e point : il interdit les différentes constructions qui impactent ou risquent d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage. Des exceptions sont prévues pour les installations d'affût de chasse, qui restent soumises à autorisation du ministre.

Ad 5^e point : à l'instar du 4^e point, ce point interdit l'installation de moyens de transport ou de communication, tout en prévoyant une exception pour les installations déjà existantes, qui restent cependant soumises à autorisation.

Ad 6^e point : il interdit le changement d'affectation des sols tout en précisant que la destruction, la dégradation ou la réduction de fonds présentant des biotopes en vertu de ladite loi du 18 juillet 2018 sont interdites.

Ad 7^e point : il réglemente l'exploitation agricole en interdisant le labourage des prairies permanentes (habitats des espèces protégées), même temporaire, avec l'exception de la réparation de certains dégâts occasionnés par le gibier.

Ad 8^e point : il interdit toute atteinte aux plantes sauvages. Une exception est prévue sur les surfaces agricoles afin de respecter la conditionnalité dans le cadre de l'exploitation agricole.

Ad 9^e point : il interdit toute perturbation, capture - temporaire ou définitive – ou destruction de tout animal indigène dans la réserve naturelle ; la chasse n'étant pas visée par ce point.

Ad 10^e point : l'exercice de la chasse restant permis dans la zone, ce tiret réglemente la chasse en interdisant l'appâtage du gibier qui consiste dans l'apport d'une alimentation d'attrait non transformée en petites quantités dans le seul et unique but d'un tir immédiat ou rapproché.

Ad 11^e point : il interdit la chasse aux oiseaux, ceci dans un souci d'éviter tout impact direct ou indirect sur des espèces d'oiseaux protégées et non-chassables dans cette réserve d'intérêt ornithologique particulier.

Ad 12^e point : il interdit l'emploi de munition de plomb pour éviter tout impact négatif sur la santé des oiseaux suite à l'ingestion accidentelle de ce type de munition.

Ad 13^e à 15^e points : ces points réglementent la circulation ou l'usage d'engins dans la zone qui impacterait ou risquerait d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes ou habitats d'espèces ou qui risqueraient de perturber plus précisément la faune. Différentes exceptions sont précisées visant notamment les propriétaires des terrains de la zone et leurs ayants droit.

Ad 16^e point : il interdit la circulation avec le chien non tenu en laisse. Ce point ne concerne pas la divagation de chiens pendant l'exercice de la chasse.

Ad 17^e point : il interdit l'utilisation de différentes substances nocives pour les biotopes, les habitats d'espèces et les espèces. La fertilisation risque d'homogénéiser la flore en donnant un avantage aux plantes ubiquistes et généralistes. Les pesticides impactent directement voire indirectement les espèces protégées : les herbicides portent atteinte à la flore, les insecticides détruisent les insectes et impactent les autres animaux insectivores, les rodenticides portent atteinte aux rongeurs et indirectement à leurs prédateurs (rapaces et carnivores) et les fongicides sont connus d'impacter indirectement différentes espèces d'insectes. Le chaulage impacte directement notamment les bas-marais acides et les zones humides.

Ad 18^e point : il réglemente l'exploitation forestière en interdisant la plantation de résineux ou d'autres essences d'arbres non indigènes qui risqueraient d'impacter ou dégrader des habitats protégés, tels que zones humides, prairies permanentes et forêts de feuillues.

Ad. article 4 : Cet article prévoit la possibilité de déroger aux servitudes, interdictions et réglementations disposées par l'article 3 s'il s'agit de mesures de conservation et de gestion prises dans l'intérêt de la zone.

Ad. article 5 : Cet article comporte la formule exécutoire.

FICHE FINANCIERE

Intitulé du projet: Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Hautbellain-Fooschtbaach » sise sur le territoire de la commune de Troisvierges.

Ministère initiateur: Ministère de l'Environnement

Suivi du projet par: Monsieur Gilles Biver

Tél: 2478-6834

Courriel: gilles.biver@mev.etat.lu

En complément à la note, à l'exposé des motifs et au dossier de classement, il convient de relever que les interdictions et réglementations prévues par l'avant-projet de règlement grand-ducal n'impliqueront, en ce qui concerne les mesures de gestion proprement dites, la mise à disposition que de faibles moyens financiers.

Les mesures de conservation courantes et déjà existantes - instaurées dans le cadre de la mise-en-œuvre de la gestion d'une zone Natura2000 - se focalisent surtout sur la gestion, voire la restauration des habitats qui sont à l'origine de la déclaration de cette zone protégée, et ceci en partie par l'extensification de l'exploitation agricole.

Les dépenses relatives à la désignation proprement dite de la zone protégée d'intérêt national seront imputées sur les crédits ordinaires de l'Administration de la nature et des forêts, et sont estimées comme suit :

- 1) signalisation de la réserve naturelle (panneaux) : 3.000 € (montant unique) ;
- 2) suivi scientifique : 3.000 € (tous les 6 ans).

Conseil supérieur pour la Protection de la Nature

[Extrait du] Rapport de la réunion du 24 mai 2017

Présents :

M. Tom Conzemius
M. Gilles Biver
M. Ben Geib
M. Pascal Pelt
M. Roger Schauls
Mme Sonja Thill (en remplacement de Mme Nora Elvinger)
M. Winfried van Loë (invité Privatbësch)

Mme Karin Riemer (secrétaire)

Excusés :

M. Guy Colling
Mme Nora Elvinger
M. Jean-Paul Lickes
Mme Nora Welschbillig
M. Hubert de Schorlemer
M. Henri Wurth

[...]

3. Présentation de la future réserve naturelle « Hautbellain-Fooschtbaach »

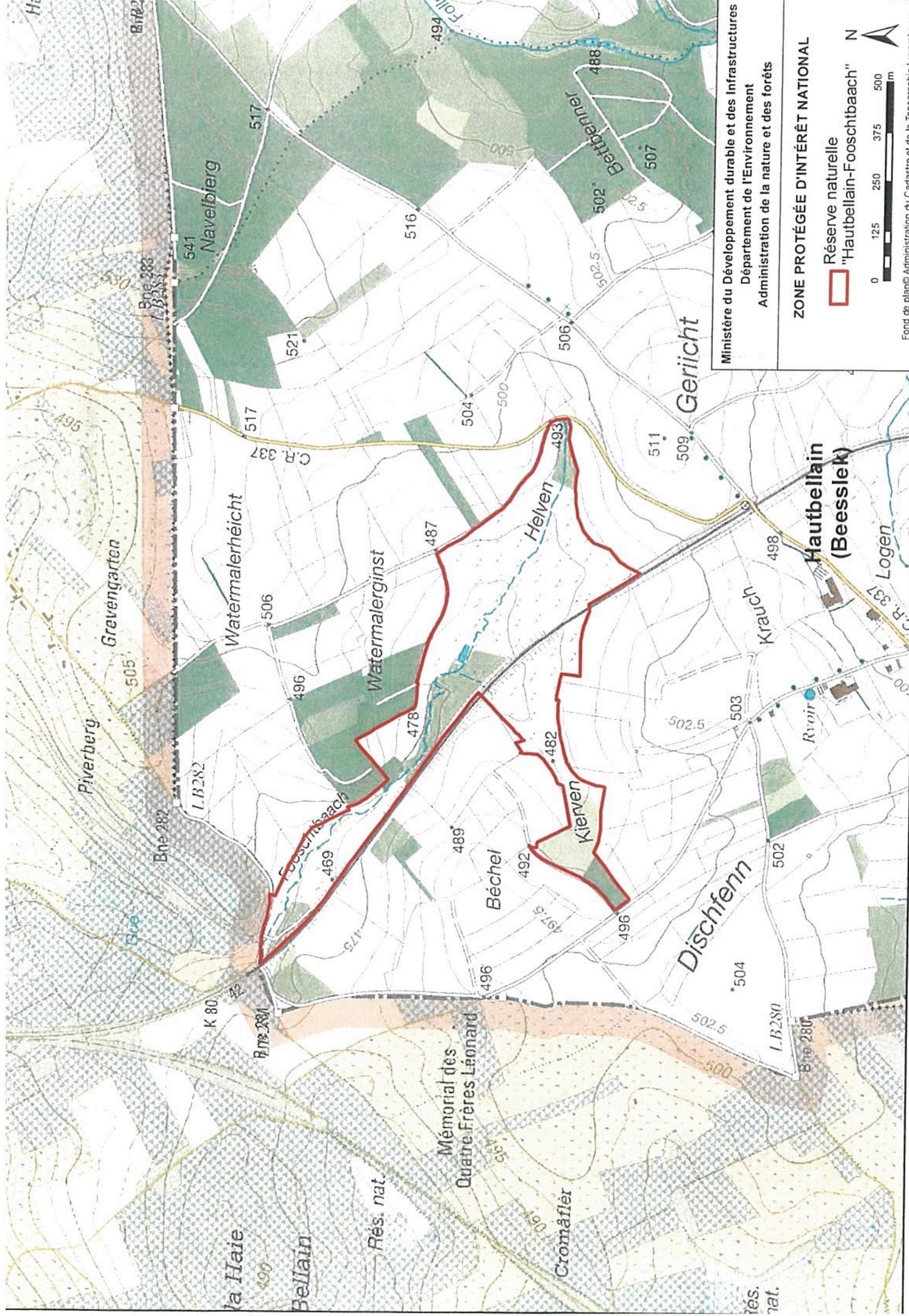
La future réserve naturelle « Hautbellain-Fooschtbaach » fait partie de la zone Natura 2000 Oiseaux « Vallée de la Woltz et affluents de la source à Troisvierges » et se situe à l'intérieur du site couvert par le projet « Life Eislek » et dont les espèces cibles sont le Cuivré de la bistorte, la Pie-grèche écorcheur et le Tarier des prés.

Le CSPN avise favorablement la désignation de la zone « Hautbellain-Fooschtbaach » en réserve naturelle.

Du fait de la présence d'associations de plantes qui nécessitent très peu d'intrants, le CSPN recommande que dans le cadre de la zone Natura 2000, la future réserve naturelle soit protégée des intrants issus d'une agriculture intensive.

Concernant l'article 3.11. du futur règlement qui interdit la chasse aux oiseaux, le CSPN recommande que la chasse administrative aux espèces invasives non indigènes soit autorisée.

[...]



Ministère du Développement durable et des Infrastructures
 Département de l'Environnement
 Administration de la nature et des forêts

ZONE PROTÉGÉE D'INTÉRÊT NATIONAL

Réserve naturelle
 "Hautbellain-Fooschtbaach"



Fond de plan © Administration du Cadastre et de la Topographie Luxembourg

Dossier de classement

2017

Réserve Naturelle

«Hautbellain-Fooschtbaach»

ZPIN 29



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Administration de la nature et des forêts

Dossier de classement « Hautbellain-Fooschtbaach »

Koordination :

Administration de la nature et des forêts
Service de la nature
81, Avenue de la Gare
L-9233 Diekirch

Kontaktperson :

Jan HERR
jan.herr@anf.etat.lu
www.emwelt.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration de la nature et des forêts

Bearbeitung :

Ecotop
13, rue des Fraises, L-7321 Steinsel

Kontaktperson :

Rolan PROESS
ecotop@pt.lu



Fertigstellung des Dossiers: 2017

Inhaltsverzeichnis

Einleitung.....	2
1. Beschreibung des Untersuchungsgebietes	3
1.1. LAGE & GRÖßE	3
1.2. TOPOGRAPHIE	4
1.3. GEOLOGIE	4
1.4. PEDOLOGIE	4
1.5. HYDROLOGIE	5
1.6. KLIMA	6
1.7. HISTORISCHE NUTZUNG DES GEBIETES	8
1.8. EIGENTUMSVERHÄLTNISSE.....	8
1.9. AKTUELLE FLÄCHENNUTZUNG.....	9
1.10. FAUNISTISCHE UND FLORISTISCHE BEDEUTUNG	9
1.10.1. Blütenpflanzen.....	9
1.10.2. Vögel.....	11
1.10.3. Der Biber (<i>Castor fiber</i>).....	12
1.10.4. Fledermäuse.....	13
1.10.5. Amphibien.....	13
1.10.6. Reptilien.....	14
1.10.7. Libellen	14
1.10.8. Tagfalter.....	16
2. Gefährdungsursachen im Untersuchungsgebiet	17
2.1. NATÜRLICHE SUKZESSION.....	17
2.2. EINTRAG VON NÄHRSTOFFEN UND PESTIZIDEN DURCH DIE LANDWIRTSCHAFT	17
3. Beschreibung der unterschiedlichen Flächen und Maßnahmenvorschläge.....	18
FLÄCHE 1A & 1B	18
FLÄCHE 2	18
FLÄCHE 3	19
FLÄCHE 4	20
FLÄCHE 5	21
FLÄCHE 6	22
FLÄCHE 7	24
FLÄCHE 8	25
FLÄCHE 9	25
FLÄCHE 10	27
FLÄCHE 11	27
FLÄCHE 12	28
FLÄCHE 13	29
FLÄCHE 14	30
Literaturverzeichnis	31

Einleitung

Im Frühjahr 2016 wurde das Umweltplanungsbüro Ecotop von der Naturverwaltung beauftragt, ein Ausweisungsdossier („Dossier de classement“) für das geplante Naturschutzgebiet „Hautbellain-Fooschtbaach“ (RN ZH 01) auszuarbeiten. Dieses Gebiet wurde bereits auf der DIG 81 („Déclaration d'intention générale“) als potenzielles Naturschutzgebiet eingestuft und beherbergt neben stark gefährdeten Pflanzen- und Vogelarten seit einigen Jahren auch ein Vorkommen des Bibers.

Das untersuchte Gebiet ist Teil des Vogelschutzgebietes LU0002001 („Vallée de la Woltz et affluents de la source à Troisvierges“) und gehört somit zum europaweiten Netz „Natura 2000“ (gemäß FFH-Richtlinie (92/43/EWG) und Vogelschutzrichtlinie (2009/147/EG)).

Das geplante Naturschutzgebiet liegt auch innerhalb des Projektgebietes von „Life Eislek“. Dabei handelt es sich um ein von der Europäischen Kommission, dem Nachhaltigkeitsministerium und den Projektpartnern (natur&mwelt asbl, „Comité national de défense sociale“ (CNDS) & Landwirtschaftskammer) finanziertes Naturschutzprojekt. Ziel dieses Projektes (Laufzeit vom 01.09.2012 bis zum 31.08.2017) ist die Wiederherstellung und Vernetzung eines Landschaftsmosaiks bestehend aus brachliegenden Feuchtfleichen, extensiv genutzten Weiden und spät gemähten Wiesen („Restoration of wetlands and associated endangered species“). Zielarten des Projektes sind der Blauschillernde Feuerfalter (*Lycanea helle*), das Braunkehlchen (*Saxicola rubetra*) und der Neuntöter (*Lanius collurio*).

In der „Fooschtbaach“ werden schon seit Mitte der 1990-Jahre Naturschutzmaßnahmen durchgeführt (extensive Beweidung mit Rindern und Schafen, Entfernung von Fichtenbeständen). Im Rahmen des „Life Eislek“-Projektes wurden diese Maßnahmen seit 2012 intensiviert. Das untersuchte Gebiet war in den vergangenen 20 Jahren auch Gegenstand mehrerer faunistischer und floristischer Untersuchungen (siehe Literaturverzeichnis). Die wichtigsten Ergebnisse und Schlussfolgerungen dieser Untersuchungen wurden bei der Ausarbeitung des vorliegenden Ausweisungsdossiers berücksichtigt.

Ausweisungsdossier
zum geplanten
Naturschutzgebiet
"Hautbellain/Fooschtbaach"
(RN ZH 01)

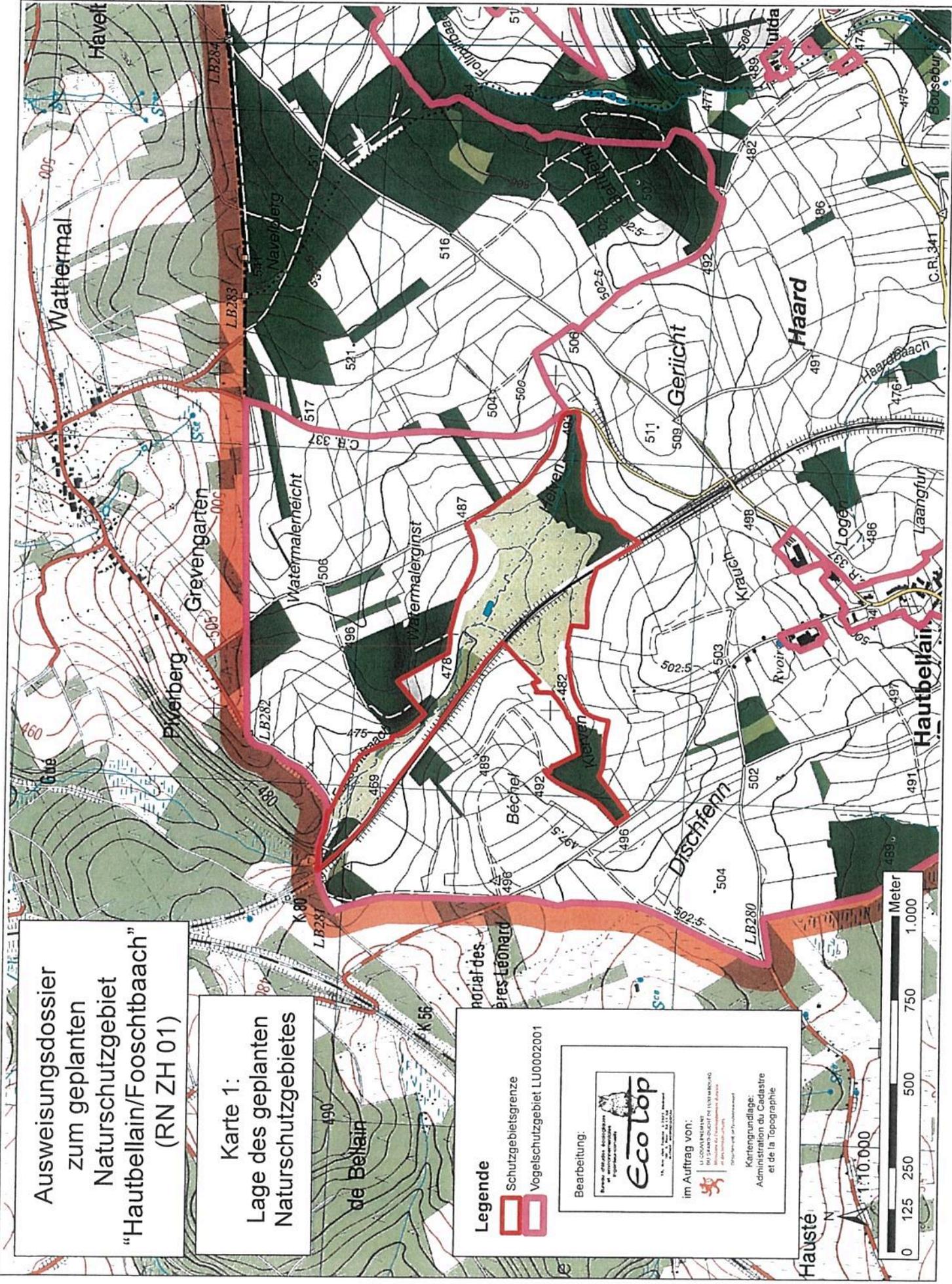
Karte 1:
Lage des geplanten
Naturschutzgebietes

Legende

-  Schutzgebietsgrenze
-  Vogelschutzgebiet LU0002001

Bearbeitung:

im Auftrag von:
LI DOUANE ET
DU SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT
et des Services de l'Etat
Cartographie:
Administration du Cadastre
et de la Topographie



1. Beschreibung des Untersuchungsgebietes

1.1. Lage & Größe

Ein Blick in die zur Verfügung stehenden Dokumente betreffend das geplante Naturschutzgebiet RN ZH 01 belegt, dass zur Lage und Ausdehnung des Gebietes unterschiedliche Angaben gemacht werden:

- der im Auftrag des damaligen Umweltministeriums von Ecau (1992) ausgearbeiteten Kurzfassung zufolge, ist das geplante Naturschutzgebiet insgesamt 147,7 ha groß und besteht aus einer zentralen Kernzone (33,7 ha groß), die von einer 114,0 ha großen Pufferzone umgeben ist.
- der Studie von Steinbach (1995) zufolge ist das Gebiet insgesamt nur 32,2 ha groß und besteht aus einer zentralen Kernzone (21,2 ha groß) und einer Pufferzone von 11,0 ha (die die Kernzone auf einer Breite von 25-50 umfasst).

Zur Ausarbeitung des vorliegenden Ausweisungsdossiers musste deshalb entschieden werden, wie das geplante Naturschutzgebiet in Zukunft abgegrenzt werden sollte. In einer Sitzung mit Vertretern der Naturverwaltung, des Nachhaltigkeitsministeriums, der Naturschutzorganisation „natur&émwelt“, des Naturparks Our und dem Umweltplanungsbüro Ecotop wurde überlegt, ob die aktuelle Abgrenzung des Gebietes (<http://map.geoportail.lu>), die der von 1992 entspricht, beibehalten werden soll, oder ob eventuell Änderungen notwendig und sinnvoll wären.

Dabei wurde beschlossen, weite Teile der Pufferzone, die ausschließlich aus landwirtschaftlich intensiv genutzten Flächen und Fichtenforsten besteht, aus dem Gebiet herauszunehmen, sodass schlussendlich nur noch eine 33,3 ha große Kernzone übrig bleibt. Karte 1 zeigt die neuen Grenzen des Gebietes, die in etwa den bereits 1995 von Steinbach vorgeschlagenen entsprechen. Die neuen Grenzen umfassen alle schützenswerten Biotope der „Fooschtbaach“ und verlaufen hauptsächlich an im Gelände leicht erkennbaren Linien wie Wegen, der Eisenbahn oder unterschiedlichen Flächennutzungen. Dabei wurde versucht die Zahl der „zerschnittenen“ Katasterparzellen, das heißt der Parzellen, die sich zum Teil innerhalb und zum Teil außerhalb des Gebietes befinden, auf ein Minimum zu beschränken.

Das geplante Naturschutzgebiet liegt auf dem Gemeindeterritorium von Troisvierges, im Zuständigkeitsbereich des „Arrondissement-Nord“ der Naturverwaltung und innerhalb des Forstreviers Weiswampach (Revierförsterin: Frau Martine Zangerlé).

1.2. Topographie

Bei dem geplanten Naturschutzgebiet handelt es sich um ein flaches Muldental, das nur geringe Höhenunterschiede aufweist. Der höchste Punkt wird mit 496 Meter (über NN) im Südwesten erreicht, der tiefste Punkt liegt mit 463 Meter im Nordwesten, im Bereich der belgischen Grenze. Der größte Teil des Gebietes wird von der Talau der „Fooschtbaach“ gebildet, die am östlichen Rand des Gebietes entspringt, in nordwestlicher Richtung zur belgischen Grenze fließt und in Belgien in die Ourthe mündet. Zu beiden Seiten der Talau steigt das Gelände leicht an und bildet nordöstlich der „Fooschtbaach“ süd- und südwestexponierte und südwestlich davon nord- und nordostexponierte Hanglagen.

1.3. Geologie

In der „Fooschtbaach“ treten ausschließlich die Schichten des Devons (Oberes Siegenien, Sg³) zutage. Dabei handelt es sich um undeutlich geschichteten Grobschiefer, der im Bereich des geplanten Naturschutzgebietes durch die Einlagerung von gelblichem Sandstein einen eher sandigen Charakter erhält und als besondere Ausbildung, den sogenannten „Schiefer von Niederbesslingen“, abgetrennt wird (<http://map.geoportail.lu>, Lucius 1950).

1.4. Pedologie

Der pedologischen Karte zufolge (<http://map.geoportail.lu>) dominieren in weiten Teilen des Gebietes lehmige, stark bis sehr stark vergleyte Böden (Gleye, Glx), deren Entstehung auf dauerhaft hoch anstehendes Grundwasser zurückzuführen ist. Daneben kommen auch lehmige und steinig-lehmige Braunerden aus Schiefer und Phylladen vor, die nur schwach bis mäßig vergleyt sind (Gbbfi, GDb, GDbfi), sowie nicht weiter untergliederte Böden der Quellbereiche und alluvialen Talböden (S, L).

Steinbach (1995) zufolge ist das Fooschtbachtal von fluviatilen Sedimenten des Quartärs überlagert welche einem undurchlässigen, tonigen Verwitterungshorizont aufliegen, der eine Versickerung des Wassers verhindert. Die Folge davon ist eine großflächige Versumpfung des Talbodens, die durch die geringe Reliefenergie und die daraus resultierende verringerte Schleppkraft der Fließgewässer noch verstärkt wird. Die von Stau- und Grundwasser beeinflussten Böden fallen wegen ihrer schwierigen Bearbeitbarkeit aus der landwirtschaftlichen Nutzung weitgehend aus, sodass die brach gefallenen Flächen in den 1960-Jahren vielfach mit Fichten aufgeforstet wurden.

Steinbach (1995) fand bei ihren Bodenuntersuchungen im Bereich der „Fooschtbaach“ lokal auch die Profilabfolge eines Niedermoores mit Torflagen und einer dünnen schwarzen Bodenschicht, die auf eine lange zurückliegende Brandrodung zur Nutzlandgewinnung hindeutet. Auch Armin Schopp-Guth kartierte 2016 Vegetationsbereiche, die als Übergang zu den Übergangsmooren gelten können (siehe Kapitel 3) und vermutet, dass in kleineren Teilbereichen noch Reste der schützenswerten, ursprünglichen Torfböden (Signatur V) oder anmoorige Böden mit stark zersetzten Torfen vorhanden sein könnten.

Spithoven (2012) ermittelte bei seinen Bodenuntersuchungen im Bereich des geplanten Naturschutzgebietes (insgesamt 10 Bodenproben) einen mittleren pH (CaCl₂)-Wert im Oberboden von knapp 4,5, einen mittleren Gehalt an pflanzenverfügbarem Phosphor im Oberboden von 7,5 mg P/100 g Boden und einen mittleren Gehalt an pflanzenverfügbarem Kalium im Oberboden von 8,7 mg K/100 g Boden. Spithoven vermutet, dass die hohen Phosphor-Gehalte im Oberboden im Bereich der „Fooschtbaach“ auf die ausgedehnte Verbrennung des Schlagabraumes nach dem Abholzen der Fichten zurückzuführen sein könnten.

1.5. Hydrologie

Der im Untersuchungsgebiet verbreitete Schiefer ist ein kompaktes, kluftarmes, undurchlässiges Gestein, sodass eine Wasseraufnahme kaum möglich ist und der weitaus größte Teil des Niederschlagswassers oberflächlich abfließt.

Im geplanten Naturschutzgebiet existieren zwei kleine Fließgewässer:

- Die „Fooschtbaach“ die an der östlichen Grenze entspringt, die Kernzone von Ost nach Nordwest durchquert und weiter nordwestlich, auf belgischem Staatsgebiet, in die Ourthe mündet. Die im Südwesten des Landes fließende Korn (Chiers) und die „Fooschtbaach“ gelten als die beiden einzigen luxemburgischen Fließgewässer, die nicht zum Einzugsgebiet des Rheins, sondern zu dem der Maas gehören.
- Ein Fließgewässer ohne Namen, das im südwestlichen Teil, im Bereich Kierven entspringt, unter dem Eisenbahndamm durchfließt und anschließend in die „Fooschtbaach“ mündet.

Der Offenland-Biotopkataster verzeichnet im Bereich des geplanten Naturschutzgebietes insgesamt 15 Quellen (BK 05).

Ein auf der topografischen Karte im zentralen Teil eingezeichneter Stauteich (circa 650 m² groß), liegt aufgrund von Schäden im Dammbereich seit einigen Jahren trocken. Nachdem 2012 oder 2013 Biber in das Gebiet eingewandert sind und die „Fooschtbaach“ mit mehreren Dämmen aufgestaut haben, sind neue Wasserflächen entstanden; 2016 war eine Fläche von insgesamt circa 0,5 ha überflutet.

1.6. Klima

Beim Klima unterscheidet man zwischen Makro-, Meso- und Mikroklima.

Als Makro- oder Großklima bezeichnet man das Klima eines Landes (Van Eimeren & Häckel 1979). Das Klima Luxemburgs wird als warmgemäßigt bezeichnet. Gleichmäßig, über das ganze Jahr verteilte Niederschläge, mäßig warme Sommer und relativ milde Winter kennzeichnen dieses Klima.

Das Meso- oder Lokalklima berücksichtigt Unterschiede, die sich aus der Geländegestaltung durch Täler, Hänge, Berge, größere Siedlungen, ausgedehnte Waldungen oder Mooregebiete ergeben (Van Eimeren & Häckel 1979).

Das geplante Naturschutzgebiet liegt im Wuchsgebiet Nördliches Hochösling und zählt zu den niederschlagsreichsten und kältesten Gegenden unseres Landes. Da die Wetterstationen von Huldange, Asselborn und Holler erst seit wenigen Jahren in Betrieb sind (agrimeteo.lu), bietet sich als nächstgelegene Wetterstation, die es ermöglicht das Lokalklima des Gebietes zu charakterisieren, Clervaux an, das circa 13 km südlich liegt. Dem Klimaatlas Luxemburgs zufolge (Pfister et al. 2005), weist Clervaux folgende Klimawerte auf (alle genannten Durchschnittswerte beziehen sich auf die 30-jährige Periode 1971-2000):

- Mittlere Niederschlagsmenge pro Jahr: 900 mm (landesweit höchster Wert: Arsdorf mit 967 mm).
- Mittlere Monatsniederschlagsmenge schwankt zwischen 58 mm (August) und 94 mm (Dezember).
- Anzahl Regentage mit mehr als 2 mm: 111 Tage (landesweit höchster Wert).
- Mittlere monatliche Maximaltemperatur schwankt zwischen 2,4°C (Januar) und 21,1°C (Juli).
- Mittlere monatliche Minimaltemperatur schwankt zwischen -2,0°C (Januar) und 11,3°C (Juli).
- Anzahl Tage mit einer Maximaltemperatur > 24,9°C (Sommertage): 18 (landesweit niedrigster Wert).
- Anzahl Tage mit einer Minimaltemperatur < 0,0°C (Frosttage): 93 (landesweit höchster Wert).

Das Mikro- oder Kleinklima ist das Klima noch kleinerer Räume, zum Beispiel von Waldbeständen, Feuchtwiesen oder verbauten Flächen. Wichtigste Faktoren bei der Entstehung von Mikroklimaten sind die Exposition einer Fläche (zum Beispiel warmer Südhang) und die Bodenbedeckung (kühle Wälder, warme Asphaltflächen). Die mikroklimatischen Unterschiede zwischen Flächen unterschiedlicher Bodenbedeckung sind bei klarem (starke Einstrahlung tagsüber, starke Ausstrahlung während der Nacht) und windstillem (keine Durchmischung der unterschiedlichen Luftschichten) Wetter am stärksten ausgeprägt.

Mikroklimatische Messungen liegen für das Untersuchungsgebiet nicht vor. Aufgrund der Bodenbedeckung und der Topographie können jedoch 2 mikroklimatisch unterschiedliche Bereiche unterschieden werden:

Offenlandbereiche

Der größte Teil des geplanten Naturschutzgebietes ist Offenland. Dabei handelt es sich zum Teil um landwirtschaftlich intensiv genutzte Wiesen und Weiden, hauptsächlich jedoch um artenreiche Feuchtbiopte wie Quellsümpfe, Nassbrachen und Großseggenriede. Aufgrund der hohen Sonneneinstrahlung tagsüber, sowie der hohen nächtlichen Ausstrahlung, zeichnen sich diese Offenlandbereiche durch starke Tagesschwankungen von Temperatur und Luftfeuchtigkeit aus und gelten als Kaltluftentstehungsgebiete.

Insbesondere in klaren, windstillen Nächten bildet sich über diesen Flächen Kaltluft, die hangabwärts fließt und sich in tieferen Lagen oder an Abflusshindernissen zu Kaltluftseen sammelt. Im Bereich dieser Kaltluftseen herrscht ein insgesamt kühl-feuchtes Mikroklima mit vermehrt auftretendem Nebel und Bodenfrost. Als typische Lage für die Entstehung eines solchen Kaltluftsees können im Untersuchungsgebiet weite Teile der Talau der „Fooschtbaach“ gelten. In diesem Bereich sind daher, auch aufgrund der Höhenlage, extrem tiefe Minimaltemperaturen zu erwarten.

Wälder

Die Wald- und Gehölzbestände im Untersuchungsgebiet weisen ein eigenes Bestandsklima auf. Durch die abschirmende Wirkung der Baumkronen wird sowohl die Sonneneinstrahlung tagsüber, als auch die nächtliche Ausstrahlung erheblich vermindert. Hierdurch entsteht ein, im Vergleich zum Offenland, ausgeglicheneres Klima mit wesentlich geringeren Tages- und Jahresschwankungen von Temperatur und Luftfeuchtigkeit.

1.7. Historische Nutzung des Gebietes

Die Ferraris-Karte aus dem Jahre 1778 zeigt, dass das geplante Naturschutzgebiet damals waldfrei und fast vollständig eine Heidelandschaft war (Karte 2). Lediglich am nördlichen Ortsrand von Hautbellain wurden einige kleine Parzellen landwirtschaftlich genutzt.

Ganz anders war die Situation 200 Jahre später. Ende der 1970-Jahre waren weite Teile des geplanten Naturschutzgebietes bewaldet, dabei handelte es sich hauptsächlich um Fichtenforste. Nachdem ein Teil der Fichtenbestände den katastrophalen Stürmen im Frühjahr 1990 zum Opfer gefallen war, gab es im Jahr 2001 noch 8,6 ha Fichtenforst innerhalb der Grenzen des geplanten Naturschutzgebietes (<http://map.geoportail.lu>). Durch die seither durchgeführten Entfichtungsarbeiten sank die Gesamtfläche der Fichtenforste im Gebiet bis 2016 auf 1 ha.

1.8. Eigentumsverhältnisse

Um die Eigentumsverhältnisse im Untersuchungsgebiet darstellen zu können, wurden die Katasterparzellen auf das Luftbild übertragen (Karte 3). Dabei wird ersichtlich, dass der größte Teil des Gebietes dem Staat und der Stiftung „Hëllef fir d’Natur“ gehört. Ein Viertel des geplanten Naturschutzgebietes gehört Privateigentümern.

In Tabelle 1 werden die Eigentumsverhältnisse im geplanten Naturschutzgebiet zusammengefasst. Für den Unterhalt des Gebietes und die Durchführung von Pflegemaßnahmen ist es ein großer Vorteil, dass drei Viertel des Gebietes dem Staat, der Gemeinde und der Stiftung „Hëllef fir d’Natur“ gehören.

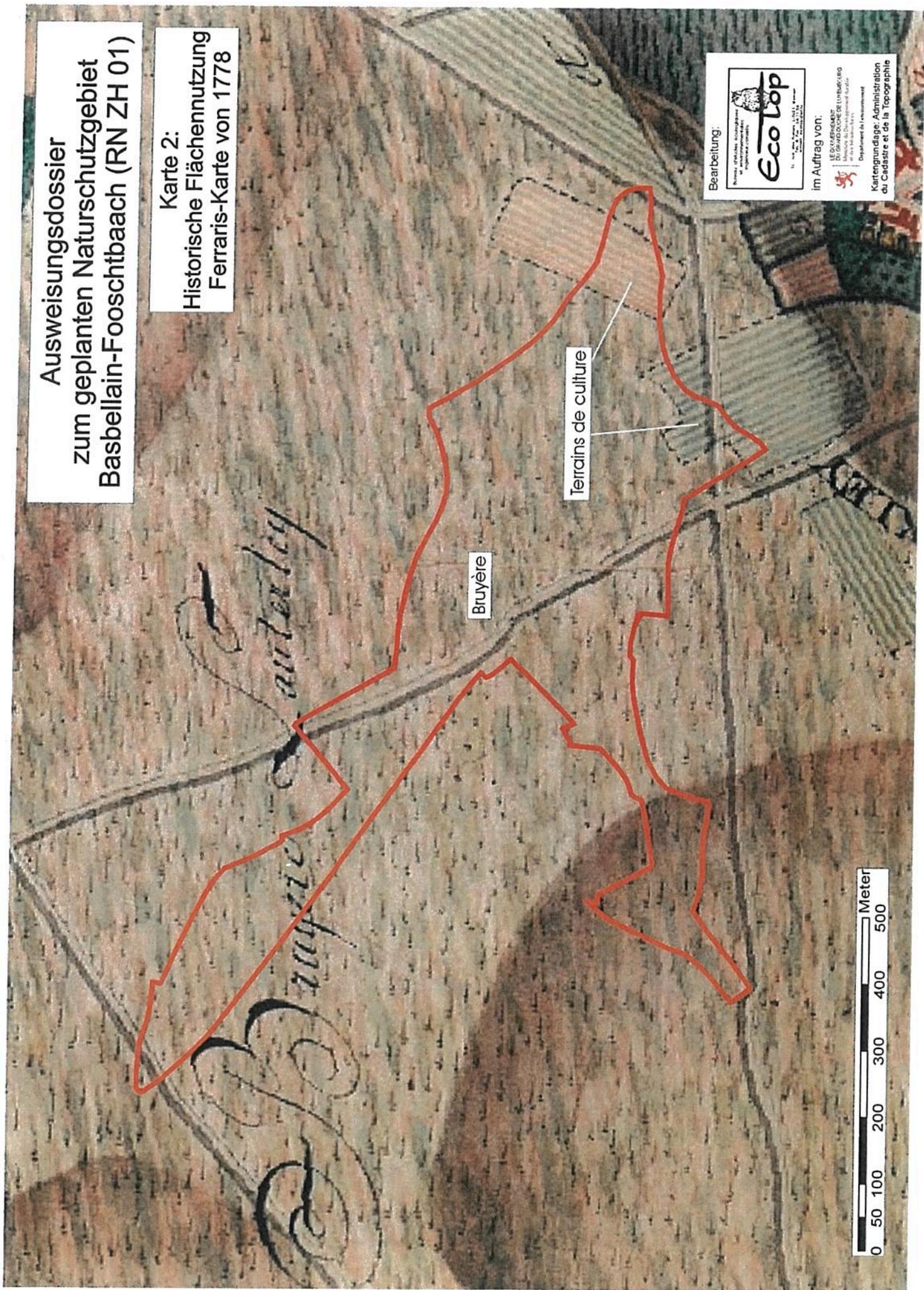
Tabelle 1: Eigentumsverhältnisse im geplanten Naturschutzgebiet

Eigentümer	Fläche	Anteil
Staat	13,3 ha	40%
Stiftung „Hëllef fir d’Natur“	9,6 ha	29%
Privat	8,1 ha	25%
Gemeinde	2,3 ha	6%
Gesamt	33,3 ha	100%

Im Anhang befindet sich eine Liste mit den Katasterparzellen und den jeweiligen Eigentümern

**Ausweisungsdossier
zum geplanten Naturschutzgebiet
Basbellain-Fooschtbaach (RN ZH 01)**

**Karte 2:
Historische Flächennutzung
Ferraris-Karte von 1778**



Broyère

Terrains de culture

Bearbeitung:
Bureau d'études, d'ingénierie
et d'accompagnement
environnemental
Eco Top
11, rue de la Chapelle, 1000 Bruxelles
T +32 (0) 2 735 11 11
F +32 (0) 2 735 11 12
www.ecotop.be

im Auftrag von:
LE DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE
ET DES RESSOURCES NATURELLES
Ministère du Développement Rural
et des Pêcheurs
Département de l'environnement

Kartengrundlage: Administration
du Cadastre et de la Topographie



Legende

Eigentümer:

- Staat
- Gemeinde
- Stiftung Hëllef fir d'Natur
- Privat
- Schutzgebietsgrenze

Bearbeitung:



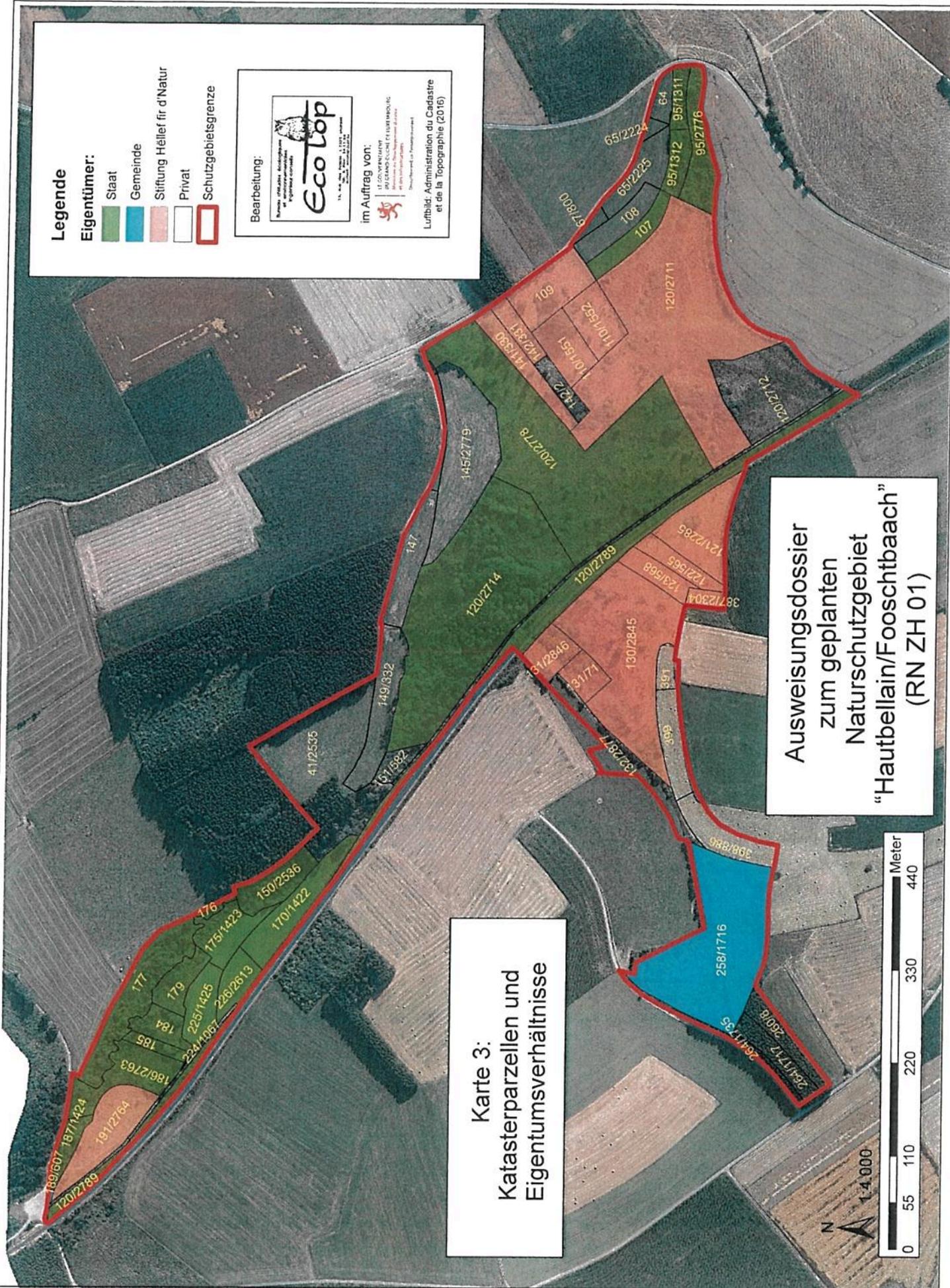
im Auftrag von:



Lufbild: Administration du Cadastre et de la Topographie (2016)

**Karte 3:
Katasterparzellen und
Eigentumsverhältnisse**

**Ausweisungsossier
zum geplanten
Naturschutzgebiet
"Hautbellain/Fooschtbaach"
(RN ZH 01)**



1.9. Aktuelle Flächennutzung

Mit dem Ziel aktuelle Angaben zur Flächennutzung zu erhalten, wurde das Untersuchungsgebiet im Sommer 2016 kartiert. Neben einer Übersichtskartierung durch das Umweltplanungsbüro Ecotop erfolgte im zentralen Teil auch eine vegetationskundliche Begutachtung und Biotopaufnahme durch das Büro für Landschaftsökologie von Dr. Armin Schopp-Guth. Die Ergebnisse dieser vegetationskundlichen Begutachtung sind in Karte 4 und die Flächenbeschreibungen in Kapitel 3 mit eingeflossen. Der komplette Bericht von Dr. Armin Schopp-Guth befindet sich im Anhang. Tabelle 2 fasst die aktuelle Flächennutzung im geplanten Naturschutzgebiet zusammen. Daraus wird ersichtlich, dass Nassbrachen & Quellsümpfe (34%), Laubholzbestände (30% der Fläche) und intensiv genutztes Grünland (15%) die zurzeit vorherrschenden Nutzungen sind.

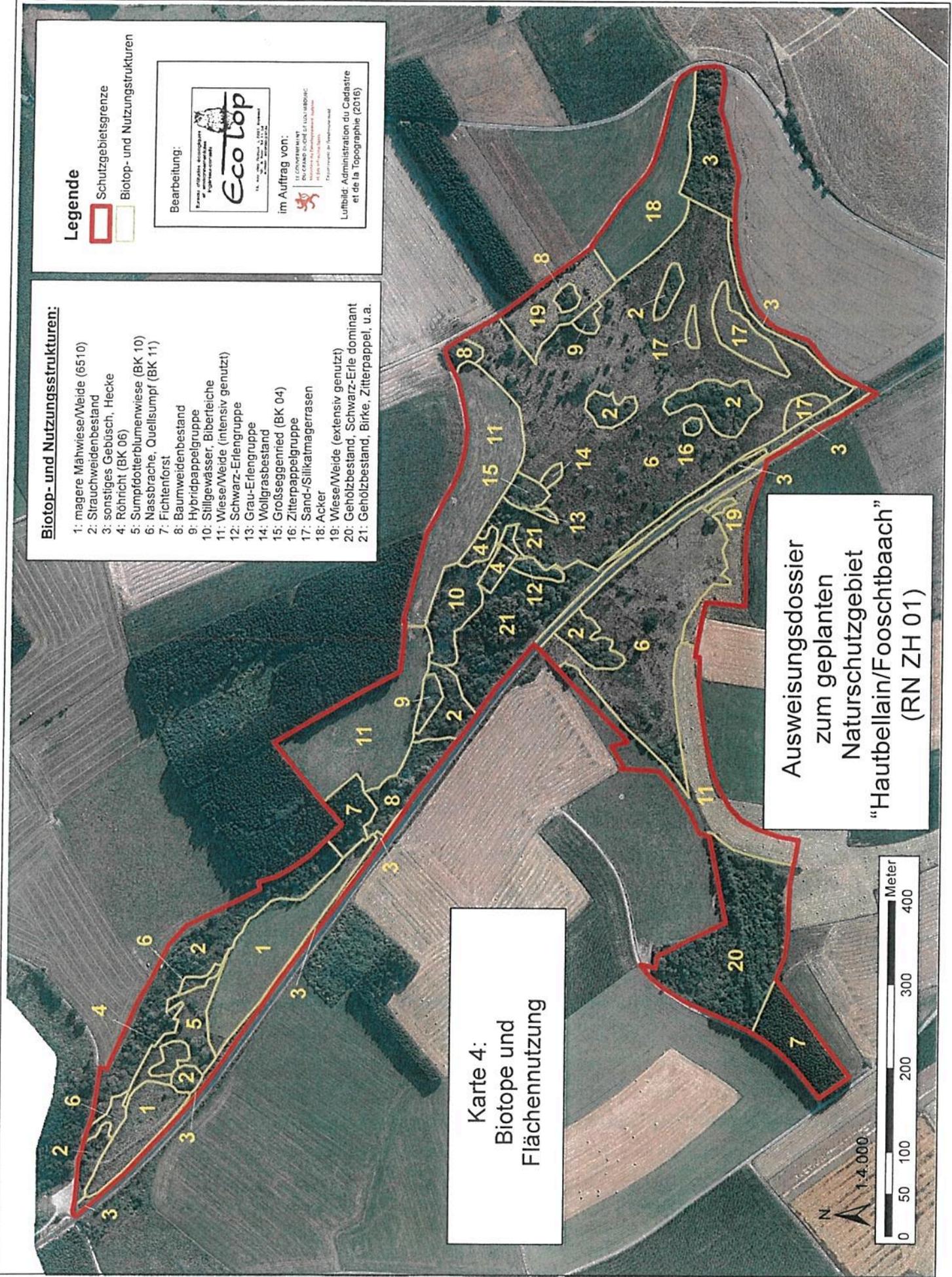
Tabelle 2: Flächennutzung im geplanten Naturschutzgebiet (2016)

Flächennutzung	Fläche (ha)
Nassbrache & Quellsumpf (BK11)	11,2
Laubholzbestände	9,9
Wiese/Weide (intensiv)	4,9
Magere Mähwiesen (6510)	1,9
Wiese /Weide (extensiv)	1,1
Acker	1,1
Fichtenforst	1,0
Stillgewässer/Biberteiche	0,5
Sand-/Silikatmagerrasen (BK07)	0,5
Röhricht (BK06)	0,4
Sumpfdotterblumenwiese (BK10)	0,3
Wollgrasbestand	0,3
Großseggenried (BK04)	0,2
Gesamt	33,3

1.10. Faunistische und floristische Bedeutung

1.10.1. Blütenpflanzen

In weiten Bereichen des geplanten Naturschutzgebietes existieren zurzeit gefährdete und nach Artikel 17 des Naturschutzgesetzes geschützte Biotope. Flächenmäßig dominant sind dabei Quellsümpfe und Nassbrachen (BK 11) sowie magere Mähwiesen (6510).



Biotop- und Nutzungsstrukturen:

- 1: magere MahieserWeide (6510)
- 2: Strauchweidenbestand
- 3: sonstiges Gebüsch, Hecke
- 4: Röhricht (BK 06)
- 5: Sumpfdotterblumenwiese (BK 10)
- 6: Nassbrache, Quellsumpf (BK 11)
- 7: Fichtenforst
- 8: Baumweidenbestand
- 9: Hybridpappelgruppe
- 10: Stillgewässer, Bibersteiche
- 11: Wiese/Weide (intensiv genutzt)
- 12: Schwarz-Erlengruppe
- 13: Grau-Erlengruppe
- 14: Wollgrasbestand
- 15: Großseggenried (BK 04)
- 16: Zitterpappelgruppe
- 17: Sand-/Silikatmagerrasen
- 18: Acker
- 19: Wiese/Weide (extensiv genutzt)
- 20: Gehölzbestand, Schwarz-Erle dominant
- 21: Gehölzbestand, Birke, Zitterpappel, u.a.

Legende

- Schutzgebietsgrenze
- Biotop- und Nutzungsstrukturen

Bearbeitung:



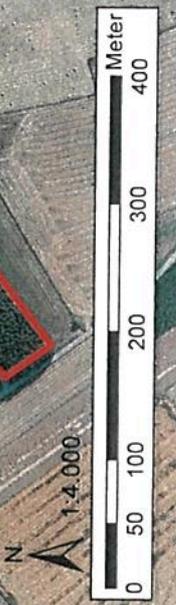
im Auftrag von:



Luftbild: Administration du Cadastre et de la Topographie (2016)

Karte 4:
Biotope und
Flächennutzung

Ausweisungsdossier
zum geplanten
Naturschutzgebiet
"Hautbellain/Fooschtbaach"
(RN ZH 01)



Diese Lebensräume beherbergen nicht nur eine sehr große Anzahl Blütenpflanzen, sondern auch insgesamt 34 Arten, die in der Roten Liste der Blütenpflanzen Luxemburgs (Colling 2005) einer Gefährdungskategorie zugeordnet sind (Tabelle 3). Die Untersuchungen von Steinbach (1995), Brachtenbach et al. (2005), Spithoven (2012), Alonso & Moes (2012), die Kartierungen zum Offenland-Biotopkataster (2008 & 2016 Kontrolle einiger Biotope), die Daten aus der Datenbank Recorder, sowie die eigenen Untersuchungen im Jahr 2016 ergeben eine Gesamtzahl von 269 im geplanten Naturschutzgebiet bislang nachgewiesener Blütenpflanzenarten (Gesamtartenliste im Anhang). Auf nur 0,01% der Landesfläche (33,3 ha) wachsen demnach 20% der landesweit vorkommenden Blütenpflanzen!

Tabelle 3: Gefährdete Pflanzenarten im geplanten Naturschutzgebiet

Wissenschaftlicher Name	Deutscher Name	Rote Liste-Status
<i>Carex elata</i>	Steife Segge	CR
<i>Juncus squarrosus</i>	Sparrige Binse	CR
<i>Ranunculus hederaceus</i>	Efeublättriger Hahnenfuß	CR
<i>Rhinanthus angustifolius</i>	Großer Klappertopf	CR
<i>Rosa villosa</i>	Apfel-Rose	CR
<i>Callitriche palustris</i>	Sumpf-Wasserstern	EN
<i>Dactylorhiza maculata</i>	Flecken-Knabenkraut	EN
<i>Eriophorum angustifolium</i>	Schmalblättriges Wollgras	EN
<i>Hieracium lactucella</i>	Öhrchen-Habichtskraut	EN
<i>Ophioglossum vulgatum</i>	Gewöhnliche Natterzunge	EN
<i>Potamogeton polygonifolius</i>	Knöterichblättriges Laichkraut	EN
<i>Sherardia arvensis</i>	Ackerröte	EN
<i>Valeriana dioica</i>	Kleiner Baldrian	EN
<i>Veronica scutellata</i>	Schild-Ehrenpreis	EN
<i>Viola palustris</i>	Sumpf-Veilchen	EN
<i>Arabis glabra</i>	Kahles Turmkraut	VU
<i>Bidens cernua</i>	Nickender Zweizahn	VU
<i>Carex canescens</i>	Graue Segge	VU
<i>Carex echinata</i>	Igel-Segge	VU
<i>Comarum palustre</i>	Blutauge	VU
<i>Dactylorhiza majalis</i>	Breitblättriges Knabenkraut	VU
<i>Epilobium palustre</i>	Sumpf-Weidenröschen	VU
<i>Lythrum portula</i>	Sumpfquendel	VU
<i>Menyanthes trifoliata</i>	Fieberklee	VU
<i>Montia fontana</i>	Bach-Quellkraut	VU
<i>Papaver dubium</i>	Saat-Mohn	VU
<i>Succisa pratensis</i>	Teufelsabbiss	VU
<i>Alchemilla vulgaris</i>	Spitzlappiger Frauenmantel	R
<i>Geranium rotundifolium</i>	Rundblättriger Storchschnabel	R
<i>Polemonium caeruleum</i>	Blaue Himmelsleiter	R
<i>Agrostis canina</i>	Sumpf-Straußgras	NT
<i>Betula pubescens</i>	Moor-Birke	NT
<i>Caltha palustris</i>	Sumpf-Dotterblume	NT
<i>Potentilla erecta</i>	Blutwurz	NT

(CR: „critical“, vom Aussterben bedroht, EN: „endangered“, stark gefährdet, VU: „vulnerable“, gefährdet, NT: „near threatened“, beinahe gefährdet, R: „rare“, sehr selten)

1.10.2. Vögel

Von großer Bedeutung ist das geplante Naturschutzgebiet, das innerhalb des Vogelschutzgebietes LU0002001 liegt, auch für Vögel, insbesondere für Arten der Feuchtbrachen und Feuchtwiesen. In Tabelle 4 werden die Arten aufgelistet, die im Gebiet vorkommen und auf der Roten Liste der Brutvögel Luxemburgs (Lorgé & Melchior 2015) und/oder in Anhang I der EU-Vogelschutzrichtlinie aufgeführt werden (Anhang I = in Schutzgebieten zu schützende Vogelarten) (Quelle: Biver & Collas 2012, Centrale Ornithologique, M. Bastian 2016).

Tabelle 4: Gefährdete Vogelarten im geplanten Naturschutzgebiet

Wissenschaftlicher Name	Deutscher Name	Status Rote Liste	EU-Vogelschutzrichtlinie	Brutvogel im Gebiet
<i>Saxicola rubetra</i>	Braunkehlchen	EX		nein
<i>Anthus pratensis</i>	Wiesenpieper	CR		ja
<i>Lanius excubitor</i>	Raubwürger	CR		ja
<i>Vanellus vanellus</i>	Kiebitz	CR		nein
<i>Lullula arborea</i>	Heidelerche	EN	Anhang I	nein
<i>Motacilla falva</i>	Schafstelze	EN		ja
<i>Streptopelia turtur</i>	Turteltaube	EN		ja
<i>Alauda arvensis</i>	Feldlerche	VU		ja
<i>Ciconia nigra</i>	Schwarzstorch	VU	Anhang I	nein
<i>Corvus corax</i>	Kolkrabe	VU	Anhang I	nein
<i>Milvus milvus</i>	Rotmilan	VU	Anhang I	ja
<i>Anthus trivialis</i>	Baumpieper	NT		ja
<i>Emberiza citronella</i>	Goldammer	NT		ja
<i>Emberiza schoeniclus</i>	Rohrammer	NT		ja
<i>Lanius collurio</i>	Neuntöter	NT	Anhang I	ja

(EX: „extinct“, als Brutvogel ausgestorben, CR: „critical“, vom Aussterben bedroht, EN: „endangered“, stark gefährdet, VU: „vulnerable“, gefährdet, NT: „near Threatened“, beinahe gefährdet)

Als Zielarten im Gebiet gelten Neuntöter, Raubwürger und Braunkehlchen. Wichtigste Flächen für diese Arten sind die Flächen 4, 5, 6 & 9 (siehe Karte 5). Während die beiden ersten Arten aktuell im Gebiet brüten, nutzt das Braunkehlchen die „Fooschtbaach“ nur während der Durchzugszeit als Nahrungsfläche. Da landesweit seit 2002 kein Brutnachweis des Braunkehlchens mehr vorliegt, gilt diese Vogelart in Luxemburg als Brutvogel als „ausgestorben“. Ein Ziel der in der „Fooschtbaach“ bereits durchgeführten und noch geplanten Pflegemaßnahmen besteht darin, dass diese Vogelart wieder als Brutvogel in das Gebiet zurückkehrt.

1.10.3. Der Biber (*Castor fiber*)

Der Biber wird in den Anhängen II & IV der Fauna-Flora-Habitat-Richtlinie (FFH-Richtlinie, Richtlinie 92/43/EWG des Rates zur Erhaltung der Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen) aufgeführt. Der Biber galt in Luxemburg über 200 Jahre lang als ausgestorben. Nach Wiedereinbürgerungsprojekten in Deutschland (Eifel, Saarland) und Belgien (z.B. bei Arlon und bei Houffalize) trat er 1999 erstmals auch wieder in Luxemburg auf (an der Clerf). Mittlerweile (2016) sind landesweit 15 Vorkommen bekannt (J. Herr, schrift. Mitt. 2016). In der „Fooschtbaach“ haben sich die Biber 2012 oder 2013 angesiedelt. Es ist aber nicht bekannt wie viele Tiere sich zurzeit dort aufhalten.

Mit einem Durchschnittsgewicht von in Mitteleuropa über 20 kg ist der Biber das zweitgrößte Nagetier der Welt. Charakteristisch sind sein kompakter Körperbau und der abgeplattete Schwanz, die so genannte Kelle, die in allererster Linie dem Wärmeaustausch dient. Biber sind reine Pflanzenfresser, die sich im Sommerhalbjahr vor allem von weichen Wasser- und Uferpflanzen ernähren und hauptsächlich im Winterhalbjahr Bäume fällen um an die dünne nähr- und mineralstoffreiche Rinde im Kronenbereich zu gelangen. Bevorzugt werden dabei Pappeln und Weiden. Je nach Angebot an Weichhölzern und je nach Uferstruktur dehnt sich ein Biberrevier auf einer Uferlänge von 400 - 3.000 m aus. Biber leben in Bauen die sie selbst fertigen. Dabei handelt es sich entweder um Röhren, die in die Uferwände gegraben werden oder um Hochbaue, mächtige 1 bis 1,50 m hohe Baue aus Hölzern und Schlamm. An die Wasserqualität stellen Biber kaum Ansprüche: sie können auch in belasteten Fließgewässer überleben.

Durch das Fällen von Bäumen und das Bauen von Dämmen können Biber wie keine andere mitteleuropäische Tierart ihren Lebensraum verändern und zahlreichen Tier- und Pflanzenarten neue Lebensmöglichkeiten schaffen. Biber stauen Fließgewässer nur dann an, wenn die vorhandene Wassermenge zum Schwimmen und zum Transportieren von Ästen und Zweigen nicht ausreicht (Reichholf 1997).

Auch im Untersuchungsgebiet hat der Biber die „Fooschtbaach“ durch mehrere Dämme angestaut und dazu beigetragen, dass mittlerweile eine Fläche von circa 0,5 ha unter Wasser steht (Foto 1 & 2). Hierdurch sind neue Lebensräume für zahlreiche ans Wasser gebundene Tier- und Pflanzenarten entstanden.

Projekt



Foto 1 & 2: Biberaktivitäten im geplanten Naturschutzgebiet:
durch Damm aufgestaute "Fooschtbaach" (oben, 11.05.16),
gefällte und abgenagte Bäume (unten, 02.02.17)

1.10.4. Fledermäuse

In der Datenbank Recorder liegen für das geplante Naturschutzgebiet keine Daten zu Fledermausvorkommen vor. Insgesamt gilt der nördliche Teil des Öslings wegen der tiefen Temperaturen, der in weiten Bereichen vorherrschenden, intensiv genutzten landwirtschaftlichen Flächen und Fichtenforste und des Mangels an unterirdischen Überwinterungsquartieren als für Fledermäuse weniger geeignet als die südlichen Landesteile. Dass der nordwestliche Teil des Landes aber durchaus eine Bedeutung für Fledermäuse hat, belegt die Tatsache, dass im heute nicht mehr genutzten Eisenbahntunnel der Vennbahn bei Huldange, nur knapp 3,5 km südöstlich der „Fooschtbaach“, bei Untersuchungen 11 verschiedene Fledermausarten sicher nachgewiesen wurden, darunter drei Arten die, außer in Anhang IV, auch in Anhang II der FFH-Richtlinie aufgeführt werden: Bechsteinfledermaus (*Myotis bechsteinii*), Großes Mausohr (*Myotis myotis*) und Teichfledermaus (*Myotis dasycneme*) (Gessner 2012, 2013).

1.10.5. Amphibien

Auch zu Amphibienvorkommen befanden sich Anfang 2016 in der Datenbank Recorder für das geplante Naturschutzgebiet keine Angaben. Nachdem in den letzten Jahren durch die Aktivitäten des Bibers im Gebiet aber größere Stillwasserbereiche entstanden sind, erschien es sinnvoll die Amphibienfauna der „Fooschtbaach“ zu untersuchen. Im Frühjahr 2016 erhielt Ecotop von der Naturverwaltung den Auftrag, im Rahmen des hier vorliegenden Ausweisungsdossiers, eine Erfassung der Amphibien durchzuführen.

Dazu wurden am 11. Mai 2016 drei so genannte Molchreusen (Typ Henf-Laar) in die Stillwasserbereiche ausgelegt. Diese Molchreusen bestehen aus einem selbsttragenden 50 x 30 x 30 cm großen Kunststoffgitterkäfig (Maschenweite 4 mm) mit zwei trichterförmigen Öffnungen, an dem zwei Schwimmer angebracht sind. Die Reusen blieben während einer Nacht im Gewässer und wurden am 12. Mai kontrolliert und wieder entfernt.

Die Ergebnisse waren enttäuschend: während bei anderen Untersuchungen, selbst in kleinen Tümpeln, mit nur einer Reuse mehrfach über 100 Molche in einer Nacht gefangen wurden, fanden sich in den drei Reusen in der „Fooschtbaach“ insgesamt nur 3 Molche und zwar 2 Bergmolchmännchen (*Ichthyosaura alpestris*) und 1 Fadenmolchweibchen (*Lissotriton helveticus*). Daneben befand sich in der Reuse noch eine Grasfroschkaulquappe (*Rana temporaria*).

Diese Arten- und Individuenarmut an Amphibien dürfte darauf zurückzuführen sein, dass die Stillgewässerbereiche im geplanten Naturschutzgebiet noch nicht lange existieren und eine Zuwanderung nur in sehr geringem Maß erfolgen kann, da die Umgebung des Gebietes (fast ausschließlich landwirtschaftlich intensiv genutzte Flächen und Fichtenforste, keine Stillgewässer) als Amphibienlebensraum nur wenig geeignet ist.

Erfreulich und erstaunlich ist aber, dass im Sommer im Bereich der Biberteiche eine kleine Grünfroschpopulation (*Pelophylax* sp.) entdeckt wurde. Am 07.08.16 wurden etwa 5 Exemplare beobachtet und am 26.08.16 wurden einige große Kaulquappen gefunden. Während Grünfrösche im Gutland weit verbreitet und häufig sind, sind sie im Ösling selten und im äußersten Norden sind nur wenige Populationen bekannt. Die nächsten bekannten Populationen befinden sich bei Goedange/Belzbueren (3,5 km südöstlich) und Basbellain/Cornelysmillen (3,8 km südlich). Das Vorhandensein fast erwachsener Kaulquappen belegt, dass sich die Grünfrösche im Biberteich fortpflanzen, sodass sich die Population in den kommenden Jahren vergrößern dürfte.

1.10.6. Reptilien

Im geplanten Naturschutzgebiet wurden bislang 3 der 6 in Luxemburg einheimischen Reptilienarten nachgewiesen: Blindschleiche (*Anguis fragilis*), Ringelnatter (*Natrix natrix*) und Waldeidechse (*Zootoca vivipara*). Diese 3 Arten sind in Luxemburg weit verbreitet und relativ häufig.

1.10.7. Libellen

Parkinson et al. (2012) untersuchten in den Jahren 2009 bis 2011 die Libellen- und Tagfalterfauna der „Fooschtbaach“. Zu diesem Zeitpunkt war das Gebiet noch nicht vom Biber besiedelt und ohne nennenswerte Stillwasserbereiche. Demzufolge war die Artenvielfalt der Libellen sehr gering: gefunden wurden lediglich die drei landesweit häufigen Arten Blauflügel-Prachtlibelle (*Calopteryx virgo*), Plattbauch (*Libellula depressa*) und Frühe Adonisl libelle (*Pyrrosoma nymphula*). Mit dem Ziel zu überprüfen, welche Auswirkungen die Aktivitäten des Bibers auf die Libellenfauna der „Fooschtbaach“ haben, erhielt Ecotop von der Naturverwaltung im Frühjahr 2016 den Auftrag, im Rahmen des hier vorliegenden Ausweisungsdossiers, auch eine Erfassung der Libellen durchzuführen.

Um das Artenspektrum der Libellen möglichst vollständig zu erfassen, erfolgten insgesamt drei Begehungen (Ende Juni, Anfang und Ende August). Die drei Kontrollen fanden bei für die Libellenerfassung optimalen Witterungsbedingungen statt, das heißt bei warmem (> 20° C), sonnigem und windschwachem Wetter. Dabei wurden die Stillgewässerbereiche, dort wo es möglich war, mit hohen Stiefeln durchwatet und die Vegetation leicht mit dem Kescher berührt, um auch versteckt in der Vegetation sitzende Libellen aufzuscheuchen.

Die Erfassung beschränkte sich auf Imaginalbeobachtungen. Eine systematische Suche nach Larven oder Exuvien (Larvenhaut die nach dem Schlupf der Imago am Gewässerrand zurückbleibt) erfolgte nicht. Im Fluge nicht eindeutig bestimmbare Exemplare wurden gefangen, bestimmt und wieder freigelassen. Die Anzahl der vorhandenen Imagines wurde geschätzt und einer der folgenden sechs Abundanzklassen zugeordnet (Tabelle 5):

- Einzelexemplar
- 2-5 Exemplare
- 6-10 Exemplare
- 11-20 Exemplare
- 21-50 Exemplare
- 50 Exemplare

Tabelle 5: Libellenarten im geplanten Naturschutzgebiet

	23.06.16	07.08.16	26.08.16
Familie Calopterygidae (Prachtlibellen)			
<i>Calopteryx virgo</i> (Blaufügel-Prachtlibelle)	2-5		
Familie Lestidae (Teichjungfern)			
<i>Lestes sponsa</i> (Gemeine Binsenjungfer)		21-50	21-50
<i>Lestes viridis</i> (Weidenjungfer)			1 ♀
Familie Coenagrionidae (Schlanklibellen)			
<i>Ischnura elegans</i> (Große Pechlibelle)		1 ♂	1 ♂
<i>Pyrrhosoma nymphula</i> (Adonislibelle)	21-50	1	
<i>Coenagrion puella</i> (Hufeisen-Azurjungfer)	> 50	21-50	11-20
<i>Enallagma cyathigerum</i> (Becher-Azurjungfer)		21-50	21-50
Familie Aeshnidae (Edellibellen)			
<i>Aeshna mixta</i> (Herbst-Mosaikjungfer)			1 ♂
<i>Aeshna cyanea</i> (Blaugrüne Mosaikjungfer)			2-5
Familie Libellulidae (Segellibellen)			
<i>Libellula depressa</i> (Plattbauch)	2-5		
<i>Libellula fulva</i> (Spitzenfleck)	2-5		
<i>Libellula quadrimaculata</i> (Vierfleck)	2-5		
<i>Sympetrum sanguineum</i> (Blutrote Heidelibelle)		1 ♂	1 Paar
<i>Sympetrum striolatum</i> (Große Heidelibelle)			21-50
<i>Sympetrum vulgatum</i> (Gemeine Heidelibelle)			1
Artenzahl pro Kontrolle	6	6	10
Artenzahl kumuliert	6	10	15

Wie Tabelle 5 belegt konnten 2016 insgesamt 15 Libellenarten in der „Fooschtbaach“ nachgewiesen werden. Neben den drei bereits von Parkinson et al. (2012) notierten Arten wurden demnach 12 „neue“ Arten beobachtet. Anders als die Amphibien sind die flugfähigen Libellen sehr mobil und können neu entstandene Gewässer innerhalb kürzester Zeit besiedeln.

Die Blauflügel-Prachtlibelle entwickelt sich hauptsächlich in Fließgewässern, die restlichen Arten bevorzugen dagegen Stillgewässer und haben im Gebiet durch die Aktivitäten des Bibers einen neuen Lebensraum gefunden.

Bei den beobachteten Arten handelt es sich, mit Ausnahme des Spitzenflecks (*Libellula fulva*), um landesweit weit verbreitete und häufige Arten. Libellenarten der Anhänge II, IV oder V der FFH-Richtlinie wurden nicht beobachtet. Das Auftreten des Spitzenflecks im Gebiet ist interessant: diese Art, die in der Roten Liste von 2006 als „stark gefährdet“ eingestuft wird, galt in Luxemburg lange als „ausgestorben“. 1996 wurde ein Vorkommen im Baggerweihergebiet von Remerschen-Wintringen entdeckt, das während fast 10 Jahren als einziges luxemburgisches Vorkommen galt. Ab etwa 2005 erfolgte eine Ausbreitung der Art. Mittlerweile liegen Nachweise von etwa 10 Stellen vor, der Spitzenfleck, der eigentlich gut besonnte Gewässer des Tieflandes bevorzugt, war bislang aber noch nicht im Ösling beobachtet worden.

Wie Tabelle 5 belegt wurden bei 10 der 15 nachgewiesenen Arten nur wenige (< 5) Exemplare beobachtet. Eine Erklärung hierfür könnte sein, dass die Stillgewässerbereiche der „Fooschtbaach“ zurzeit für Libellen insgesamt nur suboptimal sind, weil weite Teile der überfluteten Fläche durch Gehölze zu stark beschattet sind. Durch weitere Fällarbeiten der Biber dürfte sich die Situation in den kommenden Jahren aber verbessern.

1.10.8. Tagfalter

Parkinson et al. (2012) konnten bei ihren Untersuchungen im geplanten Naturschutzgebiet 18 Tagfalterarten nachweisen. Dabei handelte es sich überwiegend um in Luxemburg weit verbreitete und häufige Arten. Tagfalterarten der Anhänge II, IV oder V der FFH-Richtlinie wurden im Gebiet nicht beobachtet. Von den drei typischen Tagfalterarten der Öslinger Feuchtwiesen (Randring-Perlmutterfalter (*Boloria eunomia*), Braunfleckiger Perlmutterfalter (*Boloria selene*) und Blauschillernder Feuerfalter (*Lycaena helle*, eine der Zielarten des „Life Eislek“ Projektes)) wurde in der „Fooschtbaach“ bislang nur der Braunfleckige Perlmutterfalter nachgewiesen. Dies erklärt sich dadurch, dass der Schlangen-Knöterich (*Persicaria bistorta*), die Raupenfutterpflanze der beiden anderen Arten, im Gebiet zurzeit nur lokal und kleinflächig vorkommt.

2. Gefährdungsursachen im Untersuchungsgebiet

Für das geplante Naturschutzgebiet „Fooschtbaach“ ergeben sich zwei Hauptgefährdungsursachen.

2.1. Natürliche Sukzession

Eine große Gefahr für die „Fooschtbaach“ besteht in der natürlichen Sukzession, die dazu führt, dass die artenreichen Feuchtbiopte im Laufe der Zeit mit Gehölzen (hauptsächlich Weiden, Erlen und Birken) immer mehr zuwachsen und die Artenvielfalt dadurch stark abnimmt. In weiten Bereichen des geplanten Naturschutzgebietes muss daher auch in Zukunft eine extensive Nutzung erfolgen. Ideal ist dabei eine mosaikartige Anordnung von gemähten, beweideten und zeitweilig brachliegenden Flächen (siehe Kapitel 3). Ein natürliches Entgegenwirken der Verbuschung ergibt sich durch die Fällarbeiten der im Gebiet anwesenden Biber.

2.2. Eintrag von Nährstoffen und Pestiziden durch die Landwirtschaft

Aufgrund der Topografie (Muldental, umgeben von landwirtschaftlich intensiv genutzten Flächen in Hanglage, Foto 3) ist das geplante Naturschutzgebiet auch durch Einträge von Nährstoffen und Pestiziden gefährdet. Dabei können diese Einträge auf verschiedene Weise geschehen: durch Winddrift, über die „Fooschtbaach“ und das kleine Nebengewässer, durch Oberflächenabfluss bei Starkregenereignissen oder durch Versickern und Austreten in den Quellbereichen. Die meisten der im Gebiet vorkommenden Pflanzenarten der Roten Liste können nur auf nährstoffarmen Standorten überleben, auf gedüngten Flächen werden sie schnell von anderen, konkurrenzkräftigeren Arten verdrängt.

Insgesamt sind zurzeit im geplanten Naturschutzgebiet (noch) keine nennenswerten negativen Auswirkungen durch Nährstoff- und Pestizideintrag zu beobachten. Lokale Vorkommen Nährstoffliebender Pflanzenarten, Algen im östlichen Bereich der „Fooschtbaach“ und das zum Teil stark veralgte Wasser des kleinen Fließgewässers im Bereich der Fläche 2 belegen aber Nährstoffeinträge aus den angrenzenden, landwirtschaftlich intensiv genutzten Flächen. Es ist demnach wichtig, zumindest auf den direkt an das geplante Naturschutzgebiet angrenzenden Flächen, den Eintrag von Nährstoffen und Pestiziden zu reduzieren.



Foto 3: Blick aus südlicher Richtung auf das geplante Naturschutzgebiet: das Muldental der "Fooschtbaach" umgeben von landwirtschaftlich intensiv genutzten Flächen und Fichtenforsten (11.05.16)

3. Beschreibung der unterschiedlichen Flächen und Maßnahmenvorschläge

Im Folgenden werden die in Karte 5 dargestellten Flächen beschrieben und für jede Fläche werden Pflegemaßnahmen vorgeschlagen. Dabei wurden sowohl die Empfehlungen von Efor_Ersa (2012) als auch die langjährigen Erfahrungen der Naturschutzorganisation „natur&mwelt“ berücksichtigt.

Flächen 1a & 1b

Beschreibung

Bei diesen Flächen handelt es sich um Fichtenforste, die sich in Privateigentum befinden (Fläche 1a: 0,7 ha groß; Fläche 1b: 0,3 ha groß).

Maßnahmen

Die beiden Fichtenforste sollten mittelfristig entfernt werden, damit sich durch natürliche Sukzession ein standortgerechter Laubmischwald entwickeln kann.

Fläche 2

Beschreibung

Etwa die Hälfte dieser 2,1 ha großen Fläche, die der Gemeinde Troisvierges gehört, bestand bis vor knapp 10 Jahren noch aus einem Fichtenbestand. Nachdem die Fichten entfernt wurden, hat sich mittlerweile ein Laubholzbestand entwickelt, der hauptsächlich aus Schwarz-Erlen (*Alnus glutinosa*) besteht, die von Weiden (*Salix* spp.), Rauh-Birken (*Betula pendula*), Vogelbeeren (*Sorbus aucuparia*) sowie Rotem und Schwarzem Holunder (*Sambucus racemosa* & *Sambucus nigra*) begleitet werden. Auch in der Strauchschicht befinden sich zahlreiche junge Schwarz-Erlen. Im westlichen Teil, existiert ein kleiner Bestand der nicht einheimischen Grau-Erle (*Alnus incana*). Am Westrand der Fläche entspringt ein kleines Fließgewässer das in östlicher Richtung fließt, die Eisenbahnlinie unterquert und dann in die „Fooschtbaach“ mündet.

Flächen & Maßnahmenvorschläge:

- 1 Entfernung der Fichten, anschließend natürliche Sukzession (a/b)
- 2 Entfernung der Grau-Erlen, ansonsten natürliche Sukzession
- 3 Nutzungsextensivierung, Bewirtschaftungsvertrag
- 4 mehrjährige Rotationsmahd & eventuell Nachbeweidung
- 5 Entfernung der Grau-Erlen, mehrjährige Rotationsmahd & eventuell Nachbeweidung
- 6 mehrjährige Rotationsmahd & eventuell Nachbeweidung, Anlage eines Stillgewässers
- 7 keine Eingriffe, natürliche Sukzession
- 8 Nutzungsextensivierung, Bewirtschaftungsvertrag
- 9 mehrjährige Rotationsmahd, eventuell Nachbeweidung
- 10 Nutzungsextensivierung, Bewirtschaftungsvertrag
- 11 keine Eingriffe, natürliche Sukzession
- 12 Mahd & eventuell Nachbeweidung
- 13 extensive Beweidung
- 14 Stubben fräsen, danach Mahd & eventuell Nachbeweidung

Legende

- Schutzgebietsgrenze
- Maßnahmenvorschläge

Bearbeitung:



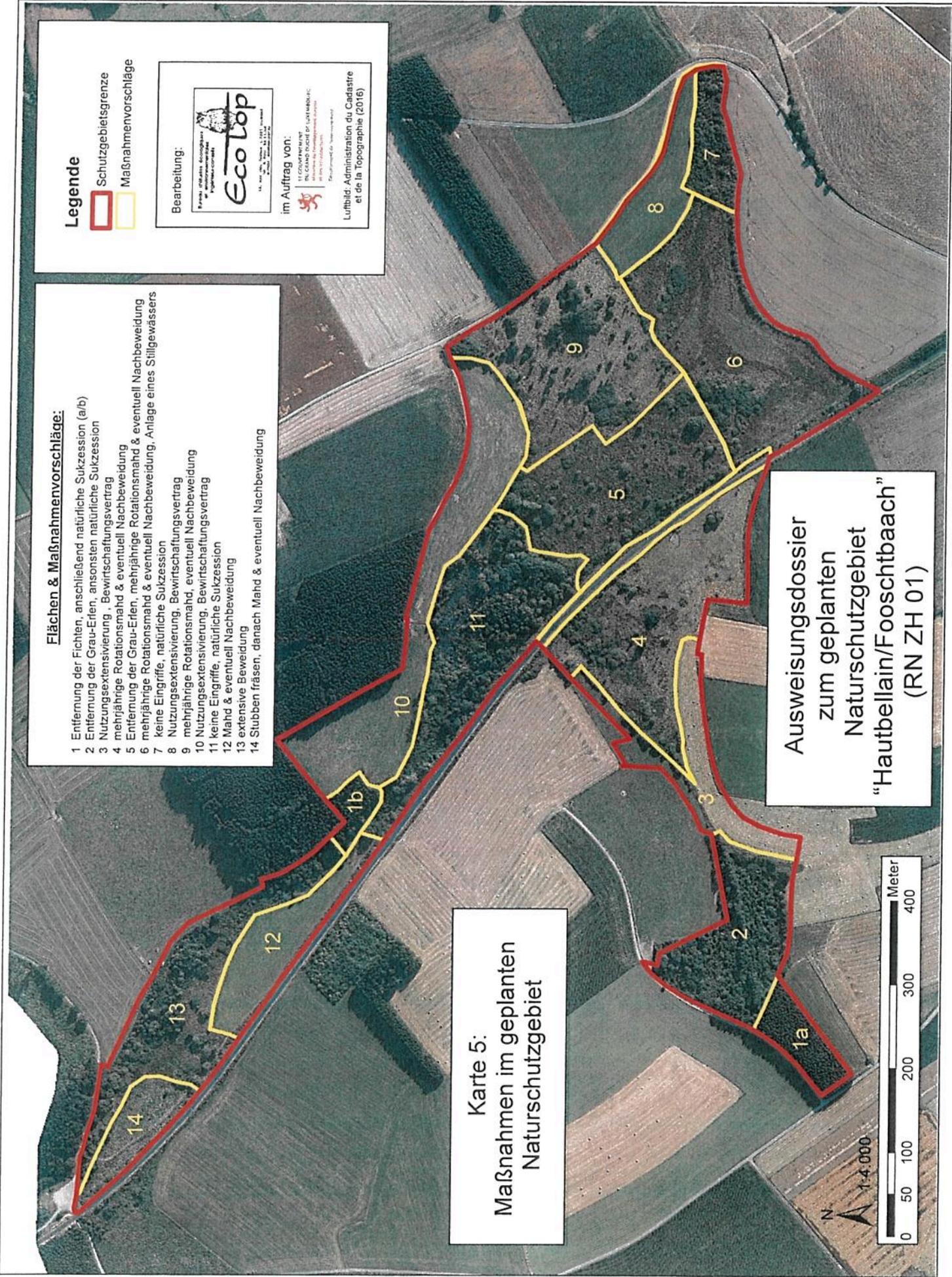
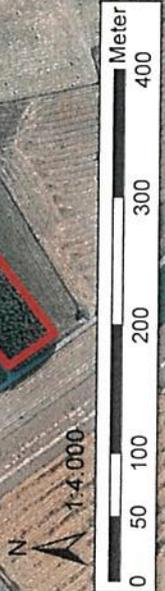
im Auftrag von:



Lutbild: Administration du Cadastre et de la Topographie (2016)

Karte 5:
Maßnahmen im geplanten
Naturschutzgebiet

Ausweisungsdossier
zum geplanten
Naturschutzgebiet
"Hautbellain/Fooschtbaach"
(RN ZH 01)



Maßnahmen

Die nicht einheimischen, schnellwüchsigen Grau-Erlen neigen dazu sich über Wurzelbrut stark auszudehnen und typische einheimische Gehölzarten wie Schwarz-Erle und Moor-Birke zu verdrängen. Aus diesem Grund sollten die Grau-Erlen aus der Fläche entfernt werden. Da sich diese Baumart nach dem Absägen durch Stockausschläge und Wurzelbrut schnell regeneriert und sich weiter ausbreitet, sollten die Bäume entweder mitsamt der Wurzelstöcke ausgerissen oder die Wurzelstöcke nach dem Absägen weggefräst werden.

Weitere Maßnahmen sind zurzeit nicht notwendig, die Fläche sollte sich durch natürliche Sukzession weiter entwickeln können; aufgrund der Bodenverhältnisse kann damit gerechnet werden, dass sich hier ein Erlen-Bruchwald entwickelt, ein Lebensraum aus Anhang I der FFH-Richtlinie (Natura 2000-Code 91E0).

Fläche 3

Beschreibung

Bei Fläche 3 (1,5 ha groß) handelt es sich um eine artenarmes Grünland (Weiden & Mähweiden), das sich in Privatbesitz befindet. Von Südwesten nach Nordosten durchquert das kleine Fließgewässer diese Fläche.

Maßnahmen

Durch das kleine Fließgewässer, besteht die Gefahr, dass Dünger und Pestizide, die auf der Fläche ausgebracht werden und in das Gewässer gelangen, in die wertvollen Kernbereiche des geplanten Naturschutzgebietes gespült werden. Es wäre demnach sehr wichtig diese Fläche extensiver zu nutzen, das heißt auf Gülledüngung, Kalkung, Pestizide, Übersaat und Umbruch zu verzichten und die organische Düngung zu begrenzen. Zwischen dem 15. April und dem 15. Juni sollte auch kein Befahren und keine Bodenbearbeitung erfolgen. Die Viehdichte sollte 2-3 Großvieheinheiten pro ha nicht überschreiten. Um diese Nutzungsextensivierung zu ermöglichen, sollte versucht werden einen Bewirtschaftungsvertrag abzuschließen (gemäß „Règlement grand-ducal du 10 septembre 2012 instituant un ensemble de régimes d’aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural, viticole et forestier“).

Minimalziel sollte sein, dass ein mindestens 3 m breiter Randstreifen zu beiden Seiten des Fließgewässers ausgezäunt und aus der Bewirtschaftung herausgenommen wird.

Ideal wäre es wenn der Staat oder die Stiftung „Hëllef fir d’Natur“ diese Fläche und die südlich angrenzenden Katasterparzellen bis zum Feldweg (die dem gleichen Eigentümer gehören) erwerben würden. Dadurch wäre bei notwendigen Pflegemaßnahmen im Bereich der Fläche 4 ein problemloser Zugang für Maschinen gewährleistet.

Fläche 4

Beschreibung

Fläche 4 (3,6 ha groß) gehört der Stiftung „Hëllef fir d’Natur“. Wie das Luftbild von 1977 zeigt, existierte damals im nordwestlichen Teil der Fläche ein Fichtenforst. Nachdem die Fichten um die Jahrtausendwende entfernt worden waren, erfolgte eine Beweidung mit Schafen der Schäferei Weber (circa 300 Schafe während einigen Tagen). Im Winter 2015/16 wurden im Rahmen des Life-Eisleck-Projektes im nördlichen Teil der Fläche mehrere größere Weidengebüsche mitsamt der Wurzelstöcke entfernt (Foto 4 & 5). Auf der Fläche besteht ein Bewirtschaftungsvertrag mit der Schäferei Weber (Laufzeit bis 31.12.2016, provisorisch verlängert ab 2017).

Fläche 4 besteht heute hauptsächlich aus Quellsümpfen und Nassbrachen (BK 11) in denen unter anderem die Rote-Liste Arten Sumpfveilchen (*Viola palustris*, stark gefährdet) und Blutaue (*Comarum palustre*, gefährdet) vorkommen. Im nordwestlichen Teil dieser Fläche befindet sich der einzige Schlangen-Knöterichbestand des geplanten Naturschutzgebietes. In diesem Bereich ist daher auch am ehesten mit einem Auftreten des Blauschillernden Feuerfalters zu rechnen. Der südliche Randbereich der Fläche ist nährstoffreicher und aus botanischer Sicht weniger interessant. Für Fläche 4 liegen mehrere Nachweise des Braunkehlchens vor, im Mai 2013 wurde auf dieser Fläche auch ein Braunkehlchen-Paar beobachtet.

Maßnahmen

Die Fläche sollte in 2 etwa gleich große Teilstücke unterteilt werden und jedes Jahr sollte ein Teilstück (also etwa 1,8 ha) gemäht werden; jedes Teilstück wird dabei also alle 2 Jahre gemäht. Sehr wichtig ist, dass das Mahdgut aus der Fläche entfernt wird. Die Mahd sollte nach dem 15. Juni erfolgen. Je nach Witterung und Vegetationsentwicklung sollte im Spätsommer/Frühherbst eine Nachbeweidung (wie bisher mit Schafen) durchgeführt werden.

Projet



Foto 4 & 5: von einer Spezialraupe im Winter 2015/16 entfernte Weidengebüsche in Fläche 4 (11.05.16)

Fläche 5

Beschreibung

Die 3,4 ha große Fläche 5, die heute dem Staat gehört, war ebenfalls mit Fichten aufgeforstet worden. Diese wurden jedoch schon vor dem Jahr 2000 entfernt, respektive sind den schweren Stürmen im Frühjahr 1990 zum Opfer gefallen (Aendekerk et al. 1991). In den vergangenen Jahren wurde die Fläche im Sommer extensiv mit Galloway-Rindern beweidet, Teilbereiche wurden auch mit dem Freischneider gemäht. Im November 2016 wurde mithilfe einer Mähraupe lokal Weidengebüsch weggefräst.

Die Fläche besteht heute hauptsächlich aus Quellsümpfen und Nassbrachen (BK11) im nordwestlichen Teil lokal auch aus Großseggenrieden (BK04). In diesem Bereich stockt auch eine Reihe Grau-Erlen (*Alnus incana*). Im südöstlichen Teil der Fläche existieren ausgedehnte Torfmoos-Bestände.

Im nordwestlichen Teil der Fläche kommt ein großer Bestand des Schmalblättrigen Wollgrases (*Eriophorum angustifolium*, stark gefährdet) mit schätzungsweise 250 Individuen vor. Das Schmalblättrige Wollgras gilt als charakteristische Art der Übergangs- und Schwingrasenmoore. Dieser bemerkenswerte Bereich könnte daher durchaus als Übergang zum FFH-Lebensraumtyp 7140 (Übergangs- und Schwingrasenmoore) gewertet werden. Neben Wollgras sind in diesem Bereich weitere kennzeichnende Arten der Übergangsmoore häufig vorhanden. Dazu zählen neben einem sehr großen Bestand (circa 2000 Individuen) des Sumpfveilchens (*Viola palustris*, stark gefährdet) auch das Sumpfblutauge (*Comarum palustre*, gefährdet), die Schnabel-Segge (*Carex rostrata*) und die Spitzblütige Binse (*Juncus acutiflorus*). Auch Fieberklee (*Menyanthes trifoliata*, gefährdet), Sumpf-Weidenröschen (*Epilobium palustre*, gefährdet) und Graue Segge (*Carex canescens*, gefährdet) kommen vereinzelt im weiteren Umkreis vor und sind für solche Standorte charakteristisch.

In einer früheren Untersuchung wurde in diesem Bereich die Steife Segge (*Carex elata*, vom Aussterben bedroht) festgestellt. Diese Art konnte von Schopp-Guth im Rahmen der vorliegenden Untersuchung aber nicht bestätigt werden. Ihrem Habitus ähnliche Bulte kommen unter anderem im Bereich der oben erwähnten Übergänge zum Übergangsmoor, an den Biberbeichen und auch im Bereich der Fläche 13 vor. Es dürfte sich jedoch bei ihnen in allen untersuchten Fällen um Bastarde mit der Wiesen-Segge (*Carex nigra*) handeln.

Auch Bereiche außerhalb des dichten Wollgras-Vorkommens könnten bei Auftreten von Sumpf-Weilchen, Sumpf-Blutauge Schnabel-Segge oder Fieber-Klee durchaus bereits als Übergang zu den Übergangsmooren gelten. Bei der diesjährigen Kontrolle der Biotopkartierung wurde im Gebiet allerdings kein Übergangsmoor ausgegliedert (Spielmann & Lenz 2016, pers. Mitt.). Auch die Bodenkarte 1:25.000 liefert keine Anhaltspunkte für anstehende Moorböden. Sie gibt für das Quellgebiet der „Fooschtbaach“ im Wesentlichen stark vergleyte, leicht sandige Lehm Böden (Signatur Glx) an, daneben moderat vergleyte, leicht sandige Lehm Böden (GDb), lehmige Aueböden (L) und Quellböden (S). Nicht auszuschließen ist jedoch, dass in kleineren Teilbereichen noch Reste der schützenswerten, ursprünglichen Torfböden (Signatur V) oder anmoorige Böden mit stark zersetzten Torfen vorhanden sind. Eine detailliertere Kartierung möglicher Übergangsmoor-Bereiche ggf. mit Überprüfung der Bodenverhältnisse wäre daher im Gebiet wünschenswert.

Maßnahmen

Die Fläche sollte in 2 etwa gleich große Teilstücke unterteilt werden und jedes Jahr sollte ein Teilstück (also etwa 1,7 ha) gemäht werden; jedes Teilstück wird dabei also alle 2 Jahre gemäht. Sehr wichtig ist, dass das Mahdgut aus der Fläche entfernt wird. Die Mahd sollte nach dem 15. Juni erfolgen. Je nach Witterung und Vegetationsentwicklung sollte im Spätsommer/Frühherbst eine extensive Nachbeweidung mit Rindern oder Schafen erfolgen.

Die nicht einheimischen Grau-Erlen im Nordwesten der Fläche sollten entfernt werden. Wie bereits weiter oben erläutert, können sich Grau-Erlen durch Stockausschläge und Wurzelbrut nach dem Absägen schnell regenerieren und wieder ausbreiten. Aus diesem Grund sollten die Bäume mitsamt der Wurzelstöcke ausgerissen oder die Wurzelstöcke nach dem Absägen weggefräst werden. Die restlichen Gehölzgruppen können stehen bleiben, eine weitere Verbuschung muss allerdings mithilfe der Mahd und Nachbeweidung verhindert werden.

Fläche 6

Beschreibung

Fläche 6 (4,3 ha groß) gehört zu etwa zwei Dritteln der Stiftung „Hëllef fir d’Natur“. Der südwestliche Teil, das heißt die 1 ha große Katasterparzelle 120/2711 befindet sich zurzeit noch in Privatbesitz, der Ankauf dieser Parzelle durch die Stiftung „Hëllef fir d’Natur“ steht aber kurz bevor. Im südlichen Bereich der Fläche stockte ein circa 3 ha großer Fichtenbestand der 2007 entfernt wurde. Dabei wurden aber nur die entasteten Stämme entnommen, sodass neben den Baumstubben große Mengen an Reisig und Astmaterial auf der Fläche verblieben.

Nach der Entfichtung erfolgte eine extensive Beweidung mit Galloway-Rindern, Während 2014 eine größere Herde die Fläche kurz beweidete, erfolgte 2015 zwischen April und Oktober eine Beweidung mit nur 3 Tieren. Auf der Fläche besteht ein Bewirtschaftungsvertrag mit dem CNDS-Naturaarbechten (Laufzeit bis 31.12.2017). Um Fläche 6 in Zukunft besser mähen zu können, wurden im November 2016 die Baumstubben und das verbliebene Astmaterial mit einer Spezialraupe auf einer circa 2,5 ha großen Fläche weggefräst (Foto 6).

Fläche 6 besteht überwiegend aus Quellsümpfen und Nassbrachen (BK11). Im westlichen Teil existiert ein größeres Weidengebüsch. Auf der Fläche kommt ein circa 500 Individuen umfassender Bestand des stark gefährdeten Sumpf-Veilchens (*Viola palustris*) vor (Spielmann & Lenz 2016, pers. Mitt.). Schopp-Guth zufolge beginnt sich in den trockeneren Bereichen der entfichteten Fläche ein Sand- und Silikatmagerrasen (BK 07) respektive ein mageres Grünland zu regenerieren. Kennzeichnende Arten sind unter anderem Harzer Labkraut (*Galium saxatile*) und Blutwurz (*Potentilla erecta*), vereinzelt ist auch Berg-Platterbse (*Lathyrus linifolius*) beigemischt.

Im Rahmen des Projektes „Wiederansiedlung von *Arnica montana* in luxemburgischen Borstgrasrasen“ wurden im Oktober 2014 an 2 Stellen innerhalb der Fläche 6 insgesamt knapp 400 Arnikapflanzen angepflanzt. Bei einer Kontrolle im Juli 2016 konnte das Vorkommen der Arnika im Bereich der 2 Stellen bestätigt werden (R. Dahlem, schriftl. Mitt. 2017).

Maßnahmen

Die Fläche sollte in 3 etwa gleich große Teilstücke unterteilt werden und jedes Jahr sollte ein Teilstück (also etwa 1,4 ha) gemäht werden; jedes Teilstück wird dabei also alle 3 Jahre gemäht. Sehr wichtig ist, dass das Mahdgut aus der Fläche entfernt wird. Die Mahd sollte nach dem 15. Juni erfolgen. Je nach Witterung und Vegetationsentwicklung sollte im Spätsommer/Frühherbst eine extensive Nachbeweidung mit Rindern oder Schafen erfolgen.

Im Bereich der gefrästen Flächen und außerhalb des Bachbettes der „Fooschtbaach“ sollte ein naturnahes Stillgewässer angelegt werden. Das Gewässer sollte circa 200 m² groß und maximal 80 cm tief sein und flache Ufer (Neigung mindestens 1 zu 4, das heißt eine Tiefe von 50 cm wird erst in 2 m Entfernung zum Ufer erreicht) aufweisen. Der Aushub soll im Uferbereich gleichmäßig verteilt werden. Im Gegensatz zu den Biberteichen im Bereich der Fläche 11, die von der „Fooschtbaach“ durchströmt werden und daher relativ kühles Wasser aufweisen, könnte sich dieses neue Stillgewässer stärker erwärmen und sich unter anderem zu einem geeigneten Lebensraum für den im Ösling sehr seltenen Kammmolch entwickeln.

Projet

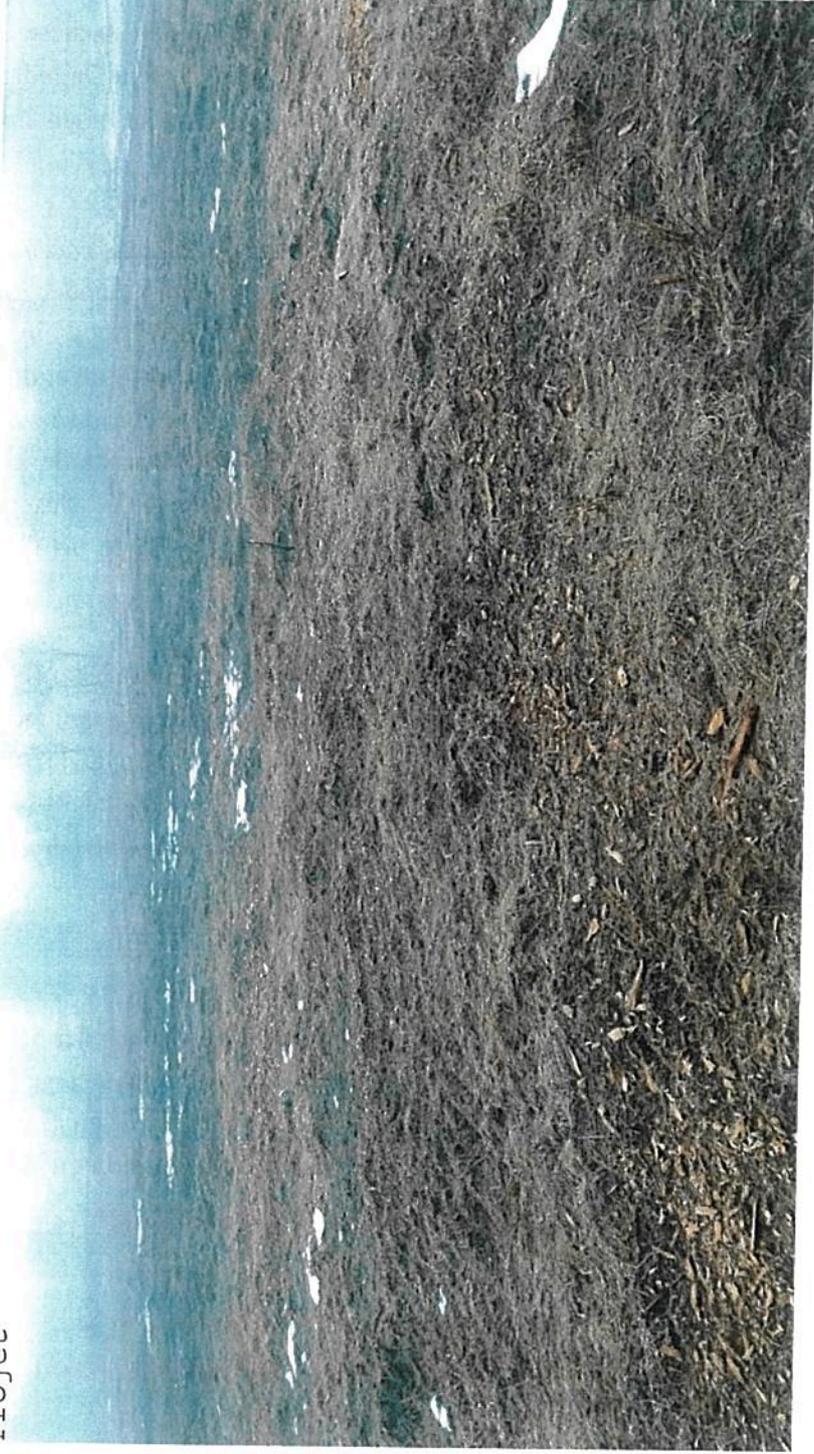


Foto 6: von einer Spezialraupe im November
2016 gefrägte Bereiche in Fläche 6 (02.02.17)

Fläche 7

Beschreibung

Fläche 7 (0,8 ha groß) gehört dem Staat und war mit Fichten bestockt. Nachdem diese 2007 entfernt worden waren, wurde die Fläche der natürlichen Sukzession überlassen. Da lediglich die entasteten Stämme entfernt wurden, befinden sich im Bereich der Fläche noch immer größere Mengen Ast- und Kronenmaterial.

Mittlerweile besteht die Vegetation vor allem aus Trauben-Holunder (*Sambucus racemosa*), Vogelbeere (*Sorbus aucuparia*), Himbeere (*Rubus idaeus*) und Schwarzem Holunder (*Sambucus nigra*). Sal-Weiden (*Salix caprea*) und im Westen auch Grau-Weiden (*Salix cinerea*) sind beigemischt. Eine stark quellige Stelle befindet sich im Osten unweit der Straße, die als Quellpunkt im Biotopkataster verzeichnet ist. Auch sonst ist die Fläche stellenweise sicker-nass. Eine weitere Quellstelle der „Fooschtbaach“ dürfte sich östlich über der Straße innerhalb eines Ackers befinden, die zumindest zeitweise in Fläche 7 entwässert. Die Ackernutzung im Quellbereich dürfte sicherlich für nicht unerhebliche Nährstoffeinträge ins Gebiet sorgen.

An Feuchtarten sind im Ostteil der Fläche in der Krautschicht nur Sumpf-Kratzdistel (*Cirsium palustre*), Flatter-Binse (*Juncus effusus*) und Sumpf-Hornklee (*Lotus uliginosus*) zu finden. Erst im Westen vor dem Übergang des Quellbachs in das anschließende BK 11 treten weitere Feuchtarten wie Sumpf-Labkraut (*Galium palustre*), Sumpf-Vergissmeinnicht (*Myosotis scorpioides*), Teich-Schachtelhalm (*Equisetum fluviatile*), Wald-Engelwurz (*Angelica sylvestris*) oder Kohl-Distel (*Cirsium oleraceum*) hinzu.

Maßnahmen

Fläche 7 kommt als Quellbereich der „Fooschtbaach“ und als Pufferzone zwischen der östlich angrenzenden, intensiv genutzten Ackerfläche und den wichtigen Kernbereichen des geplanten Naturschutzgebietes eine große Bedeutung zu. Konkrete Maßnahmen sind im Bereich dieser Fläche zurzeit nicht notwendig, sie sollte sich durch natürliche Sukzession zu einem standortgerechten Laubmischwald weiter entwickeln können.

Fläche 8

Beschreibung

Der nordöstliche Teil dieser 1,1 ha großen Fläche ist in Privatbesitz, der südwestliche Teil (Katasterparzelle 107) gehört dem Staat, ist aber an einen Landwirt verpachtet. Fläche 8 wird abwechselnd als Wiese (Feldfutter) und Acker genutzt und wurde im Winter 2016/17 erneut umgebrochen.

Maßnahmen

Fläche 8 kommt als Pufferzone zwischen den nordöstlich angrenzenden, landwirtschaftlich intensiv genutzten Flächen und den Kernbereichen des geplanten Naturschutzgebietes eine große Bedeutung zu. Aus diesem Grund sollte die dem Staat gehörende Katasterparzelle 107 unbedingt aus der intensiven Nutzung heraus genommen und durch ein Versetzen des Zaunes in die Fläche 6 integriert werden !

Auch die restliche Fläche sollte extensiver genutzt werden, das heißt auf Gülledüngung, Kalkung, Pestizide, Übersaat und Umbruch sollte verzichtet und die organische Düngung begrenzt werden. Um diese Nutzungsextensivierung zu ermöglichen, sollte versucht werden einen Bewirtschaftungsvertrag abzuschließen. Um diese Extensivierung der Nutzung zu erreichen, muss versucht werden Bewirtschaftungsverträge (gemäß „Règlement grand-ducal du 10 septembre 2012 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural, viticole et forestier“) abzuschließen.

Ideal wäre es wenn der Staat oder die Stiftung „Hëllef fir d’Natur“ diese Fläche bis zum nördlich angrenzenden Weg erwerben würden.

Fläche 9

Beschreibung

Fläche 9 (3,7 ha groß) gehört, mit Ausnahme der 0,16 ha großen Katasterparzelle 142/2 (Privatbesitz) der Stiftung „Hëllef fir d’Natur“ (südlicher Teil) und dem Staat (nördlicher Teil). Wie das Luftbild von 1977 belegt war auch diese Fläche damals fast komplett mit Fichten bestockt.

Diese wurden in 1990-Jahren entfernt. In den letzten Jahren wurde die Fläche mit Schwarzkopfschafen (Herde von etwa 600 Tieren) der Wanderschäferei Weber in 2 Durchgängen während etwa 14 Tagen beweidet. Auf der Fläche besteht auch ein Bewirtschaftungsvertrag mit der Schäferei Weber, der am 31.12.2016 ausgelaufen ist, aber ab 2017 provisorisch verlängert wurde.

Der trockenere nordöstliche Teil ist überwiegend nährstoffreich und mehr oder weniger locker mit einzelnen Bäumen, Baumgruppen oder Büschen bestanden. Hybrid-Pappeln (*Populus x canadensis*, zum Teil > 1 m Stammdurchmesser in 1,3 m Höhe) respektive Sal-Weiden (*Salix caprea*) bilden zwei größere Baumgruppen. Vertreten sind daneben auch Vogelbeere (*Sorbus aucuparia*), Zitter-Pappel (*Populus tremula*), Rauh-Birke (*Betula pendula*), Stiel-Eiche (*Quercus robur*), Fichte (*Picea abies*), eine junge Roßkastanie (*Aesculus hippocastaneum*) oder als Strauchart Weißdorn (*Crataegus* sp.). Im eher unterbeweideten Grünland finden sich Obergräser, Brache- und Nährstoffzeiger, unter anderem häufig Glatthafer (*Arrhenatherum elatius*), Knäuelgras (*Dactylis glomerata*), Gemeine Rispe (*Poa trivialis*), Rasenschmiele (*Deschampsia cespitosa*), Löwenzahn (*Taraxacum officinale*), zerstreut Breitblättriger Ampfer (*Rumex obtusifolius*), vereinzelt Kletten-Labkraut (*Galium aparine*), Wiesen-Kerbel (*Anthriscus sylvestris*) oder Acker-Kratzdistel (*Cirsium arvense*). Als Feuchtezeiger ist die Sumpf-Kratzdistel (*Cirsium palustre*) häufig vorhanden.

Bei dem feuchten südwestlichen Teil der Fläche handelt es sich um Quellsümpfe und Nassbrachen (BK11). Hier kommen unter anderem die Rote Listen-Arten Sumpf-Veilchen (*Viola palustris*, stark gefährdet) und Graue Segge (*Carex canescens*, gefährdet) vor.

Maßnahmen

Die kleine Privatparzelle inmitten dieser Fläche (142/2) sollte unbedingt vom Staat oder der Stiftung „Hëllef fir d’Natur“ aufgekauft werden.

Die Fläche sollte in 2 etwa gleich große Teilstücke unterteilt werden und jedes Jahr sollte ein Teilstück (also etwa 1,8 ha) gemäht werden; jedes Teilstück wird dabei also alle 2 Jahre gemäht. Sehr wichtig ist, dass das Mahdgut aus der Fläche entfernt wird. Die Mahd sollte nach dem 15. Juni erfolgen. Je nach Witterung und Vegetationsentwicklung sollte im Spätsommer/Frühherbst eine extensive Nachbeweidung mit Rindern oder Schafen erfolgen.

Fläche 10

Beschreibung

Bei dieser 3,4 ha großen Fläche handelt es sich um eine artenarme Weide, die sich in Privatbesitz befindet.

Maßnahmen

Insbesondere dem östlichen Teil dieser Fläche kommt als Pufferzone zwischen den nördlich angrenzenden, landwirtschaftlich intensiv genutzten Flächen und den Kernbereichen des geplanten Naturschutzgebietes eine große Bedeutung zu. Es wäre demnach sehr wichtig diese Fläche extensiver zu nutzen, das heißt auf Gülledüngung, Kalkung, Pestizide, Übersaat und Umbruch zu verzichten und die organische Düngung zu begrenzen. Zwischen dem 15. April und dem 15. Juni sollte kein Befahren und keine Bodenbearbeitung erfolgen. Die Viehdichte sollte 2-3 Großvieheinheiten pro ha nicht überschreiten. Um diese Extensivierung der Nutzung zu erreichen, muss versucht werden Bewirtschaftungsverträge abzuschließen (gemäß „Règlement grand-ducal du 10 septembre 2012 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural, viticole et forestier“) abzuschließen.

Fläche 11

Beschreibung

Fläche 11 (3,4 ha groß) gehört, mit Ausnahme eines kleinen Teilstückes im nordwestlichen Teil, das sich in Privatbesitz befindet (Katasterparzelle 151/582 und Teil der Parzelle 41/2535), dem Staat. Die Aktivitäten des Bibers haben auf dieser Fläche zu starken Veränderungen geführt. Durch die Anlage mehrerer Staudämme und das Fällen von Bäumen wurden weite Bereiche überflutet. Aufgrund der kreuz und quer liegenden Stämme und der sehr unterschiedlichen Wassertiefe (zum Teil > 1,5 m), kann das Gelände mittlerweile als zum Teil undurchdringliche Wildnis beschrieben werden (Foto 7 & 8). Die Biberteiche dehnen sich derzeit noch aus. Gegenüber dem Luftbild aus 2013 drang beispielsweise der westliche Teich 2016 bereits in die Weide nach Norden ein. Auch die alte, stark verlandete Teichanlage beginnt sich wieder zu füllen.

Projekt



Foto 7 & 8: durch Biberaktivitäten entstandene, zum Teil undurchdringliche Stillwasserbereiche in Fläche 11 (11.05.16)

In weiten Teilen der Fläche 11 stocken zurzeit Laubbäume und Sträucher. Durch die Biberaktivitäten werden die Gehölze derzeit gelichtet und das Gebiet zunehmend vernässt. Lokal stehen Silberweiden (*Salix alba*), denen absterbende Fichten (*Picea abies*) beigemischt sind. Über ein Weidengebüsch schließt nach Westen zur Intensiv-Weide hin eine Reihe Hybridpappeln (*Populus x canadensis*) an, ebenfalls mit beigemischter Fichte.

Im südwestlichen Teil stockt auf einer leichten, mineralischen und noch nicht überfluteten Terrasse ein mehr oder weniger junges bis mittelaltes Birkengehölz mit Moor-Birke (*Betula pubescens*), zum Bahndamm auch mit Rauh-Birke (*Betula pendula*). Wenige Stämme erreichen Durchmesser bis 40 cm, der Großteil erreicht lediglich 20 cm. Auch einzelne Fichten (*Picea abies*) vorwiegend in Bahndammnähe sowie Stiel-Eichen (*Quercus robur*), Zitterpappeln (*Populus tremula*) und Sal-Weiden (*Salix caprea*) sind in der Baumschicht vorhanden. Die Kraut- und Strauchschicht der Terrasse enthält überwiegend Nährstoffzeiger, Brombeere (*Rubus* sp.) und Weidenbüsche (*Salix* sp.) sind häufig, Pfaffenhütchen (*Euonymus europaeus*) zerstreut, Schwarzer Holunder (*Sambucus nigra*) und Vogelbeere (*Sorbus aucuparia*) vereinzelt vorhanden. In Richtung zu den Teichen und nach Osten vernässt das Gehölz, den Birken mischen sich zunehmend Zitterpappeln bei. Ganz im Westen südlich der alten Teichanlage schließt ein Erlenbruch an.

An den Biberteichen dominieren Igelkolben (*Sparganium erectum*) und Großseggen (*Carex* sp.), begleitet von Binsen (*Juncus* sp.) und Mädesüß (*Filipendula ulmaria*). In den Biberteichen konnte 2016 auch der vom Aussterben bedrohte Efeublättrige Hahnenfuß (*Ranunculus hederaceus*) nachgewiesen werden (Foto 9).

Maßnahmen

Für diese Fläche sind zurzeit keine Maßnahmen notwendig. Die Fläche sollte sich durch die natürliche Sukzession und die Aktivitäten des Bibers ohne den Einfluss des Menschen weiter entwickeln können.

Fläche 12

Beschreibung

Das ehemals intensiv genutzte Wirtschaftsgrünland (1,4 ha groß) gehört heute dem Staat. Seit 2009 erfolgt eine jährliche Mahd durch das CNDS, seit 2011 auch eine Nachbeweidung mit Galloway-Rindern. Die mittlerweile ausgemagerte Fläche wurde 2012 im Rahmen des Offenland-Biotopkatasters als magere Mähwiese (6510) in mittelgutem Erhaltungszustand (B) kartiert.



Foto 9: am Rand der Bibersteiche konnte 2016 das Vorkommen
des vom Aussterben bedrohten Efeublättrigen Hahnenfußes
(*Ranunculus hederaceus*) bestätigt werden (11.05.16)

Auf der Fläche besteht ein Bewirtschaftungsvertrag mit dem „CNDS-Naturaarbechten“ der am 31.12.16 ausgelaufen ist, ab 2017 aber provisorisch verlängert wurde.

Maßnahmen

Die Fläche sollte auch in Zukunft einmal jährlich gemäht werden (nach dem 15. Juni und mit Abtransport des Mahdgutes). Je nach Witterung und Vegetationsentwicklung sollte im Spätsommer/Frühherbst eine Nachbeweidung erfolgen.

Fläche 13

Beschreibung

Die 2,8 ha große Fläche 13 gehört dem Staat. 2015 wurde im nordwestlichen Teil dieser Fläche der Weg über die „Fooschtbaach“, die einzige Zufahrtsmöglichkeit zu den Flächen 12-14 instand gesetzt. Fläche 13 wird seit 2011 mit Galloway-Rinder beweidet (Bewirtschaftungsvertrag mit dem „CNDS-Naturaarbechten“, der am 31.12.16 ausgelaufen ist, ab 2017 aber provisorisch verlängert wurde).

Die Fläche besteht heute aus einem Mosaik unterschiedlicher Biotope (siehe Karte 4). Die offenen Bereiche bestehen hauptsächlich aus Sumpfdotterblumenwiesen (BK10), im zentralen Teil auch aus Röhricht (BK06) und im östlichen Teil lokal aus Quellsümpfen und Nassbrachen (BK11). Entlang der „Fooschtbaach“ wächst ein mehr oder weniger dichtes Auengehölz, das überwiegend aus Weidengebüsch (*Salix* sp.) besteht. Es ist gut mit einzelnen Bäumen und Baumgruppen durchsetzt, darunter vorwiegend Birken (*Betula* sp.) und Fichten (*Picea abies*) sowie auch Erlen (*Alnus glutinosa*) und einige andere Baumarten. Im nordwestlichen Bereich ist das Weidengebüsch aufgelichtet, hier existieren lokal Quellsümpfe und Nassbrachen (BK11).

Auf Fläche 13 wachsen die Rote Liste-Pflanzenarten Sumpf-Veilchen (*Viola palustris*, stark gefährdet), Breitblättriges Knabenkraut (*Dactylorhiza majalis*, gefährdet) und Sumpfbloodauge (*Comarum palustre*, gefährdet).

Maßnahmen

Eine Mahd der Fläche ist aufgrund der Bodenverhältnisse nicht möglich (ganzjährig nass). Die Fläche sollte daher auch weiterhin im Zeitraum zwischen Anfang Juni und Ende September extensiv mit Galloway-Rindern beweidet werden. Die älteren Gehölzstrukturen sollten erhalten bleiben. Um eine weitere Verbuschung zu verhindern sollte auf jährlich wechselnden Teilflächen eine Nachpflege erfolgen, das heißt Nachmahd von Weideresten mit dem Freischneider und Entfernung neu aufkommender Gehölze. Dabei sollte das Mahd- und Schnittgut von der Fläche entfernt werden.

Fläche 14Beschreibung

Die 0,8 ha große Fläche gehört der Stiftung „Hëllef fir d’Natur“ und bestand aus einem Fichtenforst, der 2006 entfernt wurde. Die Fläche wird seit 2011 mit Galloway-Rinder beweidet (Bewirtschaftungsvertrag mit dem „CNDS-Naturaarbechten“, der am 31.12.16 ausgelaufen ist, ab 2017 aber provisorisch verlängert wurde).

Die Fläche wird dem Offenland-Biotopkataster zufolge als magere Mähwiese (6510) in mittelgutem Erhaltungszustand (B) eingestuft. Trotz der durchgeführten Beweidung haben sich in den vergangenen Jahren auf dieser Fläche aber zunehmend Pflanzenarten der Waldlichtungsfluren ausgebreitet.

Maßnahmen

Um den Erhaltungszustand des Lebensraumtyps „magere Mähwiese“ zu verbessern, sollte die Fläche in Zukunft gemäht werden (nach dem 15. Juni mit Abtransport des Mahdgutes). Um eine Mahd zu ermöglichen sollten die noch vorhandenen Baumstubben mit einer Spezialraupe weggefräst werden. Je nach Witterung und Vegetationsentwicklung sollte im Spätsommer/Frühherbst eine Nachbeweidung erfolgen.

Literaturverzeichnis

- Aendekerk R., Erasmy F. & C. Heidt (1991). Biotopkartierung des Öslinger Hochplateaus und des Kanton Wiltz. Unveröfftl. Studie im Auftrag des Umweltministeriums. 93 S + Anhang.
- Alonso E. G. & G. Moes (2012). Grenzüberschreitende ökologische Wiederherstellung aufgeforsteter Täler und Feuchtgebiete. Auswertung und vergleichende Gegenüberstellung der Erhebungen des INTEREG IV-A Projekts. Monitoring der Vegetation in Dauer-Beobachtungsflächen. Beobachtungszeitraum 2009-2011. Studie von natur Umwelt-Fondation Hëllef fir d’Natur im Auftrag des Parc Naturel des Deux Ourthes. 43 S.
- Biver G. & P. Collas (2012). Projet Interreg IV A « Restauration écologique transfrontalière ». Suivi scientifique des sites restaurés (Wallonie – Oesling luxembourgeois). Inventaires des oiseaux nicheurs. Rapport final. Etude non publiée réalisée pour le Parc Naturel des Deux Ourthes (Houffalize), 91 p.
- Brachtenbach N., Dahlem R. & M. Molitor (2005). Biotop- und Artenmonitoring von ökologischen Entwicklungsflächen im Ösling. Erfassung der Ausgangssituation im RN ZH 01 „Fooschtbaach“. Fondation Hëllef fir d’Natur. 90 S.
- Colling G. (2005). Red list of the vascular Plants of Luxembourg. Ferrantia 42, Travaux scientifiques du Musée national d’histoire naturelle Luxembourg.
- Ecau (1992). Dossier Réserve naturelle Hautbellain-Foschtbaach (RN ZH 01), 4 S + Karte.
- Efor_Ersa (2012). Naturschutzflächen im Norden Luxemburgs. Pflegeplanungen (Plans de gestions) mit Dokumentation bisher umgesetzter Maßnahmen. Unveröfftl. Studie im Auftrag der Administration de la nature et des forêts. 195 S + Anhang.
- Gessner B. (2012). Vennbahn-Tunnel Huldange, Luxemburg. Artenschutzrechtliche Prüfung des geplanten Fahrradwegs auf Fledermäuse. Unveröffentlichtes Gutachten im Auftrag der Administration des Ponts et Chaussées, Division de la voirie de Diekirch. 24 S.
- Gessner B. (2013). Vennbahn-Tunnel Huldange, Luxemburg. Ergänzende fledermauskundliche Untersuchungen zur Schwarm- und Paarungszeit im August/September. Artenschutzrechtliche Bewertung des geplanten Radweges durch den

Tunnel. Unveröffentlichtes Gutachten im Auftrag der Administration des Ponts et Chaussées, Division de la voirie de Diekirch. 35 S.

- Lorgé P. & Melchior E. (2015). Vögel Luxemburgs. Herausgeber: natur&emwält asbl. 273 S.
- Lucius M. (1950). Geologie Luxemburgs, das Ösling. Band VI, Erläuterungen zu der geologischen Spezialkarte Luxemburgs. Veröffentlichungen des Luxemburger geologischen Dienstes. 174 S.
- Parkinson D., Lafontaine R.-M. & Delsinne T. (2012). Projet Interreg IV A Grande Région : « Restauration écologique transfrontalière ». Suivi scientifique des sites restaurés (Wallonie – Oesling luxembourgeois). Papillons de jour et libellules. Rapport final. Etude non publiée réalisée pour le Parc Naturel des Deux Ourthes (Houffalize), 67 p.
- Pfister L., Wagner C., Vansuypeene E., Drogue G. & Hoffmann L. (2005). Atlas climatique du Grand-Duché de Luxembourg. Musée national d'histoire naturelle, Société des naturalistes luxembourgeois, Centre de recherche public Gabriel Lippmann, Administration des services techniques de l'agriculture, Luxembourg, 80 p.
- Reichhoff J. (1997). Der Biber – eine Schlüsselart der Fließgewässer. In: Der Biber in der Kulturlandschaft – eine Illusion ? Internationales Fachsymposium zur Wiedersiedlung des Bibers im Saarland (August 1994, Saarbrücken). Hrsg.: Ministerium für Umwelt, Energie und Verkehr Saarbrücken. S 9-15.
- Steinbach A. (1995). Naturschutzgebiet Fooschtbaach/Hautbellain, Réserve Naturelle, Zone humide 01 (RN ZH 01). Studie der Stiftung „Hëllef fir d’Natur“ im Auftrag der Naturschutzabteilung des Umweltministeriums (Service Conservation de la Nature de l'Administration des Eaux et Forêts). 97 S.
- Spithoven L. (2012). Vegetationskundliche Untersuchung entfichteter Tallagen des Luxemburger Öslings. Unveröfftl. Diplomarbeit an der Carl von Ossietzky Universität Oldenburg, Diplomstudiengang Landschaftsökologie. 136 S + Anhang.
- Van Eimern J. & Häckel H. (1979). Wetter- und Klimakunde. Verlag Eugen Ulmer Stuttgart. 269 S.

Projet

Anhang

**Kurzbericht zur
vegetationskundlichen Begutachtung und
Biotopaufnahme
Fooschtbaach bei Hautbellain**



Dr. Armin Schopp-Guth
Büro für Landschaftsökologie

35, route de Longwy, L-4994 Sprinkange
Tel.: 26 37 41 61
E-Mail: a.schopp@pt.lu

November 2016

Aufgabenstellung

Innerhalb der geplanten réserve naturelle im Quellgebiet des Fooschtbaach wurden die gesetzlich geschützten Biotope im Rahmen der landesweiten Biotopkartierung im Jahr 2008 erfasst. 2012 erfolgte die Ergänzung der 6510-B- und BK10-B-Biotope. Aus verschiedenen Untersuchungen existieren detaillierte Angaben zu vorkommenden Pflanzenarten, die Roland Proess in einer aktuellen Liste zusammenfasste. Durch die vorliegende Begehung sollten die über die geschützten Biotope des Offenlandkatasters hinaus vorkommenden Biotoptypen ergänzt werden. Veränderungen oder Ergänzungen zum Offenland-Biotopkaster sollten gegebenenfalls lokalisiert werden. Nach Möglichkeit sollten außerdem die Vorkommen einiger seltener Arten detaillierter erfasst werden.

Begehungen und Erfassungsmodalitäten

Aufgrund der Größe, der schweren Zugänglichkeit und der starken Vernässung des Gebietes waren mehrere Begehungen notwendig. Sie erfolgten am 26.3., 7.7., 5.8., 17.8. und 2.9.2016. Zur Kartierung und Biotopabgrenzung wurden die Luftbilder des Geoportail aus dem Jahr 2013 verwendet. Im Geoportail stehen auch die Abgrenzungen der Biotope des Offenland-Biotopkatasters zur Verfügung.

Biotope

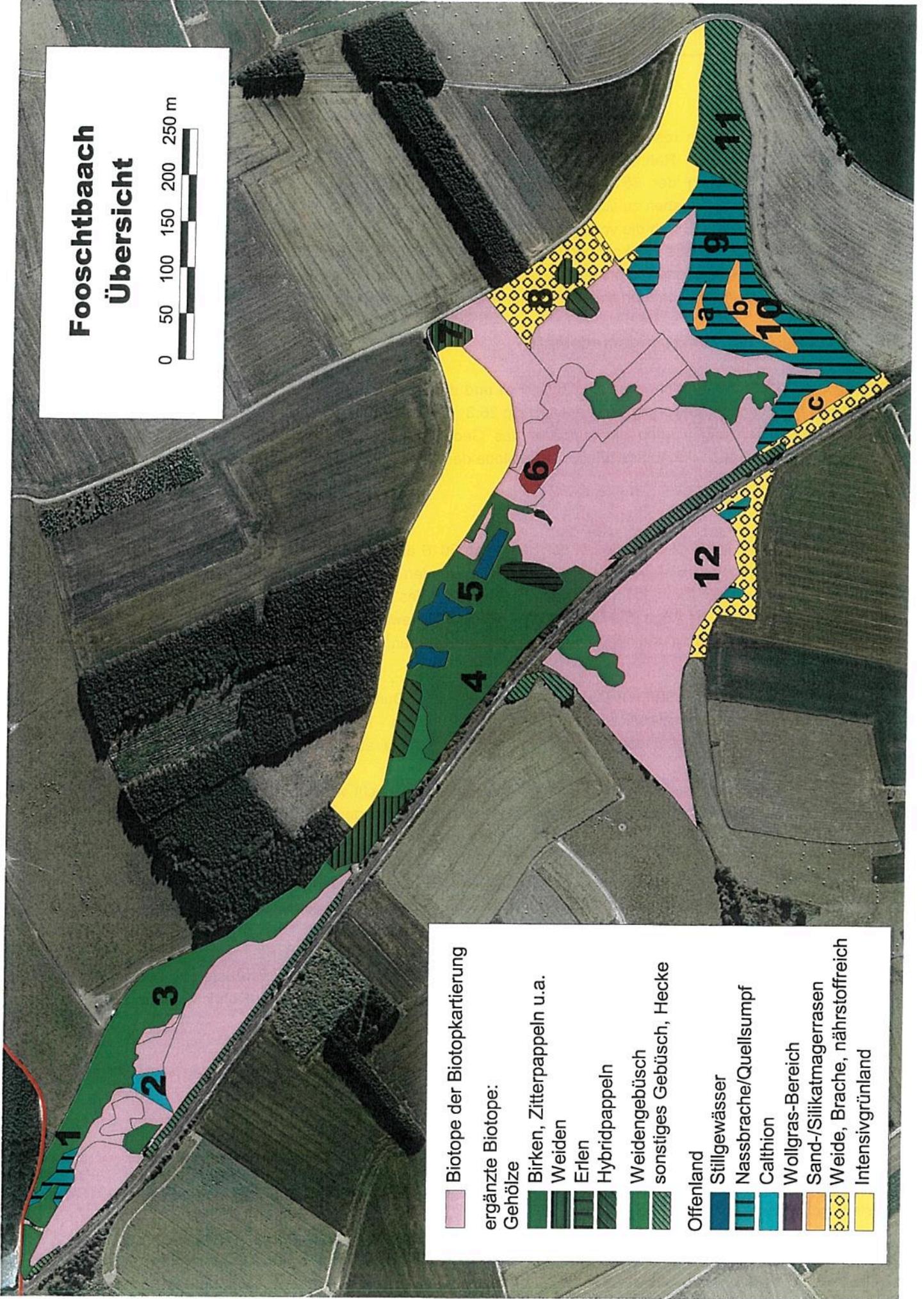
Abb. 1 gibt einen Überblick über die bei der Begehung 2016 angetroffenen Biotope. Die Ergebnisse und Abgrenzungen der Biotop-Kartierung 2008/2012 konnten im Wesentlichen bestätigt werden. Einige Veränderungen fallen jedoch bei einem Vergleich des Offenlandbiotopkatasters aus dem Geoportail mit Abb. 1 ins Auge. Sie betreffen vorwiegend Stillgewässer, Gehölze und die entfichteten Flächen resp. Pflegeflächen und dürften folgende Ursachen haben¹:

- a) **Ausdehnung der Stillgewässer BK08, Biberteiche:** Durch die Biberaktivitäten sind zwei neue Teiche nordwestlich einer alten, rechteckigen Teichanlage entstanden. 2016 vergrößerten sie sich nochmals gegenüber dem Luftbild aus 2013, das Gebiet vernässt zunehmend.
Der in der Biotopkartierung 2008 verzeichnete Teich entspricht vermutlich zum Teil der alten Teichanlage, zum Teil möglicherweise einem ersten Bibergewässer. Der aufgeschüttete Randwall der Teichanlage ist durchbrochen, so dass er stark verlandet gewesen sein dürfte. Aktuell füllt er sich jedoch infolge der Vernässung wieder mit mehr Wasser. Gegenüber der Biotopkartierung 2008 ist seine Lage leicht zu korrigieren. Wegen des dichteren Gehölzes und der geringeren Auflösung der Luftbilder war er 2008 vermutlich nicht genau lokalisierbar.
- b) **Auflichtung der Gehölze:** Biberaktivitäten (Ringelung und Fällen von Bäumen) führt zur Auflichtung der Gehölze. Auch die zunehmende Vernässung verursacht das Absterben von Gehölzen. An die Stelle der Gehölze treten offene Wasserflächen, Röhrichte und Seggenriede.

¹ Detailliertere Veränderungen lassen sich gegebenenfalls im Rahmen der diesjährigen Kontrolle der Biotopkartierung für die ausgewählten Biotope feststellen. 2016 waren folgende Biotopnummern zu kontrollieren: 259, 262, 263, 267, 328 und 733. Eine erste Auswertung ergab (Spielmann & Lenz 2016, pers. Mitteilung): 262: BK04 statt BK06; 263: BK11 und kleinflächig BK06 statt BK04; 328 nach Osten und Südosten erweitert.

Fooschtbaach Übersicht

0 50 100 150 200 250 m



Biotope der Biotopkartierung

ergänzte Biotope:

Gehölze

Birken, Zitterpappeln u.a.

Weiden

Erlen

Hybridpappeln

Weidengebüsch

sonstiges Gebüsch, Hecke

Offenland

Stillgewässer

Nassbrache/Quellsumpf

Calthion

Wollgras-Bereich

Sand-/Siikatmagerrasen

Weide, Brache, nährstoffreich

Intensivgrünland

- c) **Pflegemaßnahmen (Entfichtung und Entbuschung):** Einige Flächen wurden entfichtet resp. entbuscht und werden teilweise gepflegt oder beweidet. Auf einem Teil dieser Flächen können jetzt Biotope auskartiert werden. In den quelligen und nassen Bereichen handelt es sich um Quellsümpfe (BK11) oder Sumpfdotterblumenwiesen (BK10), in den trockeneren Abschnitten um Sand- und Silikatmagerrasen (BK07) resp. mageres Grünland.
- d) **Verbuschung und Gehölzaufwuchs:** Teilbereiche verbuschen und wachsen derzeit mit Gehölzen zu. Sie wären als Weidengebüsche oder Erlengehölze aus dem Offenland-Kataster auszugliedern und als Waldbiotop zu führen. Im Einflussbereich des Bibers wird allerdings die Dynamik durch hoch bleiben, da seine Aktivitäten der Verbuschung entgegenwirken. In den trockeneren oder peripheren Bereichen werden außerdem Entbuschungsmaßnahmen durchgeführt, so dass eine Ausgliederung von Bereichen mit Gehölzaufwuchs aus dem Offenland-Biotopkataster in den meisten Fällen nicht notwendig oder sinnvoll sein dürfte.

Zu einigen Stellen in der Übersichtskarte soll im Folgenden eine kurze Erläuterung gegeben werden.

1. Das bachbegleitende Weidengebüsch und Auengehölz ist in diesem Bereich aufgelichtet, sei es durch Pflegemaßnahmen oder Verbiss der Rinder. Es hat sich ein BK11 eingestellt.
2. Die früher verbuschte Fläche wurde freigeschnitten, Sie kann jetzt an das benachbarte Calthion angeschlossen werden.
3. Im unteren, nordwestlichen Abschnitt begleitet den Fooschtbach ein mehr oder weniger dichtes Auengehölz, das überwiegend aus Weidengebüsch (*Salix sp.*) besteht. Es ist gut mit einzelnen Bäumen und Baumgruppen durchsetzt ist, darunter vorwiegend Birken (*Betula sp.*) und Fichten (*Picea abies*) sowie auch Erlen (*Alnus glutinosa*) und einige andere Baumarten.
4. Der mittlere Abschnitt des Fooschtbaach, zwischen der alten Teichanlage und der Talenge mit Durchbruch nach Nordosten, ist überwiegend mit höheren Gehölzen bestanden. Durch die Biberaktivitäten werden die Gehölze derzeit gelichtet und das Gebiet zunehmend vernässt. Dies erschwert die Zugänglichkeit. Im Bereich der Engstelle stehen einige Silberweiden (*Salix alba*), denen absterbende Fichten (*Picea abies*) beigemischt sind. Über ein Weidengebüsch schließt nach Westen zur Intensiv-Weide hin eine Reihe Hybridpappeln (*Populus x canadensis*) an, ebenfalls mit beigemischter Fichte.

Im engeren Bereich der Ziffer 4 stockt auf einer leichten, mineralischen und noch nicht überfluteten Terrasse ein mehr oder weniger junges bis mittelaltes Birkengehölz mit Moor-Birke (*Betula pubescens*), zum Bahndamm auch mit Hänge-Birke (*B. pendula*). Wenige Stämme erreichen Durchmesser bis 40 cm, der Großteil erreicht lediglich 20 cm. Auch einzelne Fichten (*Picea abies*) vorwiegend in Bahndammnähe sowie Stiel-Eichen (*Quercus robur*), Zitterpappeln (*Populus tremula*) und Sal-Weiden (*Salix caprea*) sind in der Baumschicht vorhanden. Die Kraut- und Strauchschicht der Terrasse enthält überwiegend Nährstoffzeiger, Brombeere (*Rubus sp.*) und Weidenbüsche (*Salix sp.*) sind häufig, Pfaffenhütchen (*Euonymus europaeus*) zerstreut, Holunder (*Sambucus nigra*) Eberesche (*Sorbus aucuparia*) vereinzelt vorhanden. In Richtung zu den Teichen und nach Osten vernässt das Gehölz, den Birken mischen sich zunehmend Zitterpappeln bei. Ganz im Westen südlich der alten Teichanlage schließt ein Erlenbruch an.

5. Die Biberteiche dehnen sich derzeit noch aus. Gegenüber dem Luftbild aus 2013 drang beispielsweise der westliche Teich 2016 bereits in die Weide nach Norden ein. Auch die alte, stark verlandete Teichanlage beginnt sich wieder zu füllen. Die Lage und Verteilung der Wasserflächen, Offenlandbiotop und Gehölze aus der Biotopkartierung 2008 sollte in diesem Bereich etwas korrigiert werden.
6. Vorkommen von Schmalblättrigem Wollgras (*Eriophorum angustifolium*): Im zentralen, stark vernässten und offenen Bereich am Abfluss des Foeschtbaach kommt ein großer Bestand des Schmalblättrigen Wollgrases (*Eriophorum angustifolium* - EN) mit schätzungsweise 250 Individuen vor. Das Schmalblättrige Wollgras gilt als charakteristische Art der Übergangs- und Schwingrasenmoore. Dieser bemerkenswerte Bereich könnte daher durchaus als Übergang zum FFH-Lebensraumtyp 7140 (Übergangs- und Schwingrasenmoore) gewertet werden. Er nimmt Teile der Biotope 261 (Nummer gemäß Offenland-Biotopkataster, Quellsumpf / Niedermoor, BK11), 262 (Röhricht, BK06) und 263 (Großseggenried, BK04) ein.

Neben Wollgras sind in diesem Bereich weitere kennzeichnende Arten der Übergangsmoore häufig vorhanden. Dazu zählen Sumpf-Veilchen (*Viola palustris* - EN), Sumpf-Blutauge (*Comarum palustre* - U), Schnabel-Segge (*Carex rostrata*) und Spitzblütige Binse (*Juncus acutiflorus*). Auch Fieberklee (*Menyanthes trifoliata* - VU) und Sumpf-Weidenröschen (*Epilobium palustre* - VU) kommen vereinzelt bis zerstreut im weiteren Umkreis vor und sind für solche Standorte charakteristisch, auch wenn sie im engeren Wollgrasbereich nicht anzutreffen waren. Weiterhin wurde die Steife Segge (*Carex elata* - CR) in einer früheren Untersuchung in diesem Bereich festgestellt. Zwar konnte sie im Rahmen der vorliegenden Begehung nicht bestätigt werden (s.u.), der Standort ist jedoch auf jeden Fall für diese Art sehr geeignet.

Auch Bereiche außerhalb des dichten Wollgras-Vorkommens könnten bei Auftreten von Sumpf-Veilchen, Sumpf-Blutauge Schnabel-Segge, Fieber-Klee oder der von Spielmann 2016 in Biotop Nr. 263 angetroffenen Graugrünen Segge (*Carex canescens*) durchaus bereits als Übergang zu den Übergangsmooren gelten. Bei der diesjährigen Kontrolle der Biotopkartierung wurde im Gebiet allerdings kein Übergangsmoor ausgegliedert (Spielmann & Lenz 2016, pers. Mitt.). Auch die Bodenkarte 1:25.000 liefert keine Anhaltspunkte für anstehende Moorböden. Sie gibt für das Quellgebiet des Foeschtbaach im Wesentlichen stark vergleyte, leicht sandige Lehm Böden (Signatur Glx) an, daneben moderat vergleyte, leicht sandige Lehm Böden (GDb), lehmige Aueböden (L) und Quellböden (S). Nicht auszuschließen ist jedoch, dass in kleineren Teilbereichen noch Reste der schützenswerten, ursprünglichen Torfböden (Signatur V) oder anmoorige Böden mit stark zersetzten Torfen vorhanden sind. Eine detailliertere Kartierung möglicher Übergangsmoor-Bereiche ggf. mit Überprüfung der Bodenverhältnisse wäre daher im Gebiet wünschenswert. Als Beispiel ist ein Übergangsmoor-Bogen für den engeren Wollgras-Bereich (Aufn.-Nr. 6) im Anhang beigefügt.

7. In diesem Quellbereich befindet sich ein Gehölz aus hochgewachsenen, älteren Salweiden (*Salix caprea*).

8. Der trockenere Teil der Weide an der Zufahrt ist überwiegend nährstoffreich und mehr oder weniger locker mit einzelnen Bäumen, Baumgruppen oder Büschen bestanden. Hybrid-Pappeln (*Populus x canadensis*) resp. Sal-Weiden (*Salix caprea*) bilden zwei größere Baumgruppen. Vertreten sind daneben auch Eberesche (*Sorbus aucuparia*), Zitter-Pappel (*Populus tremula*), Hänge-Birke (*Betula pendula*), Stiel-Eiche (*Quercus robur*), Fichte (*Picea abies*), eine junge Roßkastanie (*Aesculus hippocastaneum*) oder als Strauchart Weissdorn (*Crataegus sp.*). Im eher unterbeweideten Grünland finden sich Obergräser, Brache- und Nährstoffzeiger, u.a. häufig Glatthafer (*Arrhenatherum elatius*), Knäuelgras (*Dactylis glomerata*), Gemeine Risppe (*Poa trivialis*), Rasen-Schmiele (*Deschampsia caespitosa*), Löwenzahn (*Taraxacum officinale*), zerstreut Breitblättriger Ampfer (*Rumex obtusifolius*), vereinzelt Kletten-Labkraut (*Galium aparine*), Wiesen-Kerbel (*Anthriscus sylvestris*) oder Acker-Kratzdistel (*Cirsium arvense*). Als Feuchtezeiger ist Sumpf-Kratzdistel (*Cirsium palustre*) häufig vorhanden.
9. Auf dieser Fläche wurde vor längerem bereits entfichtet. In den quelligen Bereichen hat sich ein BK11 entwickelt.
10. In trockeneren Abschnitten der entfichteten Fläche beginnt sich in einer Matrix aus Rotem Straussgras (*Agrostis capillaris*) meist um die verbliebenen Baumstümpfe ein Sand- und Silikatmagerrasen (BK 07) resp. ein mageres Grünland zu regenerieren. Kennzeichnende Arten sind u.a. Harzer Labkraut (*Galium saxatile*) und Blutwurz (*Potentilla erecta*), vereinzelt ist auch Berg-Platterbse (*Lathyrus linifolius*) beigemischt.
11. Bei dieser verbuschten Fläche handelt es sich um eine aufgelassene Plantage vor allem mit Trauben-Holunder (*Sambucus racemosus*), Eberesche (*Sorbus aucuparia*) und Himbeere (*Rubus idaeus*). Sal-Weiden (*Salix caprea*) und im Westen auch Grau-Weiden (*Salix cinerea*) sind beigemischt. Eine stark quellige Stelle befindet sich im Osten unweit der Straße, die als Quellpunkt im Biotopkataster verzeichnet ist. Auch sonst ist die Fläche stellenweise sickernass. Eine weitere Quellstelle des Foeschtbach dürfte sich östlich über der Straße innerhalb eines Ackers befinden, die zumindest zeitweise in die Holunder-Plantage entwässert. Die Ackernutzung im Quellbereich dürfte sicherlich für nicht unerhebliche Nährstoffeinträge ins Gebiet sorgen.

An Feucharten sind im Ostteil der ehemaligen Plantage in der Krautschicht nur Sumpf-Kratzdistel (*Cirsium palustre*), Flatter-Binse (*Juncus effusus*) und Sumpf-Hornklee (*Lotus uliginosus*) zu finden. Erst im Westen vor dem Übergang des Quellbachs in das anschließende BK 11 treten weitere Feucharten wie Sumpf-Labkraut (*Galium palustre*), Sumpf-Vergissmeinnicht (*Myosotis scorpioides*), Teich-Schachtelhalm (*Equisetum fluviatile*), Wald-Engelwurz (*Angelica sylvestris*) oder Kohl-Distel (*Cirsium oleraceum*) hinzu.
12. Westlich der Bahntrasse im Süden des BK11 Nr. 266 ließ sich im feuchten Jahr 2016 der Quellbereich um zwei Quellschenkel ergänzen. Im Biotop 266 fanden Entbuschungs- und andere Pflegemaßnahmen statt. Im Norden wäre dennoch ein größeres Weidengebüsch auf sehr nassem Untergrund auszugrenzen. Zu den Pflegemaßnahmen gehörte offensichtlich auch das Entfernen von Rohrkolben (*Typha latifolia*). Das Vorkommen dieser Art zeigt deutlich die hohen Nährstoffeinträge über das Oberflächen- und Grundwasser aus dem vorwiegend als Acker intensiv genutzten Wassereinzugsgebiet an. Die Anlage eines breiteren Pufferstreifens mit extensivem Dauergrünland um das Schutzgebiet wäre bei angrenzendem Acker oder Umbruch-Grünland eventuell sinnvoll und wünschenswert.

Gefährdete Pflanzenarten

Unter den CR-Arten konnte Roland Proess den Efeublättrigen Hahnenfuß (*Ranunculus hederaceus*) 2016 bestätigen. Die übrigen CR-Arten Sparrige Binse (*Juncus squarrosus*), Großer Klappertopf (*Rhinanthus angustifolius*), Apfel-Rose (*Rosa villosa*) und Steife Segge (*Carex elata*) wurden im Rahmen der diesjährigen Begehung nicht aufgefunden. Die Apfel-Rose wächst üblicherweise auf eher trockenen Standorten. Zu ihrem Vorkommen sind Koordinaten angegeben, die auf einen Standort am Bahndamm hinweisen. (Er wurde nicht aufgesucht, da in der vorliegenden Begehung eher die Feuchtarten im Vordergrund standen.)

Ebenfalls nicht nachgewiesen werden konnte die Steife Segge (*Carex elata*). Ihrem Habitus ähnliche Bulte kommen unter anderem im Bereich der oben erwähnten Übergänge zum Übergangsmoor, an den Biberteichen oder in den Biotopen 267 und 733 vor. Es dürfte sich jedoch bei ihnen in allen untersuchten Fällen um Bastarde mit der Wiesen-Segge (*Carex nigra*) handeln².

Bei den EN-Arten fanden sich bei der vorliegenden Begehung in 2016 Schmalblättriges Wollgras (*Eriophorum angustifolium*), Kleiner Baldrian (*Valeriana dioica*), Schild-Ehrenpreis (*Veronica scutellata*) und Sumpf-Veilchen (*Viola palustris*). Wollgras kam mit ca. 250 Exemplaren im Bereich 6 der Abb. 1 vor, Sumpf-Veilchen mit vermutlich mehr als 5.000 Exemplaren auf größerer Fläche in den quelligen, nassen Bereichen mehrerer Biotope. Nicht angetroffen wurden dagegen Sumpf-Wasserstern (*Callitriche palustris*), Geöhrted Habichtskraut (*Hieracium lactucella*), Gewöhnliche Natternzunge (*Ophioglossum vulgatum*), Knöterichblättriges Laichkraut (*Potamogeton polygonifolius*), Acker-Röte (*Sherardia arvensis*) und Geflecktes Knabenkraut (*Dactylorhiza maculata*). Vom Nickenden Zweizahn (*Bidens cernua* – VU) wurden zwei Individuen an den Biberteichen festgestellt.

² Bei den angetroffenen Bulten, die auch für *Carex elata* typisch sind, handelte es sich vermutlich um Bastarde mit der üblicherweise rasig wachsenden *C. nigra*. In allen Fällen befanden sich die Spaltöffnungen auf der Blattoberseite, was für *C. nigra* charakteristisch ist. Auch entsprach die Breite der Spreite mit 2-3 mm eher *C. nigra* als *C. elata*, deren Blätter normalerweise 4-5 mm breit sind.

Katasterparzellen und Eigentümer im geplanten Naturschutzgebiet
(Stand 16.12.2016)

Parzellennummer	Fläche (ha)	Flurname	Eigentümer	nur zum Teil innerhalb des geplanten Naturschutzgebietes
41 / 2535	1,65	Watermalerginst	Weinandy Nicolas	
64	0,25	Watermalerginst	Stempel Lilli (50%) und 5 weitere Eigentümer	x
65 / 2224	0,56	Watermalerginst	Stempel Lilli (50%) und 5 weitere Eigentümer	x
65 / 2225	0,56	Watermalerginst	Stempel Lilli (50%) und 5 weitere Eigentümer	x
67 / 800	1,10	Watermalerginst	Stempel Lilli (50%) und 5 weitere Eigentümer	x
95 / 1311	0,14	Auf Ahleborn	Staat	
95 / 1312	0,18	Auf Ahleborn	Staat	
95 / 2776	0,41	Auf Ahleborn	Staat	
107	0,26	Auf Ahleborn	Staat	
108	0,31	Auf Ahleborn	Stempel Lilli (50%) und 5 weitere Eigentümer	
109	0,53	In Helwen	Hëllef fir d'Natur	
110 / 1551	0,36	In Helwen	Hëllef fir d'Natur	
110 / 1552	0,36	In Helwen	Hëllef fir d'Natur	
120 / 2711	3,69	In Helwen	Hëllef fir d'Natur	
120 / 2712	1,03	In Helwen	Quacklebeen Georges, Vandamme la Vve et les héritiers	
120 / 2714	3,30	In Helwen	Staat	
120 / 2778	3,69	In Helwen	Staat	
120 / 2789	3,26	In Helwen	Staat	
121 / 2285	0,61	In Helwen	Hëllef fir d'Natur	
122 / 565	0,22	In Helwen	Hëllef fir d'Natur	
123 / 568	0,23	In Helwen	Hëllef fir d'Natur	
130 / 2845	1,90	In Helwen	Hëllef fir d'Natur	
131 / 71	0,19	In Helwen	Hëllef fir d'Natur	
131 / 2846	0,27	In Helwen	Hëllef fir d'Natur	
132 / 2877	0,54	In Helwen	Schanck Cédric	
141 / 330	0,30	In Helwen	Hëllef fir d'Natur	
142 / 2	0,16	In Helwen	Dedriche Lucien	
142 / 331	0,18	In Helwen	Hëllef fir d'Natur	
145 / 2779	1,03	In Helwen	Kails Brigitte	
147	0,49	In Helwen	Kails Brigitte	x
149 / 332	0,55	Im Fooscht	Weinandy Nicolas	
150 / 2536	0,38	Im Fooscht	Staat	
151 / 582	0,13	Im Fooscht	Koenig Anna (50%) und 17 andere Eigentümer !	
170 / 1422	0,51	Im Fooscht	Staat	
175 / 1423	0,38	Im Fooscht	Staat	
176	0,04	Im Fooscht	Staat	
177	0,73	Im Fooscht	Staat	
179	0,25	Im Fooscht	Staat	
184	0,19	Im Fooscht	Staat	
185	0,09	Im Fooscht	Staat	
186 / 2763	0,52	Im Fooscht	Staat	
187 / 1424	0,18	Im Fooscht	Staat	
189 / 607	0,01	Im Fooscht	Staat	
191 / 2764	0,60	Auf Bechel	Hëllef fir d'Natur	
224 / 1067	0,12	Auf Fooscht	Quaring Michel	
225 / 1425	0,31	Auf Fooscht	Staat	
226 / 2613	0,24	Auf Fooscht	Staat	
258 / 1716	2,05	in Kerven	Gemeinde Troisvierges	
260 / 8	0,28	in Kerven	Lutgen Gabrielle (1/3), Lutgen René (1/3), Stempel Madeleine (1/3)	
264 / 1717	0,27	in Kerven	Lutgen Gabrielle (1/3), Lutgen René (1/3), Stempel Madeleine (1/3)	
264 / 1735	0,60	beim Gellicher Weg	Syndicats des chemins ruraux	x
387 / 2304	0,09	hinter Krauch	Hëllef fir d'Natur	
391	0,14	hinter Krauch	Mertens Eugene (Morn, les héritiers)	
398 / 886	0,58	hinter Krauch	Mertens Eugene (Morn, les héritiers)	x
399	0,36	hinter Krauch	Mertens Eugene (Morn, les héritiers)	

Im geplanten Naturschutzgebiet nachgewiesene Blütenpflanzenarten
(nach Steinbach 1995, Brachtenbach et al. 2005, Spithoven 2012, Alonso und Moes 2012,
Offenland-Biotopkataster, Datenbank Recorder und eigenen Untersuchungen 2016)

Acer campestre	Carex panicea	Festuca ovina
Achillea millefolium	Carex pilulifera	Festuca pratensis
Achillea ptarmica	Carex rostrata	Festuca rubra
Aegopodium podagraria	Carex vesicaria	Filipendula ulmaria
Agrostis canina	Centaurea jacea	Galeopsis angustifolia
Agrostis capillaris	Cerastium arvense	Galeopsis bifida
Agrostis stolonifera	Cerastium fontanum	Galeopsis tetrahit
Agrostis tenuis	Cerastium glomeratum	Galium aparine
Ajuga reptans	Chaenorhinum minus	Galium mollugo
Alchemilla vulgaris	Chelidonium majus	Galium palustre
Alnus glutinosa	Chenopodium album	Galium saxatile
Alopecurus geniculatus	Chrysanthemum segetum	Galium uliginosum
Alopecurus pratensis	Cirsium arvense	Geranium dissectum
Anemone nemorosa	Cirsium palustre	Geranium molle
Angelica sylvestris	Cirsium vulgare	Geranium robertianum
Anthemis arvensis	Clematis vitalba	Geranium rotundifolium
Anthoxanthum odoratum	Comarum palustre	Glechoma hederacea
Anthriscus sylvestris	Crataegus monogyna	Glyceria fluitans
Arabidopsis thaliana	Crepis capillaris	Glyceria notata
Arabis glabra	Crepis paludosa	Gnaphalium uliginosum
Arctium lappa	Cynosurus cristatus	Heracleum sphondylium
Arenaria serpyllifolia	Cytisus scoparius	Hieracium lactucella
Arrhenatherum elatius	Dactylis glomerata	Hieracium murorum
Artemisia vulgaris	Dactylorhiza maculata	Hieracium pilosella
Athyrium filix-femina	Dactylorhiza majalis	Hieracium umbellatum
Avenella flexuosa	Deschampsia cespitosa	Holcus lanatus
Bellis perennis	Digitalis purpurea	Holcus mollis
Betula pendula	Dryopteris carthusiana	Hypericum humifusum
Betula pubescens	Dryopteris dilatata	Hypericum maculatum
Bidens tripartita	Dryopteris filix-mas	Hypericum perforatum
Brassica oleracea	Echium vulgare	Hypericum pulchrum
Bromus hordeaceus	Elymus caninus	Hypochoeris radicata
Callitriche palustris	Elymus repens	Impatiens noli-tangere
Calluna vulgaris	Elymus repens	Juncus acutiflorus
Caltha palustris	Epilobium angustifolium	Juncus articulatus
Campanula rotundifolia	Epilobium ciliatum	Juncus bufonius
Capsella bursa-pastoris	Epilobium hirsutum	Juncus bulbosus
Cardamine pratensis	Epilobium montanum	Juncus conglomeratus
Carex canescens	Epilobium palustre	Juncus effusus
Carex demissa	Epilobium tetragonum	Juncus squarrosus
Carex echinata	Equisetum arvense	Knautia arvensis
Carex elata	Equisetum fluviatile	Lamium album
Carex nigra	Eriophorum angustifolium	Lamium amplexicaule
Carex ovalis	Fagus sylvatica	Lamium purpureum
Carex pallescens	Fallopia convolvulus	Lapsana communis

Im geplanten Naturschutzgebiet nachgewiesene Blütenpflanzenarten
(nach Steinbach 1995, Brachtenbach et al. 2005, Spithoven 2012, Alonso und Moes 2012,
Offenland-Biotopkataster, Datenbank Recorder und eigenen Untersuchungen 2016)

Larix decidua	Poa pratensis	Sonchus arvensis
Lathyrus linifolius	Poa trivialis	Sonchus oleraceus
Lathyrus pratensis	Polemonium caeruleum	Sorbus aucuparia
Lemna minor	Polygonum aviculare	Sparganium erectum
Leontodon autumnalis	Populus tremula	Spergula arvensis
Leucanthemum vulgare	Potamogeton polygonifolius	Stachys palustris
Linaria vulgaris	Potentilla anserina	Stellaria alsine
Listera ovata	Potentilla erecta	Stellaria graminea
Lolium multiflorum	Potentilla reptans	Stellaria media
Lolium perenne	Quercus petraea	Succisa pratensis
Lotus corniculatus	Quercus robur	Tanacetum vulgare
Lotus pedunculatus	Ranunculus acris	Taraxacum officinale
Luzula campestris	Ranunculus flammula	Teucrium scorodonia
Luzula multiflora	Ranunculus hederaceus	Thymus pulegioides
Lychnis flos-cuculi	Ranunculus repens	Torilis japonica
Lycopus europaeus	Rhinanthus angustifolius	Trifolium dubium
Lythrum portula	Ribes uva-crispa	Trifolium hybridum
Malva moschata	Rosa canina	Trifolium medium
Matricaria maritima	Rosa tomentosa	Trifolium pratense
Matricaria recutita	Rosa villosa	Trifolium repens
Medicago lupulina	Rubus fruticosus	Trisetum flavescens
Mentha arvensis	Rubus idaeus	Tussilago farfara
Menyanthes trifoliata	Rumex acetosa	Typha latifolia
Molinia caerulea	Rumex acetosella	Urtica dioica
Montia fontana	Rumex crispus	Vaccinium myrtillus
Mycelis muralis	Rumex obtusifolius	Valeriana dioica
Myosotis scorpioides	Sagina procumbens	Valeriana repens
Ophioglossum vulgatum	Salix alba	Verbascum nigrum
Papaver dubium	Salix aurita	Veronica agrestis
Persicaria bistorta	Salix caprea	Veronica arvensis
Persicaria hydropiper	Salix cinerea	Veronica beccabunga
Persicaria lapathifolia	Salix purpurea	Veronica chamaedrys
Phalaris arundinacea	Salix viminalis	Veronica officinalis
Phleum pratense	Sambucus nigra	Veronica persica
Picea abies	Sambucus racemosa	Veronica scutellata
Picris hieracioides	Scrophularia nodosa	Veronica serpyllifolia
Pimpinella saxifraga	Senecio jacobaea	Vicia cracca
Plantago lanceolata	Senecio ovatus	Vicia hirsuta
Plantago major	Senecio sylvaticus	Vicia sativa
Plantago media	Senecio viscosus	Vicia sepium
Poa annua	Sherardia arvensis	Vicia tetrasperma
Poa compressa	Silene latifolia	Viola arvensis
Poa nemoralis	Solanum dulcamara	Viola palustris
Poa palustris	Solidago gigantea	Viola tricolor



Chambre d'Agriculture

Chambre Professionnelle
des Agriculteurs, Viticulteurs
et Horticulteurs Luxembourgeois

à Madame la Ministre de
l'Environnement

N/Réf: BG/PR/12-02

Strassen, le 5 décembre 2017

Avis

sur l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone humide « *Hautbellain-Fooschtbaach* » sise sur le territoire de la commune de Troisvierges.

Madame la Ministre,

Par lettre du 3 juillet 2017, vous avez bien voulu saisir la Chambre d'Agriculture pour avis sur l'avant-projet de règlement grand-ducal sous rubrique. Celui-ci a été analysé en assemblée plénière. Depuis, des discussions avec les exploitants agricoles concernés ont été entreprises.

Conformément à l'article 44 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, les auteurs du projet sous avis prévoient la désignation sous forme de réserve naturelle de la zone humide « *Hautbellain-Fooschtbaach* », comprenant une surface totale de 33,51 ha.

La zone est principalement composée de marécage, marais, forêts et prairies humides. La Chambre d'Agriculture note cependant que près de 5,5 hectares de parcelles agricoles exploitées conventionnellement sont incluses dans la réserve naturelle. Il s'agit des parcelles FLIK suivantes :

1. P08118800 (prairie permanente d'une surface totale de 3,5 ha, dont une bande de près de 1 hectare est incluse dans les limites de la zone) ;
2. P0811872 (prairie permanente d'une surface totale de 3 ha, dont une bande de près de 50 ares est incluse dans les limites de la zone) ;
3. P0185782 (terre arable d'une surface totale de 1,25 ha, complètement incluse dans les limites de la zone) ;
4. P0902106 (prairie permanente d'une surface totale de 1,65 ha, complètement incluse dans les limites de la zone) ; et

5. P0811861 (prairie permanente d'une surface totale de 1,62 ha, complètement incluse dans les limites de la zone).

La Chambre d'Agriculture note la présence de biotopes dont la sauvegarde doit être garantie autour de toutes les parcelles agricoles prémentionnées. Une méthode opportune pour permettre la préservation de biotopes longeant des parcelles agricoles exploitées de façon conventionnelle est la mise en place de bandes enherbées le long des zones sensibles. Ceci est entre-autres conseillé par les experts ayant rédigé le dossier de classement de la réserve naturelle « *Hautbellain-Fooschtbaach* ». Les limites de la zone telles que dessinées au niveau des parcelles agricoles P08118800 et P0811872 vont dans ce sens. Elles longent en effet le cours d'eau à une certaine distance (entre 10 et 20 mètres).

Cependant, au niveau de la partie nord de la réserve naturelle, les auteurs ont décidé d'inclure totalement les trois parcelles restantes (3. à 5 ci-dessus) dans les limites de la réserve naturelle. Une exploitation conventionnelle de ces parcelles ne sera plus possible étant donné que le texte de l'avant-projet sous avis prévoit une interdiction totale de chaulage, de l'emploi de pesticides et de fertilisants¹. Le texte ne prévoit aucune indemnisation des exploitants concernés pour la perte engendrée par ces interdictions.

La Chambre d'Agriculture se demande pourquoi les auteurs ont inclus totalement les trois parcelles agricoles prémentionnées dans les limites de la réserve naturelle, alors même que dans la partie sud, ils n'ont inclus qu'une bande de 10 à 20 mètres le long du biotope à conserver. Selon elle, il y a lieu de limiter l'inclusion de parcelles agricoles 3. à 5. dans la réserve naturelle en question – et ainsi la perte des exploitants en question. Une bande d'une largeur de 10 à 20 mètres le long des biotopes longeant ces parcelles serait plus facilement acceptable pour les exploitants concernés, qui pourront, le cas échéant, mettre en place une bande enherbée sur leurs parcelles afin de protéger les biotopes adjacents.

* * *

La Chambre d'Agriculture ne peut approuver l'avant-projet de règlement grand-ducal sous avis que sous condition de la prise en compte intégrale de ses remarques formulées dans le présent avis.

Veillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre plus haute considération.

Pol Gantenbein
Secrétaire général

¹ Art. 3, point 16.



L-9905 Troisvierges
(Grand-Duché de Luxembourg)

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS
du conseil communal de TROISVIERGES**

Séance publique du 5 avril 2018

Point de l'ordre du jour : 5
**Objet : avis sur le projet de règlement
grand-ducal déclarant zone protégée
d'intérêt national sous forme de
réserve naturelle la zone humide
« Hautbellain-Fooschtbaach »**

Date de l'annonce publique : 30.03.2018

Date de la convocation : 30.03.2018

Présents : Mertens, bourgmestre
Breuskin, Henckes, échevins
Aubart, Dormans, Plümer, Schroeder, Hahn, Jacobs,
conseillers
Absents: excusés: Glod, Meyers, conseillers

Le Conseil Communal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu les articles 40 à 45 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu le projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Hautbellain – Fooschtbaach » sise sur le territoire de la commune de Troisvierges ;

Considérant que cette zone couvre une surface totale de 33,51 ha ;

Considérant qu'une surface agricole de près de 5,5 ha est exploitée conventionnellement par plusieurs agriculteurs ;

Considérant que conformément à l'article 42 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, le présent projet de règlement grand-ducal a été déposé à la maison communale du 2 mars 2018 au 2 avril 2018 inclus où le public pouvait en prendre connaissance. Ce dépôt a été rendu public par voie d'affiches apposées dans la commune de la manière usuelle ;

Considérant que suite au dépôt du projet du règlement grand-ducal, les réclamants suivants ont présenté leurs objections :

- WEINANDY Nico, 13, Gälllicherweeg, L-9943 Hautbellain
- THEIS Luc, maison 22, L-9956 Hachiville
- LUTGEN René et LUTGEN Gaby, 20, rue de Binsfeld, L-9912 Troisvierges
- MENSEN Michel, 9, Duarrefstrooss, L-9943 Hautbellain
- Consorts LIPPERTS, 9, Lommerscherweeg, L-9943 Hautbellain

Considérant que tous les réclamants sont propriétaires ou locataires de différents terrains agricoles englobés dans la zone décrite au projet de règlement grand-ducal susmentionné ;

Considérant que les principaux arguments des réclamants sont les suivants :

- *Dévaluation des terrains due au classement des parcelles en zone protégée ;*
- *Interdiction de sursemis, de fertilisants et de chaulage dans une partie des zones protégées ;*
- *Mise en jeu de la survie des fermes concernées ;*
- *Une perte financière importante due à la réduction du nombre d'unités de gros bétail sur les parcelles concernées ;*
- *Interdiction de circulation sur partie des parcelles concernées et ceci pendant la période du 15.04 au 15.06*

Considérant que le collège échevinal accepte ces réclamations et les juge tout à fait justifiées ;

Considérant que le projet de règlement grand-ducal ne comporte pas d'indications concrètes en ce qui concerne le paiement d'une indemnisation compensatoire aux propriétaires et exploitants ;

Vu l'avis datant du 5 décembre 2017 émis par la Chambre d'Agriculture relatif au projet de règlement grand-ducal en question ;

Après discussions ;

DECIDE A L'UNANIMITE DES VOIX

d'aviser favorablement le présent projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Hautbellain – Fooschtbaach » sise sur le territoire de la commune de Troisvierges **sous condition** de tenir compte des réclamations énumérées ci-dessus.

Ainsi décidé en séance publique à Troisvierges, date qu'en tête.
Suivent les signatures
Pour expédition conforme.

le bourgmestre,



M. René Lutgen
Mme Gabrielle Spaus-Lutgen
20, rue de Binsfeld
L-9912 Troisvierges

Troisvierges, le 20 mars 2018.

Au Collège échevinal de Troisvierges
b.p. 9
L-9901 Troisvierges

Mesdames, Messieurs,

Madame la Ministre de l'Environnement vient de déposer à la commune de Troisvierges un projet de règlement grand-ducal visant à déclarer une zone humide au lieu dit « Hautbellain-Fooschtbach » en tant que zone protégée d'intérêt national.

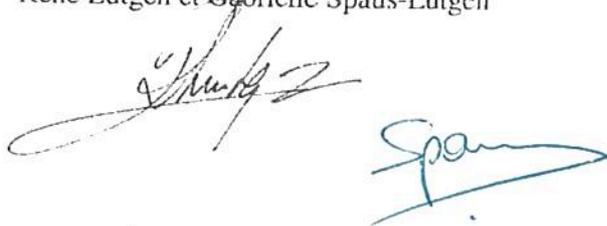
En tant que copropriétaires de fonds inscrits au cadastre sous les numéros 260/8 et 264/1717 situés au bord de cette future zone humide, nous nous permettons de vous présenter les objections suivantes contre le projet de classement de nos propriétés :

Bien qu'il ne s'agisse que d'environ 55 ares, nous nous trouvons restreints dans nos possibilités de travailler nos propriétés de forêts résineuses, qui suite à ce classement vont perdre en valeur économique. En outre, nous craignons que des restrictions futures compliquent ce travail.

Veuillez agréer, Messieurs les échevins, l'expression de nos sentiments distingués.

Les propriétaires,

René Lutgen et Gabrielle Spaus-Lutgen



Oberbesslingen, den 19. März 2018

Mensen Michel
Duarrefstrooss 9
L-9943 Hautbellain

Administration communale
B.P. 9
L-9901 Troisvierges

Betreff : Projekt Naturschutzzone Hautbellain-Fooschtbach

Sehr geehrter Herr Bürgermeister,

Durch Einsicht in das betreffende Projekt habe ich festgestellt, dass ungefähr 5,5 ha landwirtschaftlich genutzte Flächen in die Schutzzone integriert wurden. Durch das Verbot von Kalkung, Pflanzenschutzmittelausbringung, Düngung sowie Übersaat, sind diese Flächen nicht mehr wie in bisherigem Umfang konventionell zu bewirtschaften. Dies bedeutet einen Flächenverlust für die betroffenen Landwirte, sowie eine empfindliche Wertminderung für die Besitzer dieser Flächen.

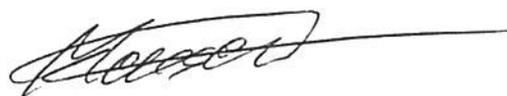
Diese Flächen sollten deshalb aus der Schutzzone rausgenommen werden, insbesondere, da laut Artikel 2.2. des Ausweisungsdossiers von Ecotop „insgesamt keine nennenswerten negativen Auswirkungen durch Nährstoff- oder Pestizideintrag zu beobachten sind“. Der provokative Zusatz „(noch)“ ist spekulativ und überflüssig.

Ausserdem sind die Konsequenzen dieses Dossiers nicht ausreichend berücksichtigt worden, sei es durch spätere Pufferstreifen rund um die jetzige Zone oder durch Preisdruck bei Flächenkäufen, da der Staat, die Gemeinde oder die Stiftung „Hëllef fir d’Natur“ als Käufer auftritt zum Erwerb der integrierten Flächen oder anderer Flächen zur Kompensierung oder zum Tausch mit betroffenen Flächen. Beides würde zu Lasten der Landwirte gehen.

Ich möchte Sie deshalb darum bitten, die Konsequenzen für die Landwirte zu minimieren und die landwirtschaftlichen Flächen aus der Schutzzone rauszunehmen, eine schriftliche Garantie zu geben, dass sämtliche umliegenden Flächen keinen Beeinträchtigungen unterliegen werden.

Hochachtungsvoll

Mensen Michel, Oberbesslingen



WEINANDY Nico
13 Gailicherweg
L-9943 HAUTBELLAIN

COMMUNE DE TROISVIERGES
Gemeinderat
9-11 GRAND-RUE
L-9905 TROISVIERGES

Hautbellain, den 17. März 2018

Betreff:

Ausweisungsdossier zum geplanten Naturschutzgebiet Hautbellain-Fooschtbaach

Sehr geehrter Herr Bürgermeister, sehr geehrte Mitglieder des Gemeinderates,

Als Eigentümer der Flächen 1b und des westlichen Teils von 1,65 Ha der Fläche 10 kann ich den geplanten Maßnahmen zur Erstellung eines Naturschutzgebietes in Hautbellain-Fooschtbach nicht zustimmen.

Die Fichten auf Fläche 1b dienen als Windschutz für das Vieh. Das Holz und damit auch das Land haben einen Wert, der durch die Abholzung und die erforderte natürliche Sukzession vermindert werden.

Die Extensivierung der Weide mindert ebenfalls den Wert meines Besitzes, da bei einem Verkauf oder Pacht die Attraktivität der Fläche für den Nutzer abnimmt, da weniger Vieh pro Hektar erlaubt ist (wichtig zur Einhaltung der Großvieheinheiten pro Hektar) und weniger Gülle ausgebracht werden kann (Nachteil für die Einhaltung der vorgeschriebenen Dungeinheiten pro Hektar).

Diese geplanten Bestimmungen sehe ich deshalb als ein Angriff auf meine Rechte als Grundbesitzer, da sie eine Wertminderung meines Besitzes mit sich führen, also Eingriff auf die Grundrechte eines jeden Luxemburger Bürgers laut Grundgesetz.

Da es sich bei der Fläche um Dauergrünland handelt, ist ein Umbruch der Fläche sehr unwahrscheinlich. Eine eventuelle Nachsaat, Düngung und Pflege der Fläche ist jedoch jährlich notwendig, um die Qualität des Grases zu erhalten und gefährliches Unkraut wie z.B. Jakobskreuzkraut zu vermeiden. Der Einsatz von Pestiziden wird auf Dauergrünland sowieso nur nach Bedarf und lokal angewandt. Ein totales Verbot von Pestiziden wäre aber kontraproduktiv, da die Qualität der Fläche dadurch nicht erhalten werden und Unkraut und Ungräser (z.B. Brennnessel, Ampfer) bekämpft werden können.

Ich habe bereits in den letzten Jahren gutwillig einige Meter der Weide ausgezäunt, da durch den Biebert der Wasserpegel ständig steigt und ein Teil der landwirtschaftlich genutzten Fläche unter Wasser steht. Dieses Land ist für mich schon seit einigen Jahren unnutzbar. Ich möchte deshalb betonen, dass ich keineswegs kategorisch gegen den Erhalt des Biebers bin, sondern dass ein friedliches Nebeneinander ohne unnötige Einschränkungen möglich wäre.

In Anbetracht meiner Bedenken und Einwände, wäre ich Ihnen dankbar, wenn sie die geplanten Maßnahmen zum Naturschutzgebiet Hautbellain-Fooschtbaach noch einmal überdenken würden und meinen Argumenten Rechnung tragen würden.

Ich verbleibe mit freundlichen Grüßen,

WEINANDY Nico



THEIS Luc
Maison 22
L-9956 HACHIVILLE

COMMUNE DE TROISVIERGES
9-11 GRAND-RUE
L-9905 TROISVIERGES

Hachiville, den 17. März 2018

Betreff:

Ausweisungsdossier zum geplanten Naturschutzgebiet Hautbellain-Fooschtbaach

Sehr geehrter Herr Bürgermeister, sehr geehrte Mitglieder des Gemeinderates,

als Pächter und Nutzer der Fläche des westlichen Teils von 1,65 Ha der Fläche 10 kann ich den geplanten Maßnahmen zur Erstellung eines Naturschutzgebietes in Hautbellain-Fooschtbaach nicht zustimmen.

Ein totaler Verzicht auf die organische Düngung bedeutet für mich als Junglandwirt einen erheblichen Schaden, da daraus ein Problem mit den vorgeschriebenen Dungeinheiten pro Hektar entsteht. Die Planung unseres Milchviehstalles und die Berechnung der Betriebsübernahme beruhten auf den vollen Dungeinheiten. Durch die Reduzierung der Dungeinheiten auf den von ihnen visierten Flächen entsteht mir als Junglandwirt ein erheblicher, wirtschaftlicher Schaden.

Auch die Reduzierung der Großvieheinheiten auf 2-3 pro Hektar bei Beweidung ist ein Rückschlag, da weniger Vieh auf meiner Fläche gehalten werden kann. Bisher haben wir sowieso im Frühjahr den Viehbesatz immer etwas grösser gehalten und im Herbst die Anzahl Vieh reduziert, da weniger Gras auf dem Dauergrünland wächst und die Parzelle schonend zu nutzen. Es wurde daher immer im Sinne einer gepflegten Landwirtschaft gearbeitet. Der finanzielle Schaden für meinen Betrieb durch dieses totale Verbot der organischen Düngung und die Reduzierung der Großvieheinheiten wäre durch die Kürzung von Prämien wegen Nicht-Einhaltung von Bestimmungen und Auflagen erheblich.

Da es sich bei der Fläche um Dauergrünland handelt, ist ein Umbruch der Fläche sehr unwahrscheinlich. Eine eventuelle Nachsaat, mineralische Düngung und Pflege der Fläche ist jedoch jährlich notwendig, um die Qualität des Grases zu erhalten und gefährliches Unkraut wie z.B. Jakobskreuzkraut zu vermeiden. Des Weiteren kann ich einem totalen Verbot einer Kalkung nicht zustimmen, da es sich um eine Erhaltungsdüngung handelt, welche die Qualität des Aufwuchses erhalten soll.

Auch das Verbot des Befahrens der Parzelle vom 15. April bis zum 15. Juni ist hinderlich, da unser Dauergrünland im Frühjahr mit dem Striegel überfahren und gepflegt wird, um altes

Gras und Unkraut schonend herauszunehmen. Die Grasnarbe wird somit mechanisch gelüftet. Je nach Wetter kann diese Pflege aber auch erst nach dem 15. April stattfinden.

Der Einsatz von Pestiziden wird auf Dauergrünland sowieso nur nach Bedarf und lokal angewandt. Ein totales Verbot von Pestiziden wäre aber kontraproduktiv, da die Qualität der Fläche dadurch nicht erhalten werden, und Unkraut und Ungräser (z.B. Brennnessel, Diestel, Ampfer) bekämpft werden können.

Ich habe bereits in den letzten Jahren gutwillig einige Meter der Weide ausgezäunt, da durch den Biebert der Wasserpegel ständig steigt und ein Teil der landwirtschaftlich genutzten Fläche unter Wasser steht. Dieses Land ist für mich schon seit einigen Jahren unnutzbar. Ich möchte deshalb betonen, dass ich keineswegs kategorisch gegen den Erhalt des Biebers bin, sondern ein friedliches Nebeneinander ohne unnötige Einschränkungen anstrebe.

Die landwirtschaftlich genutzte Fläche wurde immer gewissenhaft nach guter fachlicher Praxis und Gewissen bewirtschaftet. Sogar bei einer Umstellung auf biologischen Anbau wären die von Ihnen geforderten Maßnahmen und Verbote viel strikter als die Richtlinien in der Bio-Landwirtschaft. Die geforderten Maßnahmen entsprechen deshalb absolut nicht den fachlichen, landwirtschaftlichen Gepflogenheiten und sind daher eher kontraproduktiv. Wenn die geforderten Maßnahmen umgesetzt werden, sehe ich mich daher als Opfer meiner eigenen Arbeit. Wenn die Flächen nicht jahrelang ordnungsgemäß genutzt worden wären, hätte der Biebert sich wohl nicht dieses Gebiet als Heimat ausgewählt.

In Anbetracht meiner Bedenken und Einwände, wäre ich Ihnen dankbar, wenn sie die geplanten Maßnahmen zum Naturschutzgebiet Hautbellain-Fooschtbaach noch einmal überdenken und meinen Argumenten Rechnung tragen würden.

Ich verbleibe mit freundlichen Grüßen,



THEIS Luc

Consorts LIPPERTS
p. a. Sylvain LIPPERTS
9, Lommerscherweg
L-9943 Hautbellain

Hautbellain, le 26 mars 2018

RECOMMANDÉE

Au collège échevinal de la
Commune de Troisvierges
B.P.9
L-9901 Troisvierges

Concerne : projet réserve naturelle « Hautbellain-Fooschtbaach »

Monsieur le bourgmestre, Messieurs les échevins,

Après avoir pris connaissance du projet règlement grand-ducal déposé à la commune, visant à déclarer zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide au lieu-dit « Hautbellain-Fooschtbaach », nous nous permettons de vous soumettre nos doléances comme suit :

Nous sommes copropriétaires des fonds inscrits au cadastre sous les numéros 64, 65/2224, 65/2225, 67/800 et 108, section A de Hautbellain.

Bien que les parcelles ne soient touchées qu'en partie par le classement projeté (~70 ares), il est certain que, suite à ce classement, nos fonds seront fortement grevés de restrictions réglementaires et vont perdre en valeur économique.

Nos parcelles sont de bonne qualité arable et ont été labourées régulièrement selon les méthodes de l'agriculture traditionnelle pour porter un bon rendement. En plus, nos propriétés sont les seules à être inventoriées comme labour, alors que les autres parcelles touchées par cette procédure de classement sont renseignées comme prairies ou autres, ayant une valeur écologique indiscutable supérieure aux nôtres.

Afin de ne pas mettre en jeu la survie de notre ferme, exploitée par notre frère Sylvain LIPPERTS et déjà rudement mise à l'épreuve par les nombreuses contraintes écologiques déjà en place, nous ne pouvons accepter que nos terres soient cultivées selon la méthode extensive telle que préconisée pour les surfaces reprises sous 8 du projet de règlement.

Voilà pourquoi les soussignés demandent à ce que leur propriété soit exclue de la future réserve naturelle.

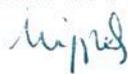
Dans l'espoir que vous soutiendrez notre cause, veuillez agréer, Monsieur le bourgmestre, Messieurs les échevins, l'expression de nos sentiments très distingués.

Sylvain LIPPERTS



..... LIPPERTS

Barbara LIPPERTS



..... LIPPERTS

Mariette LIPPERTS



ADMINISTRATION COMMUNALE



L-9905 Troisvierges
(Grand-Duché de Luxembourg)

Troisvierges, le 3 avril 2018

Ministère du Développement durable
et des Infrastructures
Département de l'environnement
Entrée à

11-05-2018

Ministère de l'Intérieur

Entrée: - 7 MAI 2018

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Le soussigné bourgmestre de la commune de Troisvierges certifie par la présente que le projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Hautbellain – Foeschtbaach » sise sur le territoire de la commune de Troisvierges, a été publiée dans toutes les sections de la commune du 2 mars 2018 au 2 avril 2018 inclus.

le bourgmestre





L-9905 Troisvierges
(Grand-Duché de Luxembourg)

AVIS AU PUBLIC

Il est porté à la connaissance du public que le projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « **Hautbellain-Fooschtbaach** » sise sur le territoire de la commune de Troisvierges, est déposé au secrétariat de la commune de Troisvierges pendant trente jours, soit du 2 mars au 2 avril 2018 inclus.

Le texte du règlement est à la disposition du public, à la maison communale, où il peut en être pris copie sans déplacement, le cas échéant contre remboursement.

Pendant la période du 2 mars au 2 avril 2018, les objections contre le projet de classement doivent être adressées au collège des bourgmestre et échevins qui en donne connaissance au conseil communal pour avis.

Le bourgmestre,
signé Edy Mertens





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Administration de la nature et des forêts

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2018

Madame Carole DIESCHBOURG
Ministre de l'Environnement

Concerne : observations et recommandations relatives à l'enquête publique de la zone protégée d'intérêt national « Hautbellain-Fooschtbaach »

Madame la Ministre,

Veillez trouver ci-dessous les observations et recommandations concernant l'avis du conseil communal de la commune de Troisvierges, ainsi qu'aux réclamations adressées au conseil communal, issus dans le contexte de l'enquête publique pour la déclaration de la zone « Hautbellain-Fooschtbaach » en tant que zone protégée d'intérêt national (ZPIN) sous forme de réserve naturelle.

1) Observations de la commune de Troisvierges

Le Conseil communal de la commune de Troisvierges reprend les arguments des différents réclamants et juge leurs réclamations comme justifiées. Il avise favorablement le projet de la future zone protégée Hautbellain-Fooschtbaach sous condition de tenir compte des arguments des réclamants suivants :

- Dévaluation des terrains due au classement des parcelles en zone protégée ;
- Interdiction de sursemis, de fertilisants et de chaulage dans une partie des zones protégées ;
- Mise en jeu de la survie des fermes concernées,
- Une perte financière importante due à la réduction du nombre d'unités de gros bétail sur les parcelles concernées ;
- Interdiction de circulation sur partie des parcelles concernées et ceci pendant la période du 15.04 au 15.06.

Les observations et recommandations concernant les arguments précités figurent ci-dessous.

2) Courrier de Monsieur René Lutgen et Madame Gabrielle Spaus-Lutgen du 20.03.2018

Monsieur et Madame Spaus-Lutgen sont copropriétaires des parcelles cadastrales 260/8 et 264/1717, section A de Hautbellain de la commune de Troisvierges, situées au bord de la future zone protégée. Ils estiment qu'avec cette nouvelle zone protégée ils se retrouveront restreints dans leur possibilité de travailler dans leurs forêts résineuses qui en plus perdront en valeur économique.

Or l'avant-projet du règlement grand-ducal de la zone protégée « Hautbellain-Fooschtbaach » n'interdit ni l'exploitation forestière, ni la gestion de leurs forêts. De même, les résineux ne perdront pas en valeur économique après le classement de la future réserve naturelle, leur prix est une question de demande et d'offre du marché de bois.

Effectivement, l'avant-projet du règlement prévoit d'interdire la nouvelle plantation de résineux, car ces essences non autochtones contribuent à l'acidification du sol et des eaux. La couverture végétale par des résineux induit la formation d'un humus acide qui va renforcer les phénomènes d'acidification, notamment sur les sols sensibles. Certaines roches mères sont très sensibles au phénomène d'acidification. Les roches mères faiblement carbonatées (siliceuses, dans le cas présent) conduisent plus particulièrement au lessivage rapide des cations basiques et à leur remplacement par les ions H⁺ déposés et par certains métaux mobilisés par dissolution de la roche mère. Donc, plus le substrat est pauvre en cations basiques, moins il est capable de tamponner les adjonctions acidifiantes. La physico-chimie des eaux acidifiées se caractérise classiquement par une diminution du pH (liée à l'enrichissement en ions H⁺) et une chute de la capacité à neutraliser les acides consécutifs au lessivage des cations basiques. L'acidification des sols d'un bassin versant conduit progressivement à celle des eaux de surface qui le drainent. Sur le plan écologique, la présence de résineux provoque des modifications physiques et physico-chimiques du cours d'eau qui impactent les communautés végétales et animales inféodées au ruisseau et à ses berges.

Les parcelles cadastrales de Monsieur et Madame Spaus-Lutgen sont situées directement en amont d'une zone de sources qui alimentent un affluent principal de la Fooschtbaach. Toute nouvelle plantation de résineux engendrerait des impacts sur la zone humide Fooschtbaach. Cependant, après l'abattage de leur plantation résineuse, des alternatives de reforestation par des essences adaptées aux conditions du site en question sont possibles.

Au vu du raisonnement qui précède, il est préférable de maintenir lesdites parcelles dans la future zone protégée et de maintenir l'interdiction visant la plantation de résineux.

3) Courrier de Monsieur Michel Mensen du 19.03.2018

D'après les analyses de l'Administration de la nature et des forêts et d'après le dossier de classement, Monsieur Mensen n'est ni propriétaire ni exploitant de surfaces à l'intérieur de la future zone protégée, mais tenait à faire des remarques plus générales quant à l'utilisation agricole à l'intérieur de la zone protégée, étant donné que le règlement y respectif prévoit une interdiction du chaulage, de l'emploi de pesticides et de fertilisants, ainsi que le sursemis.

Or il est certain qu'un apport de nutriments ou de substances nocives à la faune et la flore n'est guère propice au développement et au maintien des biotopes protégés ou habitats d'intérêt communautaire présents (notamment : prairies maigres de fauche codées 6510, prairies humides du Calthion codées BK10 et friches humides codées BK11). La majeure partie des

surfaces situées à l'intérieur de la future zone protégée sont d'ores et déjà exploitées de manière extensive sous contrat « biodiversité ». Des contrats biodiversité ou des mesures agro-environnementales destinées à compenser toute diminution éventuelle de la production agricole sont disponibles à toute personne privée si les terrains sont situés dans une zone protégée.

Monsieur Mensen craint en plus que les zones tampons à installer obligatoirement autour de la zone protégée et la pression sur les prix pour l'achat de surfaces se réalisent aux dépens des agriculteurs.

Aucune zone tampon ne sera installée obligatoirement autour de la future zone protégée. La loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ne détient aucune disposition ceci insinuant.

Outre le fait que quelconque projet d'urbanisation influence certainement plus la hausse des prix de terrains, il y a lieu de remarquer que le classement de la future zone protégée assure la conservation des terrains agricoles et interdit tout changement d'affectation. En plus, grâce aux différentes mesures de gestion réalisées les dernières années dans le site (notamment par la conversion de plantation de résineux en pâtures ou prairies de fauche), les surfaces exploitées par l'agriculture ont pu être augmentées substantiellement. Tel que mentionné ci-dessus, les différents projets et mesures de gestion réalisés les dernières années dans la zone démontrent qu'une exploitation agricole extensive de la future zone protégée est possible.

Aucune bande ou zone tampon ne peut être installée obligatoirement sans modification ultérieure du règlement grand-ducal qui devrait être soumis à une enquête publique.

Le classement du site en tant que zone protégée, accompagné d'un plan de gestion qui vise la collaboration entre l'agriculture et la protection de la nature et qui facilitera le subventionnement de l'exploitation agricole au site, est à percevoir comme une chance pour l'agriculture dans la réserve naturelle.

4) Courrier de Monsieur Nico Weinandy du 17.03.2018

Monsieur Weinandy est propriétaire des surfaces 1b et de la partie ouest de la surface 10¹ correspondant aux parcelles cadastrales 41/2535 (partie) et 149/332 section A de Hautbellain de la commune de Troisvierges. Il explique notamment que les épicéas de la surface 1b servent d'abri contre le vent pour son bétail. Le bois et le terrain ont une certaine valeur économique qui après leur abattage et la succession naturelle sera amoindrie.

S'il est vrai que le dossier de classement suggère l'abattage des épicéas et une succession naturelle de la surface 1b, il y a lieu de souligner que l'avant-projet du règlement grand-ducal relatif à la future zone protégée n'oblige pas l'abattage des épicéas et une succession naturelle n'est pas non plus imposée.

¹ Délimitations correspondant aux surfaces définies au sein du dossier de classement, page 27

Une exploitation normale des épicéas et reforestation, cependant avec des essences indigènes adaptées au lieu, reste tout-à-fait possible. En ce qui concerne la surface 1b, il importe de préciser que la plantation de résineux de part et d'autre des cours d'eau est interdite sur 30 mètres, depuis la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, interdiction répétée par ladite loi du 18 juillet 2018. Ainsi, la nouvelle plantation de résineux sur la majorité de ladite surface 1b est de toute façon interdite.

Monsieur Weinandy proclame également que l'extensification de sa pâture contribuera à une dévalorisation de son terrain en cas de vente ou de bail de ses terrains, car tout acheteur ou bailleur serait contraint à réduire le nombre de bétail par hectare respectivement à réduire la fertilisation.

Or premièrement, l'avant-projet du règlement grand-ducal n'impose nullement la réduction du nombre de bétail par hectare et deuxièmement, l'extensification et les éventuelles contraintes y résultantes peuvent être compensées par des contrats « biodiversité » ou mesures agro-environnementales similaires.

Monsieur Weinandy explique également qu'un sursemis, l'emploi de fertilisants et de pesticides sont nécessaires pour combattre différentes adventices de l'agriculture dont notamment la séneçon jacobée.

Pour les plantes problématiques (adventices de l'agriculture notamment), des mesures mécaniques ou thermiques restent possibles. En plus, le sursemis reste autorisé en cas de dégâts de gibier si exécuté en concordance avec les instructions de l'Administration de la nature et des forêts.

Monsieur Weinandy est également touché par le castor et l'activité de celui-ci qui contribue à l'extension des surfaces humides rendant non utilisable une partie de sa pâture.

Le plan d'action et de gestion relatif au castor au Luxembourg prévoit des indemnités au cas où des terrains agricoles sont touchés. Le sinistré doit prendre l'initiative d'aviser les dégâts auprès du préposé forestier concerné ou auprès de l'Administration de la nature et des forêts. Le castor est d'ores et déjà présent au site. Le classement de la future zone protégée ne change en rien ce fait. Un programme de dédommagement est en place. Partant, ce point est sans objet par rapport au classement de la zone protégée.

5) Courrier de Monsieur Luc Theis du 17.03.2018

Monsieur Theis exploite la partie ouest de la parcelle 10² correspondant aux parcelles cadastrales 41/2535 (partie) et 149/332, section A de Hautbellain de la commune de Troisvierges et est le bailleur de Monsieur Weinandy sur cette parcelle. Il proclame qu'une interdiction totale de fertilisation lui cause de grands dommages du fait qu'il en résulte un problème avec les unités de fumier imposées par hectare. La réduction de fertilisation sur la parcelle avisée cause des dommages économiques considérables.

Il en va de même en ce qui concerne la réduction de la densité de bétail de 2 à 3 unités de bétail par hectare.

² Délimitations correspondant aux surfaces définies au sein du dossier de classement, page 27

D'après Monsieur Theis, l'interdiction de sursemis et de pesticides sont également des facteurs lui causant des nuisances, tout comme le fait qu'il ne peut pas circuler sur la pâture entre le 15 avril et le 15 juin.

S'il est vrai que le dossier de classement cite plusieurs suggestions en ce qui concerne la gestion idéale de la surface 10, l'avant-projet du règlement grand-ducal ne reprend pas de périodes d'interdiction de circulation sur les surfaces agricoles pour les gérer, ni la réduction du bétail. Ces points sont donc sans objet. Cependant, en ce qui concerne les restrictions et interdictions visant l'emploi de fertilisants, de pesticides, le chaulage ou le sursemis, ceux-ci ont été justifiés au niveau du commentaire des articles de l'avant-projet : la fertilisation risque d'homogénéiser la flore en donnant un avantage aux plantes ubiquistes et généralistes ; les pesticides impactent directement voire indirectement les espèces protégées : les herbicides portent atteinte à la flore, les insecticides détruisent les insectes et impactent les autres animaux insectivores, les rodenticides portent atteinte au rongeurs et indirectement à leurs prédateurs (rapaces et carnivores) et les fongicides sont connus d'impacter indirectement différentes espèces d'insectes ; le chaulage impacte directement les bas-marais acides et les zones humides.

La conclusion d'un contrat « Biodiversité » ou mesure agro-environnementale similaire permettrait de compenser d'éventuelles pertes économiques.

La pâture exploitée par Monsieur Theis est également touchée par l'activité du castor. Le plan d'action et de gestion relatif au castor au Luxembourg prévoit des indemnités au cas où des terrains agricoles sont touchés. Il est à l'initiative du sinistré de signaler les dégâts auprès du préposé forestier concerné ou auprès de l'Administration de la nature et des forêts. Le castor est d'ores et déjà présent au site. Le classement de la future zone protégée ne change en rien ce fait. Un programme de dédommagement est en place. Partant, ce point est sans objet par rapport au classement de la zone protégée.

Vu la situation de surface 10 dans le bassin versant et que les eaux de cette surface déversent directement dans la zone humide, ces parcelles seront maintenues dans la délimitation de la zone protégée.

6) Courrier des consorts Lipperts du 26.03.2018

Le consorts Lipperts est copropriétaire des parcelles cadastrales 64, 65/2224, 65/2225, 67/800 et 108, section A de Hautbellain de la commune de Troisvierges et constitue un labour.

Le consorts Lipperts proclame que leurs parcelles sont de bonne qualité, des labours au bon rendement et craignent que les contraintes liées à la désignation de la zone, mettront en jeu l'exploitation de Monsieur Sylvain Lipperts qui gère ces surfaces. D'ailleurs, leurs surfaces constituent les seuls labours au sein la zone protégée et n'ont pas de valeur écologique particulière.

Or les parcelles font partie du bassin versant de la Fooschtbaach et sont donc en lien direct avec le cours d'eau et les biotopes humides en résultant, situés en aval. Il en résulte que ces parcelles cadastrales, même si elles constituent un labour, doivent faire partie de la zone protégée pour limiter les apports en nutriments sur les biotopes protégés directement limitrophes et situés en aval desdits labours.

Pour le Service de la nature



Corinne Steinbach
Chargée d'études

Copie : Gilles BIVER, Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département de l'Environnement

Annexes :

- 1) Avant-projet de règlement grand-ducal modifié suite aux avis et objections issus de la procédure publique – version « track changes » et version définitive
- 2) Commentaire des articles
- 3) Carte avec la nouvelle délimitation proposée suite à l'enquête publique

Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Hautbellain-Fooschtbaach » sise sur le territoire de la commune de Troisvierges.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et notamment ses articles 2 et 2 et 38 à 46

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature 2017-2021 et ayant trait à sa première partie intitulée « Stratégie nationale Biodiversité »

Vu l'avis émis par le conseil communal de Troisvierges après enquête publique;

Vu la fiche financière;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles;

Vu l'avis de la Chambre d'agriculture;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Est déclarée zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone humide « Hautbellain-Fooschtbaach » sise sur le territoire de la commune de Troisvierges, partie de la zone protégée d'intérêt communautaire « Vallée de la Woltz et affluents de la source à Troisvierges (LU0002001) ».

Art. 2. La réserve naturelle, d'une étendue totale de 33,51 ha est formée de fonds inscrits au cadastre de la commune de Troisvierges, sous les numéros:

Commune de Troisvierges

Section A de Hautbellain

107, 108, 109, 110/1551, 110/1552, 120/2711, 120/2712, 120/2714, 120/2778, 120/2789, 121/2285, 122/565, 123/568, 130/2845, 131/2846 partie, 131/71, 132/2877, 141/330, 142/2, 142/331, 145/2779, 147 partie, 149/332, 150/2536, 151/582, 170/1422, 175/1423, 176, 177, 179, 184, 185, 186/2763, 187/1424, 189/607, 191/2764, 224/1067, 225/1425, 226/2613, 258/1716, 260/8, 264/1717, 264/1735 partie, 387/2304, 391, 398/886 partie, 399, 41/2535, 64 partie, 65/2224 partie, 65/2225 partie, 67/800 partie, 95/1311, 95/1312, 95/2776.

Sont également inclus tous les fonds et toutes les parcelles cadastrales ne portant pas de numéros, tels que chemins et cours d'eau se trouvant à l'intérieur du périmètre de la zone protégée d'intérêt national.

La délimitation de la zone protégée et de ses parties est indiquée sur le plan annexé.

Art. 3. Dans la réserve naturelle sont interdits:

1. les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, l'enlèvement de terre végétale, le déblai, le remblai, l'extraction de matériaux;
2. le dépôt de déchets et de matériaux;
3. les travaux susceptibles de modifier le régime des eaux superficielles ou souterraines tels que le drainage, l'entretien de drainages existants, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées;
4. toute construction incorporée au sol ou non, à l'exception des installations d'affut de chasse qui restent soumises à autorisation du ministre ayant la protection de la nature et des ressources naturelles dans ses attributions, ci-après nommé « le ministre »;
5. la mise en place d'installations de transport et de communication, de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés; les interventions nécessaires à l'entretien et au remplacement des installations existantes restent soumises à autorisation préalable du ministre;
6. le changement d'affectation des sols, y compris la conversion de forêts feuillues en forêts résineuses, ainsi que la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes protégés et habitats avisés par l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 ;
7. le retournement ou le sursemis des prairies permanentes, les réparations de dégâts de gibier pouvant se faire selon les instructions de l'administration de la nature et des forêts ;
8. l'enlèvement, l'endommagement et la destruction de plantes sauvages; la lutte mécanique ou thermique contre les adventices de l'agriculture est autorisée dans le contexte de la conditionnalité;
9. la capture ou la destruction d'animaux sauvages indigènes non classés comme gibier
10. l'appâtage du gibier;
11. la chasse aux oiseaux;
12. l'emploi de munition de plomb ;
13. la circulation à l'aide de véhicules motorisés en dehors des voies munies d'un revêtement à base de **macadam**, cette interdiction ne s'applique ni aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit;
14. la circulation à vélo et à cheval en dehors des sentiers existants, cette interdiction ne s'applique ni aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit;
15. la circulation avec chien non-tenu en laisse, à l'exception dans l'exercice de la chasse;
16. l'emploi de pesticides et de fertilisants.
17. la plantation de résineux.

Art. 4. Les dispositions de l'article 3 ne s'appliquent pas aux mesures prises dans l'intérêt de la conservation et de la gestion de la zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle. Ces mesures sont toutefois soumises à l'autorisation du ministre.

Art. 5. Notre Ministre de l'Environnement et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

La Ministre de l'Environnement

Le Ministre des Finances

Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Hautbellain-Fooschtbaach » sise sur le territoire de la commune de Troisvierges.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et notamment ses articles 2 et 2 et 38 à 46

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature 2017-2021 et ayant trait à sa première partie intitulée « Stratégie nationale Biodiversité »

Vu l'avis émis par le conseil communal de Troisvierges après enquête publique;

Vu la fiche financière;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles;

Vu l'avis de la Chambre d'agriculture;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Est déclarée zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone humide « Hautbellain-Fooschtbaach » sise sur le territoire de la commune de Troisvierges, partie de la zone protégée d'intérêt communautaire « Vallée de la Woltz et affluents de la source à Troisvierges (LU0002001) ».

Art. 2. La réserve naturelle, d'une étendue totale de 33,51 ha est formée de fonds inscrits au cadastre de la commune de Troisvierges, sous les numéros:

Commune de Troisvierges

Section A de Hautbellain

107, 108, 109, 110/1551, 110/1552, 120/2711, 120/2712, 120/2714, 120/2778, 120/2789, 121/2285, 122/565, 123/568, 130/2845, 131/2846 partie, 131/71, 132/2877, 141/330, 142/2, 142/331, 145/2779, 147 partie, 149/332, 150/2536, 151/582, 170/1422, 175/1423, 176, 177, 179, 184, 185, 186/2763, 187/1424, 189/607, 191/2764, 224/1067, 225/1425, 226/2613, 258/1716, 260/8, 264/1717, 264/1735 partie, 387/2304, 391, 398/886 partie, 399, 41/2535, 64 partie, 65/2224 partie, 65/2225 partie, 67/800 partie, 95/1311, 95/1312, 95/2776.

Sont également inclus tous les fonds et toutes les parcelles cadastrales ne portant pas de numéros, tels que chemins et cours d'eau se trouvant à l'intérieur du périmètre de la zone protégée d'intérêt national.

La délimitation de la zone protégée et de ses parties est indiquée sur le plan annexé.

Art. 3. Dans la réserve naturelle sont interdits:

1. les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, l'enlèvement de terre végétale, le déblai, le remblai, l'extraction de matériaux;
2. le dépôt de déchets et de matériaux;
3. les travaux susceptibles de modifier le régime des eaux superficielles ou souterraines tels que le drainage, l'entretien de drainages existants, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées;
4. toute construction incorporée au sol ou non, à l'exception des installations d'affut de chasse qui restent soumises à autorisation du ministre ayant la protection de la nature et des ressources naturelles dans ses attributions, ci-après nommé « le ministre »;
5. la mise en place d'installations de transport et de communication, de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés; les interventions nécessaires à l'entretien et au remplacement des installations existantes restent soumises à autorisation préalable du ministre;
6. le changement d'affectation des sols, y compris la conversion de forêts feuillues en forêts résineuses, ainsi que la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes protégés et habitats avisés par l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 ;
7. le retournement ou le sursemis des prairies permanentes, les réparations de dégâts de gibier pouvant se faire selon les instructions de l'administration de la nature et des forêts ;
8. l'enlèvement, l'endommagement et la destruction de plantes sauvages; la lutte mécanique ou thermique contre les adventices de l'agriculture est autorisée dans le contexte de la conditionnalité;
9. la capture ou la destruction d'animaux sauvages indigènes non classés comme gibier
10. l'appâtage du gibier;
11. la chasse aux oiseaux;
12. l'emploi de munition de plomb ;
13. la circulation à l'aide de véhicules motorisés en dehors des voies munies d'un revêtement à base de macadam, cette interdiction ne s'applique ni aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit;
14. la circulation à vélo et à cheval en dehors des sentiers existants, cette interdiction ne s'applique ni aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit;
15. la circulation avec chien non-tenu en laisse, à l'exception dans l'exercice de la chasse;
16. l'emploi de pesticides et de fertilisants.
17. la plantation de résineux.

Art. 4. Les dispositions de l'article 3 ne s'appliquent pas aux mesures prises dans l'intérêt de la conservation et de la gestion de la zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle. Ces mesures sont toutefois soumises à l'autorisation du ministre.

Art. 5. Notre Ministre de l'Environnement et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

La Ministre de l'Environnement

Le Ministre des Finances

Commentaires des articles

Ad article 1^{er} : Cet article formule l'objectif du présent règlement grand-ducal qui est la désignation d'une zone appelée « Hautbellain-Fooschtbaach » en tant que zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle en vertu de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Il précise la situation géographique de la zone en précisant la commune concernée. En plus, cet article indique que la zone sous question fait partie d'une zone protégée d'intérêt communautaire et en conséquence le présent règlement grand-ducal est à interpréter en tant que mesure réglementaire de ladite zone d'intérêt communautaire.

Ad article 2 : Cet article indique la surface en hectares de la réserve naturelle proposée et liste les numéros des parcelles cadastrales visées par la désignation de la zone protégée d'intérêt national. Il précise que certaines surfaces incluses dans la réserve naturelle ne portent pas de numéro cadastral, cependant sont également visées par la désignation de la zone protégée d'intérêt national. Finalement, cet article indique que la délimitation de la réserve naturelle est précisée sur base d'un plan topographique annexé au règlement grand-ducal.

Ad article 3 : L'article 3 liste les différentes servitudes grevées aux fonds et interdictions imposées aux propriétaires et exploitants dans la réserve naturelle.

Ad 1^{er} à 3^e point : ces trois points interdisent les différents types d'activités de mouvement de sol et de sous-sol, de dépôt ou d'enlèvement de matériaux ou encore d'utilisation des eaux ou de changement du régime hydrique impactant ou risquant d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage.

Ad 4^e point : il interdit les différentes constructions qui impactent ou risquent d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage. Des exceptions sont prévues pour les installations d'affût de chasse, qui restent soumises à autorisation du ministre.

Ad 5^e point : à l'instar du 4^e point, ce point interdit l'installation de moyens de transport ou de communication, tout en prévoyant une exception pour les installations déjà existantes, qui restent cependant soumis à autorisation.

Ad 6^e point : il interdit le changement d'affectation des sols, y compris la conversion de forêts feuillues en forêts résineuses, tout en précisant que la destruction, dégradation ou réduction de fonds présentant des biotopes en vertu de ladite loi est interdite.

Ad 7^e point : il réglemente l'exploitation agricole en interdisant le labourage des prairies permanentes (habitats des espèces protégées), même temporaire. Une certaine flexibilité est prévue pour la réparation des dégâts de gibier qui peuvent être réparés comme prévu dans une instruction de l'Administration de la nature et des forêts qui s'applique aux contrats de biodiversité, biotopes et réserves naturelles.

Ad 8^e point : il interdit toute atteinte aux plantes sauvages. Une exception est prévue sur les quelques surfaces agricoles afin de respecter la conditionnalité dans le cadre de l'exploitation agricole.

Ad 9^e point : il interdit toute capture - temporaire ou définitive - destruction de tout animal indigène dans la réserve naturelle ; la chasse n'étant pas visée par ce point.

Ad 10^e point : l'exercice de la chasse restant permis dans la zone, ce tiret règlemente la chasse en interdisant l'appâtage du gibier qui consiste dans l'apport d'une alimentation d'attrait non transformée en petites quantités dans le seul et unique but d'un tir immédiat ou rapproché.

Ad. 11^e point : il interdit la chasse aux oiseaux, ceci dans un souci d'éviter tout impact direct ou indirect sur des espèces d'oiseaux protégées et non-chassables dans cette réserve d'intérêt ornithologique particulier.

Ad. 12^e point : il interdit l'emploi de munition de plomb pour éviter tout impact négatif sur la santé des oiseaux suite à l'ingestion accidentelle de ce type de munition.

Ad 13^e et 14^e points : ces points réglementent la circulation dans la zone qui impacterait ou risquerait d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces ou qui risqueraient de perturber plus précisément la faune. Différentes exceptions sont précisées visant notamment les propriétaires des terrains de la zone et leurs ayants droit.

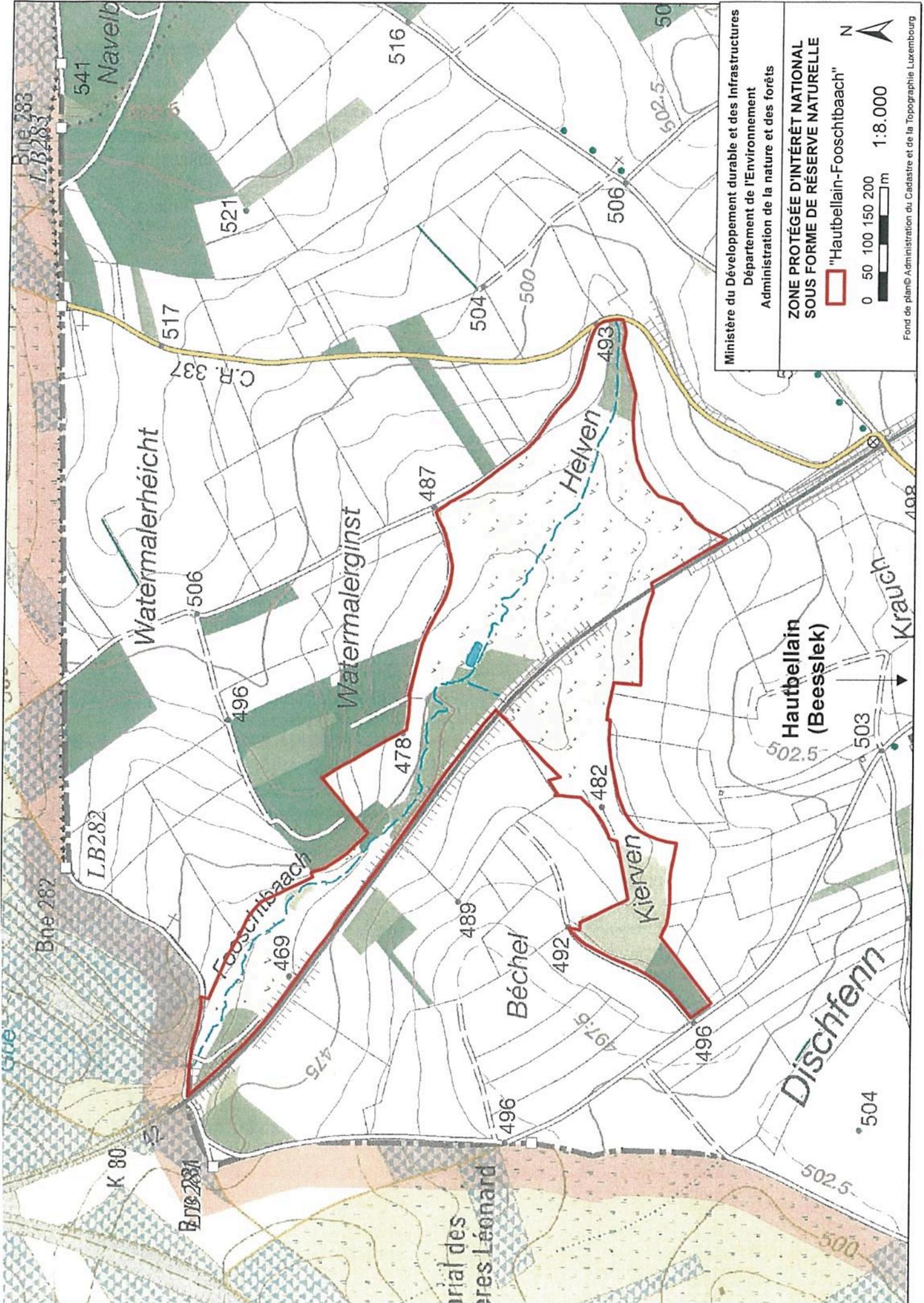
Ad 15^e point : il interdit la circulation avec le chien non tenu en laisse. Ce point ne concerne pas la divagation de chiens pendant l'exercice de la chasse.

Ad 16^e point : il interdit l'utilisation de différentes substances nocives pour les biotopes, les habitats d'espèces et les espèces. La fertilisation risque d'homogénéiser la flore en donnant un avantage aux plantes ubiquistes et généralistes. Les pesticides impactent directement voire indirectement les espèces protégées : les herbicides portent atteinte à la flore, les insecticides détruisent les insectes et impactent les autres animaux insectivores, les rodenticides portent atteinte au rongeurs et indirectement à leurs prédateurs (rapaces et carnivores) et les fongicides sont connus d'impacter indirectement différentes espèces d'insectes. Le chaulage impacte directement notamment les bas-marais acides et les zones humides.

Ad 17^e point : il réglemente l'exploitation forestière en interdisant la plantation de résineux qui risqueraient d'impacter ou dégrader des habitats protégés tels que zones humides, prairies permanentes et forêts de feuillues.

Ad. article 4 : Cet article prévoit la possibilité de déroger aux servitudes, interdictions et réglementations disposées par l'article 3 s'il s'agit de mesures de conservation et de gestion prises dans l'intérêt de la zone.

Ad. article 5 : Cet article comporte la formule exécutoire.



Ministère du Développement durable et des Infrastructures
Département de l'Environnement
Administration de la nature et des forêts

**ZONE PROTÉGÉE D'INTÉRÊT NATIONAL
SOUS FORME DE RÉSERVE NATURELLE**

"Hautbellain-Fooschtbaach"

0 50 100 150 200 m
1:8.000

N

Fond de plan© Administration du Cadastre et de la Topographie Luxembourg



FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Hautbellain-Fooschtbaach » sise sur le territoire de la commune de Troisvierges.
Ministère initiateur :	Ministère du Développement durable et des Infrastructures Département de l'Environnement
Auteur(s) :	Gilles Biver (MDDI-Dép. Env.)
Téléphone :	2478-6834
Courriel :	gilles.biver@mev.etat.lu
Objectif(s) du projet :	Déclaration de la zone humide « Hautbellain-Fooschtbaach » sous forme de réserve naturelle
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune(s) impliqué(e)(s)	Administration de la nature et et des forêts
Date :	18/01/2018



Mieux légiférer

1 Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) : Oui Non

Si oui, laquelle / lesquelles : Conseil échevinal de Troisvierges;
Agents de l'Administration de la nature et des forêts;
Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles;
Chambre d'agriculture

Remarques / Observations : Amendements réalisés après consultation

2 Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales : Oui Non
- Citoyens : Oui Non
- Administrations : Oui Non

3 Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui Non N.a. ¹
(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

Remarques / Observations :

¹ N.a. : non applicable.

4 Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui Non

Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? Oui Non

Remarques / Observations : Le projet est accompagné d'un dossier de classement en guise d'exposé des motifs, ainsi que d'un commentaire des articles

5 Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui Non

Remarques / Observations : Le projet clarifie le statut du site mentionné par la Décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature 2017-2021



6 Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?) Oui Non

Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total ?
(nombre de destinataires x
coût administratif par destinataire)

² Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

³ Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

7 a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ? Oui Non N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁴ ? Oui Non N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

⁴ Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

8 Le projet prévoit-il :
- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui Non N.a.
- des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui Non N.a.
- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui Non N.a.

9 Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ? Oui Non N.a.

Si oui, laquelle :

10 En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Oui Non N.a.



Sinon, pourquoi ?

11 Le projet contribue-t-il en général à une :

- a) simplification administrative, et/ou à une Oui Non
b) amélioration de la qualité réglementaire ? Oui Non

Remarques / Observations : Meilleure visibilité d'un projet de réserve naturelle mentionné par la Décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature

12 Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? Oui Non N.a.

13 Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) Oui Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

14 Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? Oui Non N.a.

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :



Egalité des chances

15

Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez pourquoi :

Le projet de la réserve naturelle vise tous les citoyens indépendamment de leur sexe

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

16

Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui Non N.a.

Si oui, expliquez
de quelle manière :

Directive « services »

17 Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁵ Article 15 paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

18 Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

